

ANTONIO GRAMSCI

Écrits politiques

I

1914-1920

Textes choisis,
présentés et annotés
par Robert Paris

Traduits de l'italien

Par Marie G. Martin,

Gilbert Moget, Armando Tassi,

Robert Paris

Gallimard

Table des matières

Avant-propos

Introduction

PREMIÈRE PARTIE

ÉCRITS DE JEUNESSE (1914-1918)

Neutralité active et agissante (R. P.)

Après le Congrès du Parti socialiste espagnol (G. M.)

Le Syllabus et Hegel (G. M.)

Socialisme et culture (M.-G. M.)

Le Midi et la guerre (M.-G. M.)

Contre le féodalisme économique (A. T.)

Évocation des histoires des filatures de colon et de leurs vicissitudes (M.-G. M.)

Hommes ou machines? (M.-G. M.)

La Città futura Trois principes, trois ordres (G. M.)

Les indifférents (R. P.)

Discipline et liberté (G. M.)

Analphabétisme (M.-G. M.)

La discipline (G. M.)

Notes marginales (M.-G. M.)

Modèle et réalité (A. T.)

Le mouvement des jeunesses socialistes (IR. P.)

Une vérité qui a l'air d'un paradoxe (M.-G. M.)

Notes sur la Révolution russe (M.-G. M.)

Les maximalistes russes (M.-G. M.)

L'horloger (M.-G. M.)

Kerenski- Tchernov (A. T.) Lectures (M.-G. M.)

Intransigeance-tolérance Intolérance-transigeance (M.-G. M.)

La révolution contre Le Capital (M.-G. M.)

La « Critique critique» (M.-G. M.)

Constituante et Soviets (G. M.)

L'organisation économique et le socialisme (M.-G. M.)

Notre Marx (M.-G. M.)

L'intransigeance de classe et l'histoire italienne (M.-G. M.)
Culture et lutte de classe (M.-G. M.)
Les paysans et l'État (M.-G. M.)
Pour connaître la Révolution russe (G. M.)
La politique du « si » (M.-G. M.)
Utopie (M.-G. M.)
D'abord, Être libres (M.-G. M.)
L'exemple anglais (A. T.)
La démocratie italienne (M.-G. M.)
L'œuvre de Lénine (G. M.)
Après le Congrès (M.-G. M.)
La lutte prochaine (A. T.)
Le spectre (A. T.)
La croisade contre la Russie (A. T.)

DEUXIÈME PARTIE

« L' ORDINE NUOVO » ET LES CONSEILS D'USINE (1919-1920)

La Russie et le monde (G. M.)
Le pays de Polichinelle (G. M.)
Les ruses de l'histoire (A. T.)
Une débâcle et une genèse (M.-G. M.)
Majorité et minorité dans l'action socialiste (M.-G. M.)
L'unité du monde (G. M.)
L'Internationale communiste (G. M.)
Le Parti américain du travail (G. M.)
Einaudi ou « de l'utopie libérale » (M.-G. M.)
La souveraineté de la loi (M.-G. M.)
La rançon de l'histoire (M.-G. M.)
Démocratie ouvrière (M.-G. M.)
Retour à la liberté (M.-G. M.)
La conquête de l'État (M.-G. M.)
Ouvriers et paysans (M.-G. M.)
Chronique (30 août 1919) (M.-G. M.)
Chronique (6 septembre 1919) (M.-G. M.)
Aux délégués d'ateliers... (M.-G. M.)

L'unité nationale (M.-G. M.)
Chronique (11 octobre 1919) (M.-G. M.)
Syndicats et Conseils (M.-G. M.)
Syndicalisme et Conseils (M.-G. M.)
Lutte antibourgeoise (A. T.)
La défaite bourgeoise (A. T.)
Le parti et la révolution (M.-G. M.)
L'année révolutionnaire (A. T.)
La fonction historique des grandes villes (M.-G. M.)
Tout d'abord, rénover le parti (M.-G. M.)
L'instrument de travail (M.-G. M.)
La Sardaigne et la classe ouvrière (M.-G. M.)
L'ouvrier d'usine (M.-G. M.)
L'unité prolétarienne (M.-G. M.)
Turin et l'Italie (M.-G. M.)
La classe ouvrière, instrument de production (R. P.)
Pour une rénovation du Parti socialiste (M.-G. M.)
Superstition et réalité (M.-G. M.)
Le Conseil d'usine (M.-G. M.)
Chronique (12 juin 1920) (M.-G. M.)
Le mouvement turinois des Conseils d'usines (M.-G. M.)
La Russie, puissance mondiale (M.-G. M.)
Le programme de L'Ordine Nuovo (M.-G. M.)
Chronique (21 août 1920) (M.-G. M.)
L'occupation (A. T.)
Dimanche rouge (M.-G. M.)
Cinq mois après (A. T.)
Le Parti communiste (M.-G. M.)
Chronique (9 octobre 1920) (M.-G. M.)
Prévisions (A. T.)
La fraction communiste (M.-G. M.)
Chronique (11-18 décembre 1920) (M.-G. M.)
Chronique (24 décembre 1920) (M.-G. M.)
Notes
Index des noms
Index des journaux et des revues

N.B. Les initiales du traducteur sont données entre parenthèses après le titre de chaque texte.
M.-G. M. : Marie-G. Martin; G. M. : Gilbert Moget ; R. P. : Robert Paris; A. T. : Armando Tassi.

Avant-propos

La présente anthologie comprend trois volumes qui rassemblent, sous le titre général d'Écrits politiques, des œuvres de Gramsci publiées ou simplement écrites de 1914 à 1926, soit avant son arrestation, le 8 novembre 1926. Ce titre, il va sans dire, ne prétend nullement opposer ces textes aux Cahiers de prison ni préjuger du contenu de ces derniers. Désignant le caractère plus immédiat du discours politique déployé dans ces textes, il a le mérite tout banal de la commodité.

Celle anthologie de Gramsci aurait dû porter, à l'origine, sur la totalité de l'œuvre. Pour des motifs que l'on exposera le moment venu, il a paru préférable de publier les Cahiers de prison dans leur intégralité et de limiter l'anthologie aux seuls Écrits politiques. L'espace imparti à ces textes s'en est trouvé élargi et, sans prétendre être pleinement satisfait du résultat, on a pu ainsi établir un choix assez représentatif: ces trois volumes d'Écrits équivalent à près de la moitié des œuvres proprement « politiques » de la période 1914-1926. Il a été prévu, en outre, de publier séparément un volume rassemblant la totalité des articles de L'Ordine Nuovo 1919-1920.

Les textes de ce premier volume des Écrits politiques proviennent essentiellement des Scritti giovanili 1914-1918 (Turin, 1958, Einaudi) et de L'Ordine Nuovo 1919-1920 (Turin, 1954, Einaudi). On a également repris un certain nombre d'articles qui ne figuraient pas dans ces deux volumes et qui ont été publiés depuis, par les soins de Sergio Caprio

8 Écrits politiques

glio, dans les Scritti 1915-1921 (Milan, 1968, 1 Quaderni de « Il Corpo»), à savoir: « Contre le féodalisme économique», « Modèle et réalité», « Kerenski-Tchernov», « L'exemple anglais», « La lutte prochaine», « Le spectre», « La croisade contre la Russie», « Les ruses de l'histoire», « Lulle anti-bourgeoise», « La défaite bourgeoise», « L'année révolutionnaire», « La classe ouvrière instrument de production», « L'occupation», « Cinq mois après» et « Prévisions».

Ont été délibérément écartés du choix tant un certain nombre d'articles plus proprement « littéraires», tels que les critiques théâtrales de l'Avanti 1, que les chroniques rassemblées sous le titre Sotto la Mole 1915-1920 (Turin, 1960, Einaudi), trop exclusivement consacrées au seul commentaire des incidents quotidiens de la vie de Turin pendant celle période. Tout comme pour L'Ordine Nuovo 1919-1920, il est prévu, toutefois, de publier ultérieurement, dans un volume séparé, l'ensemble des textes « littéraires».

Quoique la chose paraisse aller de soi, il est nécessaire de souligner ici que l'introduction qu'on va lire - et qui se poursuit dans les autres volumes des Écrits politiques - ne saurait engager en rien la responsabilité des traducteurs; ce qui est également vrai, bien entendu, des critères qui ont présidé au choix des textes et à la rédaction de l'appareil critique.

R.P.

INTRODUCTION

Il est désormais de tradition que chaque pays ait son Lénine. Le « Lénine italien» a nom Antonio Gramsci. Gramsci, né Sarde et mort léniniste, comme aurait dit La Bruyère... Cette légende tenace a pris racine dans l'article nécrologique publié par Togliatti en 1937, « Antonio Gramsci capo della classe operaia italiana (1)». Texte de circonstance, appliqué et sans grand éclat, visant probablement à servir la position de son auteur à l'intérieur du P.C.I., cette commémoration a été appelée depuis à constituer une sorte de protocole principal et *ne varietur* de l'interprétation de Gramsci; quelque chose comme des prolégomènes à toute lecture possible, ou du moins reconnue, autorisée, de l'œuvre du « meilleur fils» du prolétariat italien. Énonçant la tradition dont pourra et devra se réclamer désormais la direction du P.C.I., entreprise dont Gramsci lui-même avait jeté les premiers fondements dans son article sur « Giacinto Menotti Serrati et les générations du socialisme italien (2)», Togliatti s'y emploie à dresser l'image « tel qu'en lui-même enfin» du héros tutélaire de cette tradition et, surtout, y énonce les séquences majeures à travers lesquelles s'est réalisée sa geste. Ainsi

1. P. Togliatti, a Antonio Gramsci capo della classe operaia italiana», *Lo Stato operaio*, XI, 5-6, mai-juin 1937, pp. 273-289. Cet article est repris dès l'année suivante dans un ouvrage collectif consacré à Gramsci (Paris, 1938), lequel sera réédité en 1945 (deux éditions) et en 1948. Il est également publié sous forme de brochure en 1944 et, depuis 1955, il constitue le premier chapitre de l'ouvrage, plusieurs fois réédité, de Togliatti, Gramsci. Cf. « Il capo della classe operaia italiana», in P. Togliatti, Gramsci, Florence, 1955, pp. 3-45 - texte auquel nous nous référerons dans nos notes.

2. « Giacinto Menotti Serrati et les générations du socialisme italien 14 mai 1926, in *Écrits politiques*, Ili.

se trouveront définies par avance les limites de toute lecture future, tout le reste ne pouvant être désormais que commentaires, gloses et paraphrases. Intercesseur privilégié, et même unique, auprès du héros, Togliatti se trouve seul alors à pouvoir énoncer le texte : du vieux groupe de *L'Ordine Nuovo*, Tasca a été exclu en 1929 et Leonetti, en 1930; quant à Terracini, en prison depuis 1926, il n'en sortira qu'en 1949. En proposant la reconstruction ptoléméenne d'une *Bildung* de Gramsci tout entière organisée et gravitant autour du seul « léninisme », Togliatti ne fera pas que sacrifier à cette téléologie ou ce finalisme auquel s'arrêtera ultérieurement la critique (1), il imposera une certaine organisation du discours, lui assignera sa configuration et même l'instituera comme configuration. Cessant de s'écrire, son texte, dès lors, s'instaurera comme protocole.

Quelques années avant, ces tables de la loi eussent été sans doute différentes. En 1930 encore, réglant son compte au « bordiguisme » dans un texte qui constitue « une première rétrospective sur les étapes de la formation du parti (2) », Togliatti apparaissait encore attaché à une certaine laïcité du discours et soucieux, toujours, de peupler quelque peu une historiographie qui, après ce texte de 1937, ne devait plus être qu'un théâtre d'ombres : « On ne peut nier - concédait-il par exemple - qu'en voyant combien il était nécessaire de résoudre ce problème [de la création d'un parti révolutionnaire], Bordiga a précédé beaucoup d'autres éléments révolutionnaires ... » Mais 1937, c'est tout à la fois 1984 et l'âge d'or du populisme, l'exaltation du Front populaire et les massacres de Barcelone (et comment ne pas voir que Gramsci et l'anarchiste Berneri sont contemporains dans la mort?), le second procès de Moscou et la publication de *Fils du peuple*, la montée des successeurs à l'intérieur du parti et le filet de *Ejovtchina* près de s'abattre sur les proches, la liquidation des communistes polonais et le souvenir encore frais de la main tendue aux fascistes : « Donnons

1. C. Cicerchia, « Il rapporto col leninismo e il problema della riveluzione italiana », in *La Città futura - Saggi sulla figura e il pensiero di Antonio Gramsci*, a cura di A. Caracciolo e G. Scalia, Milan, 1959, pp. 11-37.

2, R. Alcara, *La formazione e i primi anni del Partito comunista nella storiografia marxista*, Milan, 1970, p. 19.

3. a *Appunti per una critica del bordighismo* », *Lo Stato operaio*, IV, 4, avril 1930, in *Lo Stato operaio 1927-1939*, Antologia a cura di F. Ferri, Rome, 1964, 1, pp. 372-379.

nous la main, fils de la Nation italienne! Donnons-nous la main, fascistes et communistes, catholiques et socialistes, hommes de toutes les opinions. Donnons-nous la main et marchons côte à côte (1) ...» Le remarquable, toutefois, n'est pas tant que ce texte soit ainsi marqué par les circonstances de sa production, mais bien plutôt qu'ainsi et aussi daté, il n'ait cessé depuis de fonctionner, explicitement ou non, comme un protocole, comme le principe régulateur de tous les discours ultérieurs.

Certes, l'historiographie officielle s'est efforcée, depuis, de gommer ou d'occulter les détails les plus incongrus de ce premier portrait. Ainsi, ce Gramsci « fils de paysans pauvres (2)», quand il était, on le sait, fils d'un fonctionnaire du Bureau de l'Enregistrement de Ghilarza et petit-fils d'un colonel de gendarmerie : Staline, il est vrai, en a usé de même avec son ascendance (3)... Mais c'est qu'il s'agit ici de ressusciter un archétype : celui du héros proche de ses racines paysannes et de sa province natale et voué, par là même, à accéder aux degrés les plus hauts du Savoir et de l'Être. Comme le dira, douze ans plus tard, Togliatti : « Sarde donc, mais précisément parce que Sarde, Italien, et précisément parce qu'Italien, non seulement socialiste, mais penseur et homme d'action à la hauteur des plus grands de notre temps (4).»

Le discours, toutefois, ne saurait s'épuiser dans cette seule évocation des vertus telluriques de Ghilarza et de la Sardaigne. Une première médiation intervient, qui donnera sens à la *Bildung* : la rencontre avec la métropole industrielle qu'est Turin - « Petrograd italienne», comme la définira un moment Gramsci et, plus encore, le passage par « l'école du prolétariat (5)». Sans ses liens avec la classe ouvrière turinoise, insistera Togliatti, Gramsci n'aurait pu entreprendre ni porter à terme « l'indispensable oeuvre de restauration du marxisme dans notre pays (6)», - ce qui, dans le langage, est doublement révélateur : et parce que la notion de « restauration du marxisme», qui appar

1. « Un document pour la propagande... Où sont les agents du fascisme?», La lutte ouvrière, 12 février 1937, p. 4. Pour l'original, cf. a La riconciliazione del popolo italiano è la condizione per salvare il nostro paese dalla catastrofe», *Lo Stato operaio*, X, 6, juin 1936, in *Lo Stato operaio* 1927-1939, II, pp. 419-429.

2. P. Togliatti, op. cit., p. 10.

3. B. Souvarine, *Staline*, Paris, 1935.

4. P. Togliatti, « Pensatore e uomo d'azione » [1949], op. cit., p. 65.

5. Ibid., p. 15.

6. Ibid., même page.

tient en quelque sorte à Bordiga, charrie avec soi toute une vision de l'histoire du mouvement ouvrier qui se trouve aux antipodes de la reconstruction « léniniste » proposée ici, et parce que c'est là, précisément, la formule que Bordiga - qui dénie au « léninisme » toute existence et toute originalité propres - emploie à propos de Lénine. Lapsus, donc; faille par laquelle le discours laisse échapper et retient son contraire.

Arrivé à Turin en 1911, Gramsci s'y consacre donc à « apprendre auprès des masses (1) ». Et, ici, la légende se plait à brouiller cartes et repères. « Quelques mois après le début de la guerre, en 1915 », Gramsci, qui appartient, comme il se doit, à « l'aile gauche du mouvement socialiste », aurait été « appelé à la direction du journal de la section socialiste de Turin (2) ». Devenu bientôt « le plus populaire et le plus aimé des chefs socialistes de Turin (3) », au lendemain de l'insurrection d'août 1917, il est nommé « secrétaire de la section locale du P.S.I. », ce qui constitue « la première reconnaissance ouverte de son rôle de chef du prolétariat de la ville la plus rouge d'Italie (4) ».

L'attitude de Gramsci au début de la guerre, il faudra bien, pourtant, y revenir... Ce n'est, en tout cas, qu'après l'insurrection d'août 1917 et l'arrestation de la plupart des dirigeants socialistes turinois qu'il assurera *de facto* la direction du *Grido del Popolo*. C'est alors qu'il est nommé secrétaire du Comité exécutif provisoire de la section turinoise du P.S.I. et commence, effectivement, de se signaler comme « subversif » : son nom apparaît pour la première fois dans un télégramme que la Préfecture de Turin adresse au ministère de l'Intérieur à l'occasion de la réunion clandestine de la fraction socialiste révolutionnaire qui se tient à Florence le 18 novembre 1917 (5). Mais la parabole se veut ici exemplaire. Rien, jusqu'ici, que de très attendu; rien qui puisse remettre en question ce ressort essentiel de la littérature d'édification qu'est l'articulation intime du sacrifice et de la récompense; rien, enfin, qui évoque Rastignac. C'est sur la *Vie de Don Bosco* que se calqueront les premières biographies populaires de Gramsci.

1. P. Togliatti, *op. cil.*, p. 17.

2. *Ibid.*, p. 16.

3. *Ibid.*, p. 18.

4. *Ibid.*, p. 21.

5. P. Spriano, *Torino operaio nella grande guerra (1914-1918)*, Turin, 1960, p. 284.

Sans doute, Gramsci a-t-il bien été ce petit étudiant pauvre qui, refusant richesses et honneurs, a tenté de se mettre à l'écoute de la principale ville industrielle d'Italie. Lui-même évoquera plus tard ces premières années glaciales, ses cauchemars, la course aux leçons

particulières, et dira comment, en décembre 1915, au poste de directeur du lycée d'Oulx et au curriculum universitaire, il a préféré la vie du militant, du journaliste, du révolutionnaire professionnel - renonciation, au demeurant, plus tardive qu'il ne le dit, puisque, en 1918 encore, dans une lettre à Serrati, il déclare préparer une thèse de linguistique sur l'histoire du langage, selon la méthode du « matérialisme historique (1) ». Mais de ce Gramsci étudiant, élève de Bartoli, d'Umberto Cosmo et d'Annibale Pastore, de ce Gramsci qui n'hésite pas à collaborer - sur des thèmes littéraires - au *Corriere universitario* de Turin (2), de ce Gramsci concret, Togliatti, précisément, ne souffle mot. Et ce silence surprend d'autant plus que la légende, soigneusement entretenue par ses soins, ne cessera ensuite de gonfler et d'exalter leur rencontre « historique » sous les colonnes de l'Université de Turin, un petit matin de l'automne 1911 (3). Qu'en gommant ainsi cette période « intellectuelle » de l'apprentissage de Gramsci, il s'agisse pour Togliatti d'accentuer le caractère « prolétarien » de son héros - intention déjà présente, au reste, dans la formule « fils de paysans pauvres » - le seul contexte de 1937 pourrait suffire à l'expliquer. Que l'exemplarité de la parabole exige également un personnage dépouillé de ses principales déterminations concrètes, ce serait également de bonne logique : et l'on verra qu'au sortir de la guerre la première édition des *Lettres de prison* persévérera dans cette entreprise de « purification ». Mais, plus probablement, l'effort de Togliatti, pleinement fidèle en cela à sa formation néo-hégélienne et crocienne, tend-il surtout, en retraçant une histoire purement idéelle, à constituer l'itinéraire de Gramsci en une sorte de phénoménologie de l'esprit. Ce qui ne va pas sans un préalable travail de l'abstraction.

La première victime en est Angelo Tasca. Après avoir dirigé pendant trois ans - 1926-1929 - le P.C.I. en compagnie de Togliatti et de Grieco, Tasca, pour avoir fait front à Staline, en a été exclu en 1929. Il est devenu dès lors

1. G. Fiori, *La Vie de Antonio Gramsci*, Paris, 1970, p. 118.

2. R. Martinelli, « Gramsci e il Corriere universitario », *Studi storici*, XIV, 4, 1973, pp. 908-916.

3. M. et M. Ferrara, *Conversando con Togliatti*, Rome, 1953, p. 9.

16 Écrits politiques

l'un des « Goldstein » du 1984 togliattiste : expulsé sans tarder des fameux *Souvenirs d'un perruquier*, de Giovanni Germanetto (1), il continuera d'apparaître, en 1952, comme un « opportuniste pourri (2) », pour se voir accoler plus récemment l'épithète - à peine moins infamante - d' « archiviste de la révolution (3) ». Son spectre hante d'autant plus l'historiographie togliattiste que, non content de préparer ces bombes que constituent la publication, dès 1938, de la lettre de Gramsci au P.C.U.S. (4), ses articles de 1953 sur les débuts du P.C.I. et, surtout, ses Archives patiemment accumulées (5), Tasca symbolise une période où Gramsci et Togliatti se sont trouvés en désaccord. Comme le rappellera en effet Gramsci dans une lettre du 5 janvier 1924, en août 1920 Togliatti et Terracini « s'étaient ralliés à Tasca », c'est-à-dire à la « droite » de la section socialiste de Turin (6). Qu'après l'arrestation de Gramsci, Togliatti se soit retrouvé pendant trois ans pleinement d'accord avec Tasca dans la gestion du P.C.I. n'en rend, bien entendu, que plus urgente cette opération d'exorcisme.

Mais Tasca, qui est probablement le seul membre du groupe de *L'Ordine Nuovo* à pouvoir se réclamer d'origines prolétariennes, incarne d'abord l' « avant-guerre » de Gramsci et de Togliatti. « Vieux militant » du mouvement des jeunesses socialistes, il joue ici un rôle essentiel : n'en déplaise à la légende, c'est sa rencontre avec Tasca, et non avec Togliatti, qui sera décisive pour l'évolution de Gramsci. Il n'est nullement certain que Tasca soit ce *leader* des jeunes socialistes turinois qu'évoquera Gramsci en 1916 : « Nous sortions souvent en groupe des réunions du parti en entourant celui qui était notre *leader* (7) » :

1. A. Tasca, *I primi dieci anni del P.C.I.*, Bari, 1971, p. 148. Publiés d'abord en russe en 1930, les *Souvenirs d'un perruquier*, de G. Germanetto (Paris, 1931), ont connu 45 éditions en 23 langues, avec un tirage total de plus d'un million d'exemplaires.

2. [P. Togliatti], « Un opportunista marcio : Angelo Tasca », in *Trenta anni di vita e lotte del P.C.I.*, Rome, 1952, pp. 120-121.

3. G. Amendola, « Un archivista nella rivoluzione P », *Rinascita*, XXIV, 9, 3 mars 1967, pp. 15-17.

4. A. Tasca, « Una lettera di A. Gramsci al Partito comunista russo », *Problemi della rivoluzione italiana*, avril 1938, pp. 24-30.

5. « Archivio di Angelo Tasca con introduzione e note di Giuseppe Berti P », *Annali Feltrinelli* 1966, Milan, novembre 1966; repris partiellement In G. Berti, *I primi dieci anni di vita del P.C.I. - Documenti inediti dell' Archivio Angelo Tasca*, Milan, 1967.

6. A Scoccimarro, 5 janvier 1924, in *Écrits politiques, II*.

7. a Pietro Gavosto», *Il Grido del Popolo*, 22 janvier 1916, in *Scritti giovanili 1914-1918*, Turin, 1958, pp. 21-22. Cf. aussi O. Berti, op. cit., p. 196.

Introduction 17

en 1916, en effet, Gramsci n'a manifestement aucun motif de taire le nom de Tasca et ce mystérieux *leader* ne peut être que Mussolini, exclu depuis plus d'un an du Parti socialiste (1). Mais, en s'opposant à Bordiga lors du Congrès de la Fédération des jeunesses socialistes, Tasca a défini, dès 1912, l'un des termes de l'espace politique dans lequel se situera Gramsci : entre Bordiga - « à gauche » - et Tasca - « à droite ». C'est également lui qui, le spectacle des élections de 1913 aidant, fera « définitivement de Gramsci un socialiste (2) » et qui, quelques années plus tard, fournira les 6 000 livres nécessaires au lancement de *L'Ordine Nuovo*.

Ce silence autour du personnage et du rôle de Tasca désigne évidemment toute une zone d'ombre; des problèmes, surtout, que Togliatti s'interdit de poser. Zone d'ombre, d'abord, que le contexte turinois, bien exploré, il est vrai, et même trop, depuis (3); zone d'ombre, donc, sur ces « masses » et ce « prolétariat » si souvent invoqués : et ici, il ne saurait s'agir, bien entendu, de censure consciente, mais simplement de ce que, pour la téléologie léninienne de Togliatti, tout ce qui, dans la biographie de Gramsci, précède la rencontre avec le « léninisme », se trouve d'emblée dévalorisé, voire insignifiant. Problème mineur, sans doute, que celui de l'adhésion de Gramsci au socialisme : Togliatti la date de 1910 ou 1911, quand une dédicace apposée par Tasca sur un exemplaire de *Guerre et Paix* offert à Gramsci le 11 mai 1912 laisse entendre qu'à cette époque le jeune Sarde n'a pas rejoint encore le P.S.I. et qu'au témoignage de Battista Santhià, cette adhésion n'aurait eu lieu qu'en 1913 (4). Mais c'est taire, bien évidemment, que ce passage n'a pas tant été le fruit de l'« école du prolétariat turinois » ou d'un « perpétuel retour » sur l'oeuvre d'Antonio Labriola (5) - dont le nom, au demeurant, n'apparaît pour la première fois sous la plume de Gramsci qu'en janvier 1918 II - que de la lecture de « méridiona

1. A. Romano, a Antonio Gramsci *tra la guerra e la Rivoluzione*», *Rivista Storica del Socialismo*, 1, 4, octobre-décembre 1958, p. 413.

2. A. Tasca, *I primi dieci anni del P.C.I.*, éd. cit., p. 88.

3. P. Spriano, *Socialismo e classe operaia a Torino dal 1892 al 1913*, Turin, 1958, et, du même, *Torino operaia nella grande guerra (1914-1918)*, déjà cité, ainsi que E. Avigdor, « Il movimento operaio torinese durante la prima guerra mondiale », in *La Città futura*, déjà cité, pp. 39-90.

4. A. Leonetti, *Note su Gramsci*, Urbino, 1970, pp. 165-166.

5. M. et M. Ferrara, *op. cit.*, p. 29.

6. «Achille Loria e il socialismo», *Avanti* 1, 29 janvier 1918, in *Scritti giovanili 1914-1918*, pp. 162-163.

listes» comme Salvemini ou Fortunato, d'économistes libéraux comme Einaudi, et de la fréquentation des milieux libre-échangistes : en octobre 1913 encore, avant même que d'assister, en Sardaigne, à ces élections dont le spectacle achèvera sa conversion, Gramsci adhère à un groupement sarde d' « action et de propagande antiprotectionniste».

Mais il y a plus important encore, et c'est le silence sur l'attitude de ce Gramsci, nouveau venu au socialisme, face au problème de l'entrée en guerre de l'Italie. Cette sorte de péché originel que sera, pour le socialisme italien d'après-guerre, la tentation interventionniste ou nationaliste de 1914, ne cessera, en effet, de peser, pendant des années, sur son évolution et d'hypothéquer ses actions : en lui interdisant peut-être de rompre dès 1919 avec les réformistes ou de tenter une sortie hors du contexte turinois, en retardant peut-être aussi sa rupture avec Bordiga, en rendant sa position plus incommode jusqu'à l'intérieur du P.C.I. C'est, du reste, ce que reconnaîtra ultérieurement Togliatti en évoquant la fondation du P.C. d'Italie : « Quelques délégués auraient voulu s'opposer à l'admission de Gramsci dans le Comité central, en se référant à l'accusation stupide, lancée par des réformistes et des maximalistes au cours des violentes discussions qui avaient précédé le Congrès, selon laquelle il aurait été *interventionniste* et même *ardito* au front (1).» *Ardito*, c'était, certes, une accusation stupide, s'agissant de ce petit bossu malingre. Mais celle d'interventionnisme n'était pas sans fondement.

A l'origine de cette rumeur, on trouve un article du 31 octobre 1914, « Neutralité active et agissante (2)», dans lequel Gramsci se prononce, avec des nuances que l'on s'est efforcé depuis de sursignifier, en faveur des thèses de Mussolini, alors directeur de *l'Avanti!* (3). La réédition de ce texte, en 1958, suscitera deux attitudes également embarrassées : l'effort de récupération qu'on a dit, conduit avec plus ou moins de bonheur et, désormais, insoutenable; et la tentative de réduire l'affaire à un accident aussi « malheureux» qu' « incompréhensible (4)», alors que tout

1. P. Togliatti, *La formazione del gruppo dirigente del P.C.I.*, Rome, 1962, p. 13.

2. Cf. *infra*, pp. 63-67.

3. Cf. A. Romano, *loc. cit.*, ainsi que R. Paris, « La première expérience politique de Gramsci », *Le Mouvement social*, no 42, janvier-mars 1963, pp. 31-57.

4. G. Tamburrano, « Fasi di sviluppo del pensiero politico di Gramsci *La Città futura*, éd. cit., p. 118.

ce que l'on sait du P.S.I. et de ses « générations » - y compris à travers le Gramsci parvenu à maturité de l'article sur Serrati - comme tout ce que l'on sait ou pressent de la formation théorique et politique de ce jeune Gramsci, tout nourri de Croce, de Gentile, de Sorel et de Salvemini, font

plus qu'expliquer la tentation « mussolinienne » de 1914, la rendent pleinement compréhensible. Face à la guerre, ce sera donc la rupture avec les positions neutralistes - d'un neutralisme parfois abstrait - du socialisme officiel. Gramsci et Togliatti s'éloignent tous deux du P.S.I., et déjà, jusque dans le péché, leurs routes paraissent diverger : « Dans sa forme sinon en substance, la position de Togliatti se distingua de celle de Gramsci en ce sens qu'il présenta une lettre de démission du parti à la section socialiste (l'ancien secrétaire de la section socialiste turinoise Giovanni Boero le rappellera au cours d'une polémique qui eut lieu par la suite dans l'émigration) et, comme Togliatti avait été réformé et était exempté du service militaire, il fit une demande d'engagement volontaire et put se faire enrôler (il fit la guerre comme volontaire dans le service de santé des chasseurs alpins) (1).»

Une telle issue étant interdite à Gramsci, il vit la crise dans toute son ampleur, avant que de la réprimer. Car, si l'on en croit Tasca, le « malheureux » article représente plus qu'un coup de tête juvénile ou un accident isolé. « A l'automne 1914 - écrit Tasca dans des notes inédites - Gramsci est pour la neutralité active et agissante, en substance, pour la guerre telle que paraît la préconiser Mussolini. Il accepte de collaborer au *Popolo d'Italia* [du même Mussolini], envoie un article sur la Sardaigne, que Mussolini ne publie pas, en l'invitant toutefois à *en envoyer d'autres*. (2)» La collaboration en restera là, et ce nouvel acte manqué - que les socialistes s'empresseront d'exhumer après la scission de Livourne (3) - ne saurait être sursignifié. Après tout, même interventionniste, le Mussolini de 1914 se veut, continue d'apparaître à beaucoup et demeure peut-être, pour autant qu'il ait pu l'être naguère, un « révolutionnaire » et le « mussolinisme », nullement exceptionnel, de Gramsci - Tasca rappellera plus tard combien Mussolini

1. G. Berti, « Appunti e ricordi 1919-1926 », op. cit., p. 50.

2. a Un tentativo di ricostruzione e di interpretazione degli anni 1914-1920 negli appunti inediti di Angelo Tasca», in G. Berti, op. cit., p. 48.

3. B. Martinelli, « Una polemica del 1921 e l'esordio di Gramsci sull'Avanti ! torinese », Critica marxista, X, 5, septembre-octobre 1972, pp. 148-168.

avait su fasciner les jeunes socialistes : « les jeunes sont presque tous avec lui, ils comptent sur lui pour une rénovation du parti (1) » - va de pair avec celui de son « maître » Salvemini, qui applaudit au tournant de Mussolini (2), ou avec l'engagement, plus effectif, de tous ceux, de Nenni à Dorso, qui collaboreront, et parfois même après la guerre, au *Popolo d'Italia*. Le grave est plutôt dans cette volonté qu'il affectera de ne pas jouer, selon la formule, les « Madeleine repenties » et de ne pas revenir sur ce qui, de ce fait, risquait de représenter plus qu'une erreur de jeunesse. « Gramsci n'a jamais fait la critique de son " interventionnisme " initial », note Tasca, qui rapporte, comme à mivoix, cet épisode troublant : « Une seule fois, au cours d'une conversation (j'en fus marqué et je revois encore l'endroit où il me fit ces confidences, l'entrée des colonnades de la via Sacchi), il eut des termes très durs pour lui-même, comme si son attitude de 1914-1915 n'avait pas été un incident négligeable, mais quelque chose qui se rattachait à une erreur plus générale, qui avait sa logique propre et dont il avait dû se libérer par la suite (3). »

La crise sera longue, dure, probablement plus qu'il ne paraît... Gramsci rompt toutes ses amarres, s'isole, se renferme, englouti par l'étude et le froid. « J'ai vécu deux ans hors du monde, écrit-il à sa soeur Grazietta en 1916; un peu dans un rêve. J'ai laissé se rompre un à un les fils qui m'unissaient au monde et aux hommes... Depuis deux ans, je n'ai vécu que pour mon égoïsme, pour ma souffrance égoïste... Mais j'ai travaillé. J'ai peut-être trop travaillé, plus que mes forces ne me le permettaient (4). » Les fils brisés, peu à peu, se renouent pourtant, péniblement. A l'automne 1915 près plus d'un an de silence, il publie dans *Il Grido del polo* un petit article - « Après le Congrès socialiste espagnol (5) » - où paraît passer quelque chose du souffle de Zimmerwald. Il commence ainsi, timidement, à collaborer *au Grido del Popolo*, puis à l'édition turinoise de *l'Avanti!*, où il assure une chronique locale, « Sotto la Mole », du nom d'une tour, la « *Mole degli ebrei* », qui se dresse au centre de

1. A. Tasca, *1 primi dieci anni del* p. 88.

2. Cf. sa lettre à Mussolini du 18 octobre 1914, in R. Paris, *Histoire du fascisme en Italie, I, des origines à la prise du pouvoir*, Paris, 1962, p. 54.

3. a Un tentativo di ricostruzione... » op. cit., p. 49.

4. *2 000 pagine di Gramsci, IL Lettere edite e inedite (1912-1937)*, Milan, 1964, p. 18.

5. Cf. *infra*, pp. 67-70.

Turin (1). Mais, hormis de rares exceptions, pendant près d'un an encore sa contribution à la presse socialiste se cantonnera au seul commentaire des « petits faits vrais » de la vie turinoise. En 1917, enfin, soucieuse de « démontrer qu'en dépit de la guerre, son activité n'a rien perdu de son ardeur de naguère (2) », la Fédération piémontaise des jeunes socialistes le charge de rédiger

un « numéro unique » d'un journal. Il s'y consacre avec enthousiasme, s'y adonne tout entier, l'organise et le rédige seul, trouve le titre

La Città futura (3).

Revenant de la réunion de Florence de l'automne 1917, Gramsci confiera à Germanetto l'importance qu'a revêtue pour lui la rédaction de ces quatre petites pages : « Il me parle avec beaucoup d'enthousiasme d'un journal de culture ouvrière, *La Città futura*, numéro unique, qui fut publié à cette époque comme un échantillon de sa pensée (4). » Première ébauche d'une revue future ou plutôt, comme le veut Gramsci, « invitation à agir et à penser », il s'agit en tout cas, dans son itinéraire, d'une articulation essentielle : l'aboutissement, certes, d'un apprentissage qu'il a dû recommencer, sinon simplement commencer, après l'expérience manquée de 1914, mais aussi le point de départ d'une problématique qui se prolongera à travers les écrits ultérieurs, *L'Ordine Nuovo* en particulier, jusque dans les *Cahiers de prison*. Sans doute, ce « numéro unique » continue-t-il de se réclamer d'une « tradition entièrement italienne, la tradition mazzinienne renouvelée par les socialistes (5) », mais c'est ici aussi que Gramsci prend ouvertement position, pour la première fois, contre le « fatalisme positiviste » du réformisme italien et de cette *Critica sociale* qu'il désignera bientôt comme la « critique critique (6) ». Le souvenir qui affleure ici de la longue polémique crocienne contre le positivisme, la publication d'extraits de Croce (7) et d'Ar

1. Ces chroniques ont été rassemblées dans le volume *Sotto la Mole 1914-1920*, Turin, 1960.

2. « Un numero unico dei giovani », *Avanti* 1, 12 février 1917, in A. Gramsci, *Scritti 1915-1921*, *Nuovi contributi* a cura di S. Caprioglio, Milan, 1968, pp. 30-31.

3. Cf. ci-après, pp. 95-115.

4. G. Germanetto, *Memorie di un barbiere*, Rome, 1962, p. 120.

5. *La Città futura*, Numero unico pubblicato dalla Federazione Giovanile Socialista Piemontese, Turin, Il février 1917, p. 4.

6. Cf. ci-après, pp. 109 et 139-141.

7. Ce texte de Croce - « Religione e serenità » - sera également publié, sous un autre titre, dans *L'Ordine Nuovo* (B. Croce, a *La vanità della religione*), *L'Ordine Nuovo*, II, 10, 17 juillet 1920).

mando Carlini, tout comme, au reste, langage comme inspiration, l'ensemble de cette *Città futura*, tout, ici, au demeurant, atteste la présence d'un idéalisme néo-hégélien et de la « réforme de la dialectique » entreprise autrefois par Croce. Mais c'est peut-être, comme le suggérera une note des *Cahiers*, qu'il s'agit ici, Croce se substituant à Hegel, de recommencer Marx et d'ébaucher une renaissance marxiste : « En février 1917, dans une brève note qui précédait la reproduction du texte de Croce, " Religione e serenità ", qui venait de paraître dans la *Critica*, j'ai écrit que, de même que l'hégélianisme avait été la prémisse de la philosophie de la *praxis* au XIXe siècle, aux origines de la civilisation contemporaine, de même la philosophie de Croce pouvait être, de nos jours, pour notre génération, la prémisse d'une reprise de la philosophie de la *praxis*. La question n'était qu'ébauchée, sous une forme certainement primitive et encore plus sûrement inadéquate, car à cette époque le concept de l'unité de la théorie et de la pratique, de la philosophie et de la politique n'était pas encore clair pour moi et moi, j'étais tendanciellement plutôt crocien (1). »

Un tel aveu désigne évidemment l'une des origines possibles de l'historicisme gramscien (2), mais le problème ici posé ne réside pas tant dans cette présence, avouée ou non, de Croce, de Gentile ou d'un idéalisme où la polémique bergsonienne contre le positivisme le dispute à l'idéalisme, que dans la place qu'occupera cette « philosophie de Croce » pour la génération de *L'Ordine Nuovo* : à ses origines, comme élément discriminant, et tout au long de son histoire, comme un facteur de cohésion mythique. Au risque, certes, de se donner un Marx déjà « révisé », passablement sorélien ou, pour parler la langue de l'époque, « bergsonisé », c'est là en effet une génération qui découvre ou redécouvre Marx - et Labriola (3) - assez tardivement et pour laquelle cette découverte passe par la lecture de *Materialismo storico ed economia marxistica* (4) et la « réforme » crocienne de la dialectique hégélienne. A l'égard du

1. *Cahier 10 (XXIII)*, 1932-1935, p. 49.

2. L. Althusser, « Le marxisme n'est pas un historicisme », in *Lire le Capital*, Paris, 1965, pp. 73-108.

3. E. Santarelli, « Il ritorno a Labriola », in *La revisione del marxismo in Italia*, Milan, 1964, pp. 326-329.

4. B. Croce, *Materialismo storico ed economia marxistica*, Bari, 1899 (ire éd.); trad. franç. : *Matérialisme historique et économie marxiste*, Paris, 1900.

« marxisme de la IIe Internationale », formé à l'école de Kautsky et de la *Neue Zeit* et nourri de scientisme et de positivisme, il y a là un élément de nouveauté indéniable, une rupture qui est peut-être radicale et qui, avec le temps, se voudra exemplaire. Les attaques de Mondolfo et des

réformistes de la *Critica sociale* contre le « bergsonisme » et le « volontarisme » de Gramsci et, surtout, la polémique obstinée de Bordiga contre le « pré-marxisme » originel de *L'Ordine Nuovo - polémique* qui ne cessera de s'envenimer à l'approche du III^e Congrès du P.C. d'Italie - susciteront, en effet, chez les *ordinovistes* une défense à tous crins de l'originalité et de l'exemplarité de leur « voie au marxisme ». Ainsi, lorsque Bordiga s'étonnera qu'on puisse tenter de concilier le « léninisme » comme « vision totale du monde » avec « l'adhésion des leaders ordinovistes à la philosophie idéaliste, à la conception du monde propre, non à Marx et à Lénine, mais aux néo-hégéliens et à Benedetto Croce (1) », Togliatti lui objectera qu'« on peut arriver au marxisme par diverses voies. Nous y sommes parvenus par la voie suivie par Karl Marx, c'est-à-dire en partant de la philosophie idéaliste allemande, en partant de Hegel. Nous attendons qu'on nous démontre que cette origine est moins légitime que celle qui aurait d'autres points de départ : les mathématiques, par exemple, ou les sciences naturelles, ou le positivisme, ou l'humanitarisme, ou la littérature, ou (pourquoi pas ?) une foi religieuse. Quant à nous, la voie que nous avons suivie est, par rapport à toute autre, la voie royale et elle en a tous les avantages (2) ». Sa plaidoirie, il est vrai, exclura toute autre voie vers le marxisme qu'un apprentissage intellectuel ou spéculatif...

Revenant, toujours dans la même note des *Cahiers*, sur sa lointaine tentative de *La Città futura*, Gramsci, du reste, n'en reniera pas la substance, l'inspiration originelle : récapituler ou mieux recommencer, à partir de Croce, « le plus grand penseur d'Europe de l'époque (3) », l'itinéraire par lequel Marx était parvenu, de Hegel, à la philosophie de la praxis. « Mais maintenant, précise-t-il, même sans

1. A. Bordiga, « Il pericolo opportunista e l'Internazionale », *Lo Stato Operaio*, juillet 1925; trad. franç. : « Le danger d'opportunisme et l'Internationale » *Invariance*, IV, 10, avril 1971, pp. 53-64.

2. P. Togliatti, « La nostra ideologia », *L'Unità*, 23 septembre 1925, in *Opere*, 1, Rome, 1967, pp. 647-653.

3. « Due inviti alla meditazione », *La Città futura*, p. 3. Il s'agit du « chapeau » qui précède les textes de Croce et de Carlini.

la maturité et la capacité qu'exigerait cette entreprise, il me semble qu'il faille reprendre cette thèse et la présenter sous une forme plus élaborée. Il faut, autrement dit, opérer, pour la conception philosophique de Croce, la même réduction que celle que les premiers théoriciens de la philosophie de la *praxis* [Marx et Engels] ont opérée pour la conception hégélienne. C'est là la seule manière historiquement féconde de provoquer une reprise adéquate de la philosophie de la *praxis* (1) ...» L'objet - l'un des objets au moins - de ces notes sur *la filosofia di Benedetto Croce* (2) est ainsi déterminé, mais, surtout, *La Città futura* se voit, de ce fait, désignée comme l'un des lieux où la problématique des *Cahiers* s'engrène immédiatement sur celle des écrits politiques. C'est là une indication essentielle quant au rapport entre les *Cahiers* et ce qui les précède.

La Città futura est datée du 11 février 1917. Moins d'un mois plus tard éclate à Petrograd la Révolution russe. 1917 devient ainsi un moment clé. Dans la reconstruction de Togliatti, voici que le héros se trouve enfin doté, par la vertu d'une rencontre, de ce don ou de ce talisman par lequel il triomphera des obstacles. Voici enfin venu le moment du saut décisif : ce saut qu'évoque en d'autres lieux l'Étrangère de Mantinée. L'accession à un « autre ordre ». Le centre idéal où convergent et se déchiffrent - passé et futur - les moments essentiels de la biographie et de l'histoire. Alors que, d'ores et déjà, *La Città futura* venait de désigner un certain type de problématique dont la présence allait se faire sentir jusque dans les *Cahiers de prison*, la « poussée décisive », comme la désigne Togliatti, émane ici de la Révolution russe et, singulièrement, du « léninisme » : « Gramsci fut le premier à comprendre, en Italie, la valeur internationale du bolchevisme et de la grande Révolution socialiste d'octobre (3). » La rencontre avec le « léninisme » apparaît ainsi comme unique donatrice de sens, réalisatrice de plénitude. C'est ici que le jeune « rebelle (4) », dépouillant sa toge prétexte, se transforme en « révolutionnaire », en « restaurateur du marxisme » et de la dictature du prolétariat (5), en « chef [de droit] de la classe ouvrière italienne ». Naissance mythique d'une dynastie.

1. *Cahier 10 (XXIII), ibid.*

2. *Cahier 10 (XXIII), 1932, 1935.*

3. P. Togliatti, *op. cit.*, p. 32.

4. *Ibid.*, p. 51.

5. *Ibid.*, p. 23.

La rencontre est bien entendu reconstruite à travers une série d'images d'Épinal, dans la tradition de rigueur depuis la « bolchevisation » des partis communistes (1) : « On recherchait, on attendait avec anxiété les écrits de Lénine, les documents du Parti bolchevique, en les traduisait, on les lisait et on les discutait collectivement, on les expliquait, on les faisait circuler dans les

usines. Gramsci était l'âme de ce travail (2).» Ici encore, aucun repère, aucune date, rien de vérifiable. Rien, en particulier, qui atteste un contact direct et précoce avec les positions de Lénine : et l'on sait aujourd'hui que ce n'est qu'en 1919 que Gramsci aura accès à quelques textes de ce dernier; en particulier, une brochure sur la question agraire (3). Certes, le nom même de Lénine n'est pas totalement inconnu. Depuis les conférences de Zimmerwald et de Kienthal, il a commencé de toucher quelques cercles restreints et, avec la Révolution russe, son spectre hantera toujours plus les colonnes de la grande presse. Mais il n'est pas sûr qu'on en sache davantage qu'en ces jours où les dirigeants de la He Internationale avouaient leur incompréhension face au fouillis inextricable du socialisme russe. Tout au plus retient-on de Lénine, et surtout à partir de la révolution de février, qu'il s'oppose à la poursuite de la guerre (4). C'est ainsi que, lorsque les envoyés de Kerenski, Goldenberg et Smirnov, deux mencheviks de droite, arrivent à Turin, le 13 août 1917, la foule les accueille au cri de « Vive Lénine ! ». Un tel malentendu suffit à attester que Lénine est d'abord, sinon seulement, un symbole : celui de cette paix à laquelle cette foule aspire. Mais, surtout, on ne saurait oublier que l'affaire se situe après les « journées de Juillet », qui ont poussé un instant sur le devant de la scène Lénine et les bolcheviks.

Dès la fin du mois d'avril 1917, dans un article où il reconnaît manquer d'éléments propres à fonder sa démonstration et qui - on ne l'a pas assez remarqué - ne comporte encore aucune référence aux forces en présence ni,

1. P. Togliatti, « Le ripercussioni della Rivoluzione russa sulla Italia proletaria », *La Corrispondenza internazionale*, 1, 10, 7 novembre 1925, in *Opere*, 1, pp. 673-678. Cf. aussi pour un autre domaine - R. Ghioldi « L'influence du léninisme en Amérique latine », *La Corrispondance Internationale*, VIII, 8, 26 janvier 1928, p. 109.

2. P. Togliatti, *op. cit.*, p. 21.

3. S. Caprioglio, in A. Gramsci, *Scritti 1915-1921*, éd. cit., pp. 172-173.

4. P. Spriano, *Torino operaia nella grande guerra (1914-1918)*, pp. 209-211.

a fortiori, à Lénine et aux bolcheviks (1), Gramsci s'affirme effectivement convaincu que la révolution de février a mis en branle un processus largement spontané qui « doit naturellement déboucher sur le régime socialiste ». La seule « preuve » invoquée est cette représentation de la Révolution russe comme révolution antijacobine, révolution par en bas, antiautoritaire et presque libertaire, qui sera, pendant quelque temps, au centre de ses interprétations du processus russe et qui témoigne, pour l'heure, d'une volonté évidente d'adhérer au « mouvement réel », de reconnaître et de nommer la révolution au lieu effectif de son surgissement. Plus tardive, la rencontre avec Lénine succède aux « journées de Juillet ». C'est alors que le nom de Lénine apparaît pour la première fois sous la plume de Gramsci et que ce dernier, proposant une fois de plus sa lecture libertaire de la Révolution russe, se prononce explicitement en faveur des « maximalistes », comme on désigne alors les bolcheviks (2). Greffe combien paradoxale, mais le texte lui-même ne permet nullement de conclure à une connaissance effective des positions du P.O.S.D.R. (b) ni même à un engagement irréversible en faveur des bolcheviks.

Un autre article de l'été 1917, « Kerenski-Tchernov (3) », écrit en pleine *Kerenschina*, alors que Lénine, réfugié en Finlande, apparaît définitivement hors-jeu, montre bien, en effet, que rien n'est encore acquis. Ce n'est plus Lénine qui incarne désormais la « continuité » et le « rythme de la révolution », mais le socialiste-révolutionnaire Viktor Tchernov. Davantage, et ce fait lui-même suffit à attester l'obscurité totale où se trouve Gramsci quant à la topologie des forces révolutionnaires russes, le même Tchernov apparaît ici voué à jouer les saint Paul du bolchevisme et à remplacer Lénine à la tête des « maximalistes » : « Le maximalisme russe a trouvé son chef. Lénine était le maître de vie, l'agitateur des consciences, l'éveilleur des âmes dormantes. Tchernov est le réalisateur, l'homme qui a un programme concret à réaliser, un programme entièrement socialiste (4)... » On peut, bien entendu, invoquer ici tant la *bonne faute* que l'incessante propagande de *l'Avanti* !

1. « *Notes sur la révolution russe* », 29 avril 1917, *infra*, pp. 118-121.

2. « *Les maximalistes russes* », 28 juillet 1917, *infra*, pp. 121-124.

3. « *Kerenski-Tchernov* », 29 septembre 1917, *infra*, pp. 127-129.

4. *Cf-après*, p. 128.

Introduction 27

en faveur de Tchernov (1), mais il est certain que l'image d'un Gramsci « léniniste » de la première heure, ne résiste guère à la lecture de ce texte.

Que, pour Gramsci, l'adhésion à la Révolution russe ne signifie pas nécessairement, dans un premier temps au moins, adhésion au bolchevisme ni, *a fortiori*, au « léninisme » - doctrine forgée

par Zinoviev à partir de 1923 pour faire pièce à Trotski - c'est ce qu'atteste aussi l'article par lequel il saluera, le 24 décembre 1917, le coup d'État bolchevique : « La révolution contre *Le Capital* (2).» C'est là, du reste, avec « Neutralité active et agissante », le plus controversé de ses textes : en témoignage, entre autres, le luxe de précautions dont s'entourent, ici encore, les préfaciers des *Scritti giovanili* (3). Il ne s'agit pourtant que d'une pièce du débat - ouvert dès 1881 par la correspondance entre Marx et Vera Zassoulitch - sur la possibilité de « sauter les étapes » ; débat auquel la Révolution d'octobre redonne une actualité neuve et dans lequel la position qu'illustre Gramsci n'apparaît nullement isolée. « Historia facit saltus », proclamera, par exemple, Serrati dans *l'Avanti !* du 8 janvier 1918)4). Mais, dès sa parution, cet article va mécontenter, comme aurait dit Dante, et Dieu et le Diable.

Pour les réformistes, attachés à la lettre de la *Contribution à la critique de l'économie politique* (5), l'hérésie explicite du texte revêt aussitôt un caractère exemplaire. « Un collaborateur de *l'Avanti 1 - s'indignera* Claudio Treves - exposait récemment la doctrine selon laquelle les décrets de Lénine dépassent l'histoire, survolent autrement dit les périodes d'évolution de la propriété. Avec des décrets, on saute à pieds joints l'ère industrielle bourgeoise, on passe de l'économie agraire patriarcale au collectivisme (6) ! »...

1. Cf. P. Togliatti, « Le ripercussioni della Rivoluzione russa... », loc. cit., ainsi que la note 1, p. 128.

2. Ci-après, pp. 135-138. Pour la datation de ce texte, cf. L. Cortesi, *Le origini del P.C.I.*, Bari, 1972, p. 375.

3. *Scritti giovanili 1914-1918*, éd. cit., pp. XVII-XVIII.

4. Sur l'ensemble de ce débat, cf. L. Cortesi, op. cit., pp. 397-403.

5. « Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société » (K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, trad. franç., Paris, 1957, p. 5).

6. Very Weil [C. Treves], « Lenin, Martoff e... noi ! », *Critica sociale*, 1er - 15 janvier 1918, cité par L. Cortesi, op. cit., p. 399.

La provocation est telle qu'en 1924 encore l'écho en fera vibrer d'indignation les meilleurs esprits réformistes : « L'Avanti !, chez nous, en arriva même à exalter l'action des léninistes comme la révolution contre Le Capital (1)»... Mais, s'ils attestent le caractère hérétique de cet article -novateur, au dire de certains - tous ces cris d'indignation désignent surtout, parmi les défenseurs de Lénine et des bolcheviks, ce qu'il faut bien appeler le « maillon le plus faible».

Et de fait, pour ceux qu'enflamme la Révolution bolchevique, le plaidoyer de Gramsci constitue plutôt un acte manqué. L'apparence du discours, d'abord, est toute baignée d'idéalisme, de volontarisme ou, comme on dira bientôt, de « bergsonisme». Cette peinture d'une révolution « pétrie d'idéologie plus que de faits», cette définition paradoxale du Capital comme le « livre des bourgeois», cette représentation quasi mystique d'un marxisme qu'il s'agit de vivre sub specie aeternitatis et d'assumer dans son essence, cet incessant va-et-vient du volontarisme à l'actualisme n'appartiennent pas, d'évidence, à la configuration du discours marxiste. C'est là un point où, du reste, réformistes et révolutionnaires, paraissant s'accorder, aboutissent à une sorte de consensus. « Il a semblé à certains - écrit par exemple Bordiga - que la victoire de la Révolution socialiste dans le pays d'Europe où l'évolution des conditions sociales était précisément la plus arriérée constituait un grave démenti aux prévisions et théories marxistes. Cela a donné l'occasion à A. G. de publier dans l'Avanti! du 22 décembre [recte: 24 décembre] un article qui soutient que la Révolution russe est une défaite de la méthode du matérialisme historique et la victoire, en revanche, de valeurs " idéalistes ". [...] Pourquoi ergoter sur les conditions politiques de la conquête prolétarienne du pouvoir lorsque le succès en prouve d'évidence la maturité (2) ? » Mais, surtout, en définissant la Révolution bolchevique comme une « révolution contre Le Capital», Gramsci se trouve, volens nolens, admettre et assumer cette image d'un Lénine « bafouant» l'enseignement de Marx qui est au coeur du discours réformiste. a « voie au marxisme», si originale et si prometteuse,

1. E. Bassi, « I libri della cultura socialista. Sulle orme di Marx », Battaglie Sindacali, VI, 14, 3 avril 1924, p. 3.

2. A. Bordiga, a Gli insegnamenti della nuova storia», Avanti !, 16 février 1918, in Storia della Sinistra comunista, 1 bis, Nuova raccolta di scritti 1912-1919, Milan, 1966, pp. 68-79.

qu'esquissait La Città futura, apparaît ici tourner court. Gramsci, d'évidence, demeure toujours prisonnier du champ théorique où s'inscrit le «marxisme de la IIe Internationale» et bien loin encore d'envisager, comme Bordiga précisément le fera peu après, une rupture radicale avec les réformistes.

À quelques mois de La Città futura, cette « révolution contre Le Capital », tout comme nombre de textes de cette période, de « La critique critique » à « Notre Marx (1) », atteste donc une fois de plus la présence chez Gramsci de cette « peste néo-hégélienne », pour plagier Engels, dont le problème ne commencera d'être envisagé, on l'a dit, que dans les Cahiers de prison. S'y mêlent et s'y entrecroisent des influences diverses - Croce, Gentile, Bergson, Sorel, La Voce... - qui ont pour point de rencontre et de référence une commune réaction au « positivisme » et au « scientisme », aux « illusions du progrès » et que les contemporains vont subsumer sous le nom de « bergsonisme ». Le projet, d'évidence, est de se donner un Marx épuré de ses « scories » positivistes, un marxisme fondé sur un « idéalisme philosophique » qui doit manifestement plus encore à la conversion du vrai et du fait de Vico qu'à la dialectique hégélienne, même « réformée » par Croce (2). Projet où la naïveté le dispute souvent à l'obstination ; ainsi : « Que Marx ait introduit dans ses œuvres des éléments positivistes, il n'y a pas lieu de s'en étonner et cela s'explique : Marx n'était pas un philosophe de profession et, quelquefois, il lui arrivait à lui aussi de sommeiller (3). »

Alors que l' « idéalisme » de La Città futura était passé inaperçu, c'est à cette époque que commence ainsi de s'attacher à Gramsci cette étiquette de « volontariste » ou de « bergsonien » qui, plus encore que le « mussolinisme » de 1914, alimentera désormais les attaques de ses adversaires (4). C'est probablement à l'occasion de la réunion secrète de Florence du 18 novembre 1917, où se rassemblent quelques-uns des futurs protagonistes du débat socialiste de l'après-guerre, que sera lancée pour la première fois cette accusation de « bergsonisme ». Si l'on sait peu de chose du déroulement effectif de cette réunion de Florence

1. Cf. ci-après, pp. 139-141 et 145-149.

2. « Misteri della cultura e della poesia », Il Grido del Popolo, 19 octobre 1918, in Scritti giovanili 1914-1918, pp. 325-329.

3. Ibid., p. 328.

4. Cf. par exemple a Bergsonien ! », 2 janvier 1921, in Écrits politiques, II. II

- à l'exception, toutefois, d'un souvenir de Bordiga : « Gramsci se contenta d'écouter avec son regard scintillant des bons moments (1) » - ce qui se dit alors dans la maison de l'avocat florentin Mario Trozzi sera, pour Gramsci, assez important et assez décisif pour qu'à deux reprises au moins, il éprouve le besoin d'y revenir dans ses *Cahiers de prison*. C'est ainsi qu'il écrira dans son *Cahier 3* : « Il régnait une conception fataliste et mécanique de l'histoire (Florence 1917, accusation de bergsonisme) et l'on voyait pourtant se manifester des attitudes volontaristes d'un formalisme vulgaire et trivial (2). » Il y reviendra deux ou trois ans plus tard en soulignant l'importance de l'événement : « Le dépérissement du " fatalisme " et du " mécanisme " marque un grand tournant historique. [...] Rappeler à Florence, en novembre 1917, la discussion avec Me Mario Trozzi et la première allusion au bergsonisme, au volontarisme etc. (3). » Pour qui sait combien les *Cahiers* seront avares en confessions et en textes autobiographiques, ce double retour sur le « bergsonisme » et son surgissement fait la preuve qu'il ne saurait s'agir là, dans l'itinéraire de Gramsci, que d'une articulation essentielle, un tournant historique, comme lui-même l'a écrit; le moment, peut-être, où le discours « bergsonien » commence consciemment de s'assumer comme tel. Mais c'est là encore, au demeurant, un de ces « moments » que la reconstruction « léniniste » de Togliatti, toute pénétrée de finalisme *ex post facto*, interdit même de penser.

Aussi bien, s'agit-il essentiellement pour Togliatti de reconstruire et d'imposer, préalable à toute « lecture », l'image d'un Gramsci qui n'aurait été qu'un « homme de parti », - « homme de parti », il faut y insister, plus encore que « bolchevik » ou « révolutionnaire », et, *a fortiori*, qu'intellectuel : « Les hommages que l'on rend à la noblesse d'esprit et de cœur de notre camarade et chef sont des hommages mérités. Il est pourtant de notre devoir de proclamer haut et fort que Gramsci n'a pas été l' " intellectuel ", le " chercheur ", l' " écrivain ", que voudraient nous faire accroire ces éloges posthumes. Avant toute chose, Gramsci a été et est un homme de parti. Le problème

1. *Storia della Sinistra comunista*, I, Milan, 1964, p. 115.

2. *Cahier 3 (XX)*, 1930, p. 23.

3. *Cahier 11 (XVIII)*, 1932-1935, p. 21.

du parti, le problème d'une organisation révolutionnaire de la classe ouvrière, capable d'encadrer et de diriger la lutte de tout le prolétariat et des masses laborieuses en vue de leur émancipation, ce problème est au cœur de toute l'activité, de toute la vie, de toute la pensée d'Antonio Gramsci (1). » Fût-ce au prix de quelques variantes, tout commentaire devra désormais se soumettre à ce préalable : instaurer et préserver cette image - autour de laquelle elle devra

graviter - d'un Gramsci « homme *de parti* et combattant du *parti révolutionnaire de la classe ouvrière* (2)». De ce texte principal de 1937 au Congrès international d'études gramsciennes, qui se tiendra trente ans plus tard, ce rituel ne souffrira pas de dérogation.

« Bolchevik », « léniniste », « homme de parti » ou d'appareil : après la « bolchevisation » des sections de l'Internationale communiste, il devient toujours plus difficile de distinguer entre ces termes. Aussi Gramsci meurt-il « bolchevik » : « Avec la mort de Gramsci, disparaît le premier bolchevik du mouvement ouvrier italien (3). » Et il disparaît, insiste Togliatti, auquel ce surcroît de grâce ne saurait déplaire, qu'après avoir porté bien haut, « jusqu'au dernier moment... l'invincible drapeau de Marx-Engels-Lénine-Staline (4) ». L'affirmation est, certes, marquée au sceau des dures nécessités de l'époque, mais cette référence de rigueur au célèbre quatuor des portedrapeaux - ils ne seront plus que trois après le XXe Congrès du P.C.U.S. - ne parvient pas à occulter le problème réel : la présence ou non de ces instances « bolcheviques » qui informeraient la totalité de l'œuvre de Gramsci - pensée comme action, pour reprendre le doublet crocien auquel recourt si volontiers Togliatti (5). La démonstration de ce « bolchevisme » - lequel survivra, comme noyau régulateur, aux décapages entrepris depuis 1956 - passe, il va sans dire, par un effort de réécriture totale, non seulement de la biographie de Gramsci et des origines du P.C.I., mais encore, à plus long terme, de toute l'histoire du mouvement ouvrier italien. Ainsi, il n'est pas indifférent que, pour démontrer que Gramsci est bel et bien « le premier

1. P. Togliatti, *op. cit.*, p. 9.

2. G. Amendola, « Rileggendo Gramsci », in *Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci* (*Critica marxista, Quaderni n° 3*), Rome, 1967, pp. 3-45 et particulièrement p. 30 (souligné par l'auteur).

3. P. Togliatti, *op. cit.*, p. 41.

4. *Ibid.*, p. 45.

5. Cf. par exemple « *Pensatore e uomo d'azione* », *op. cit.*, pp. 61-85 et « *Storia come pensiero e come azione* », *Ibid.*, pp. 121-132.

marxiste - le premier marxiste véritable, intégral, conséquent,», qu'ait connu l'histoire d'Italie (1), l'œuvre d'Antonio Labriola, demeuré à l'obscur des notions qui s'attacheront au « léninisme», doit désormais être perpétuellement minimisée : quitte à rendre partiellement contradictoire la « restauration» du marxisme attribuée à Gramsci; quitte aussi, bien entendu, à piétiner allégrement les fameux « canons» du matérialisme historique. C'est là en effet, quant à Labriola, la naissance d'un autre de ces protocoles tenaces : hormis de trop rares travaux, il sera désormais de tradition de reconstruire la « fortune» de Labriola - la fameuse continuité De Sanctis-Labriola-Gramsci, par exemple - plutôt que de s'attacher au contenu même de son oeuvre (2).

A vouloir démontrer la primauté du « bolchevisme» de Gramsci, Togliatti se heurte, toutefois, à une double difficulté : la présence, d'abord, d'un retard permanent de Gramsci, quelque chose comme de l'immaturité, tout au long des étapes qui scandent la création et le développement du P.C. d'Italie; et, plus encore peut-être, ces instances « démocratiques», « spontanéistes» même et parfois proprement libertaires, qui pèsent sur *L'Ordine Nuovo* et le mouvement turinois des conseils d'usine. L'immaturité de Gramsci? Elle est d'abord dans sa biographie politique. Tasca comme Bordiga peuvent se réclamer d'une « tradition». Tasca a commencé à militer, dès 1909, dans le *Fascio giovanile socialista* de Turin. A peu près à la même époque, aux alentours de 1910 Bordiga quant à lui, commence à oeuvrer à la création de ce qui deviendra la « gauche communiste». La polémique qui les a opposés, lors du congrès de 1912 de la Fédération des jeunesses socialistes (3), a mis en lumière leurs qualités de futurs dirigeants. Gramsci, au contraire, est tard venu au socialisme, et encore a-t-il commencé par rater son entrée. Sa rencontre avec la Révolution russe n'est pas allée, elle non plus, sans erreurs ni tâtonnements : « Kerenski-Tchernov», « La Révolution contre *Le Capital*»... Mais, surtout, il ne se pose qu'assez tard le problème de la rupture avec les réformistes et de la création d'un nouveau parti : lui-même reconnaîtra, dans une lettre à Alfonso Leonetti du 28 janvier 1924, ne pas avoir su comprendre

1. P. Togliatti, *op. cit.*, p. 8.

2. S. Limongi, a *Il rapporto economia-filosofia : un'ipotesi su Antonio Labriola*, *Il Mulino*, no 227, mai-juin 1973, pp. 432-452.

3. Cf. a *Socialisme et culture*, 29 janvier 1916, *infra*, pp. 74-78.

que ce choix était inéluctable dès l'échec de la « grève des aiguilles» d'avril 1920 (1). C'est, bien entendu, cet ajournement, et nullement, il va sans dire, sa crainte du carriérisme ou, comme dit Togliatti, sa « grande modestie personnelle (2)», qui lui interdira, à l'inverse de Bordiga, de

constituer une fraction à l'échelle nationale et d'être présent au *Ile* Congrès de l'Internationale communiste.

Selon Togliatti, c'est dès 1917 que se serait posé, pour Gramsci, le problème de la scission : « Gramsci comprenait très bien, dès 1917, que le Parti socialiste italien [...] n'était pas en mesure de diriger le prolétariat italien dans sa lutte pour le pouvoir (3).» Un texte vient appuyer cette affirmation, que Togliatti cite, il est vrai, hors de toute référence : un extrait du rapport rédigé par Gramsci en vue du Conseil national du P.S.I. d'avril 1920, - un texte donc de trois ans postérieur : « Pour une rénovation du Parti socialiste (4).» Falsification mineure, au demeurant, eu égard à ce qui est dit peu après de la réunion de Florence de novembre 1917 : « Gramsci, qui avait parlé de la nécessité de transformer le défaitisme socialiste en lutte pour le pouvoir, s'était heurté à l'incompréhension de tous, Bordiga y compris (5).» Passons sur l'attribution à Gramsci d'une position - le « défaitisme révolutionnaire » - dont on ne trouve aucun écho dans ses écrits de la même époque. Il suffit, remontant de quelques années en arrière, de se reporter à l'évocation de cette nuit de Florence dans la version originelle des *Souvenirs d'un perruquier*, de Germanetto pour y retrouver le Gramsci silencieux, « avec son regard scintillant des bons moments », décrit naguère par Bordiga : « Ces deux hommes, semblait-il, se complétaient... Bordiga analysa la situation en Italie... Gramsci était du même avis (6).» C'est, du reste, ce que confirme Gramsci lui-même dans son intervention sur la question italienne au cours du Plénum de l'I.C. de juin 1923 : « Une réunion de maximalistes eut alors lieu à Florence [après Caporetto].

1. A Alfonso Leonetti, 28 janvier 1924, in *Écrits politiques*, II. Sur la « grève des aiguilles », cf. « Turin et l'Italie », 3 avril 1920, *infra*, pp. 327-329.

2. P. Togliatti, op. cit., p. 32. Cf. également la lettre à Leonetti que l'on vient de citer.

3. P. Togliatti, op. cit., p. 26. C'est nous qui soulignons.

4. Cf. ci-après, pp. 332-338.

5. P. Togliatti, op. cit., p. 33.

6. G. Germanetto, *Souvenirs d'un perruquier*, éd. cit., pp. 112-113. Cf. aussi L. Cortesi, « Introduzione » à A. Tasca, op. cit., p. 20.

Bordiga posa là le problème de la conquête du pouvoir (1).»

Mais il est un matériau, surtout, qui se révélera singulièrement rebelle aux catégories de ce « léninisme » précoce, et c'est, bien entendu, l'expérience de *l'Ordine Nuovo* et des Conseils d'usine. Expérience originale et spécifique, s'il en fut; aux antipodes du « léninisme ». Les présupposés profonds, d'abord, que l'on peut sans doute rattacher à la lecture de Sorel ou de Daniel De Leon, à l'écho de l'expérience anglaise des shop *stewards* ou du mouvement des I.W.W., mais où passe surtout une indéniable adhésion au mouvement réel; ils embrassent d'évidence un tout autre champ que celui que définit et investit le « léninisme ». C'est, avant tout, l'intuition, essentielle, qu'il y a autodéveloppement du prolétariat; que la condition de l'ouvrier d'industrie est nécessairement productrice de ce que d'autres désignent comme « conscience de classe »; que cette dernière, s'il faut en parler, n'est nullement une de ces importations dont les intellectuels se feraient les commis voyageurs, mais le fruit d'un processus endogène : à mille lieues des thèses du *Que faire?* et de l'image d'un prolétariat « spontanément trade-unioniste ». C'est aussi - point où se font peut-être sentir le plus nettement la présence de Sorel et de De Leon et l'écho de la critique libertaire - le procès des institutions et des formes traditionnelles du mouvement ouvrier, ces syndicats et ces partis, dont le seul objet est de perpétuer la *sérialité*. C'est surtout, le plus hardi sans doute, l'effort pour susciter, par la transcroissance d'institutions aussi typiquement réformistes que les comités d'entreprise, les *Commissioni interne*, un mouvement de type soviétique grâce auquel l'Italie prendrait place dans cette Europe des conseils qui constitue, d'évidence, l'horizon de *L'Ordine Nuovo*.

Moins de cinq pages sur quarante-cinq, la portion congrue : telle est donc la part consacrée ici à ce mouvement que Togliatti définit pourtant comme « la tentative la plus hardie accomplie par la partie la plus avancée du prolétariat pour réaliser son hégémonie dans la lutte pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature prolétarienne (2) ». Du contenu de l'expérience et de ses objectifs réels, le lecteur ne saura évidemment rien. Il lui suffira d'apprendre que Gramsci,

1. « La questione italiana e il Comintern », *Lo Stato Operaio*, 11, 7, 13 mars 1924, in A. Gramsci, *La costruzione del partito comunista 1923-1926*, Turin, 1971, pp. 449-450.

2. P. Togliatti, op. cit., p. 29.

en butte à l'incompréhension obstinée de Bordiga et des vieux dirigeants socialistes et taxé absurdement de déviation anarcho-syndicaliste, est toujours resté « homme de parti » et n'a jamais cessé d'œuvrer à la création du Parti communiste : « Dès le premier moment, Gramsci mettait en

relation la création et le développement des Conseils d'usine et la création et le développement d'un réseau d'organisations politiques, c'est-à-dire de " groupes communistes " capables à la fois de diriger le mouvement des Conseils et de rénover radicalement le Parti socialiste [...]. Le développement des Conseils d'usine aurait dû ainsi assurer en même temps la prédominance, dans le parti, des éléments prolétariens et révolutionnaires sur les réformistes et sur les centristes (1).» Certes, il n'est pas question ici d'aboutir à une rupture du même type que celle de Livourne et tout se passe au contraire comme si le mouvement des Conseils n'avait tendu, selon la formule de Gramsci, qu'à une « rénovation» du P.S.I. Mais l'important reste que la problématique du parti coiffe ici celle des Conseils. L'expérience de *L'Ordine Nuovo* se trouve ainsi replacée dans le droit fil du « léninisme» de Gramsci. Elle ne constituerait plus, chez ce dernier, qu'un « moment» du processus d'édification du Parti communiste.

Cette thèse a bien entendu d'autant plus de poids que l'entreprise de Gramsci, symbole de pureté au cœur d'un océan d'incompréhension, est présentée ici hors de tout contexte et que, à l'exception d'une allusion à Bordiga : « Bordiga n'avait rien compris au mouvement des Conseils (2)», la « démonstration» n'accorde aucune place aux discussions - ni, du reste, aux enthousiasmes - que suscite le programme ordinoviste. Certes, il est des ralliements embarrassants : l'appui du Groupe libertaire turinois, par exemple, dont rendrait mal compte la finalité « léniniste» de *L'Ordine Nuovo*. Certes, l'hostilité de principe de certains bonzes réformistes à un programme dont s'élèvent des relents d'anarcho-syndicalisme, demeure aisément explicable et ne pose pas de grands problèmes. Mais le débat investit également la gauche du Parti socialiste : Serrati, avec lequel Togliatti lui-même aura une polémique au début de 1920; Bordiga et les « abstentionnistes» du *Soviet*, et, à l'intérieur même du groupe de *L'Ordine Nuovo*, Angelo Tasca. Trop souvent, sans doute, l'ensemble de

1. P. Togliatti, op. cit., pp. 27-28.

2. *Ibid.*, p. 33.

ces discussions ne fait qu'exprimer un vieux fond « blanquiste », un « sectarisme de parti (1) », et certains, tel Tasca exigeant que les Conseils d'usine « deviennent partie intégrante des syndicats (2) », ou Serrati soulignant obstinément que « la dictature du prolétariat est la dictature consciente du Parti socialiste (3) », continuent d'incarner ici les vieilles « générations » du socialisme italien, incapables de rompre avec les traditions de la III^e Internationale. Mais certaines critiques, qui touchent à des nœuds essentiels de la problématique ordinoviste, tendent aussi à mettre au jour des contradictions et des apories qui constituent autant de démentis au « léninisme » supposé de l'expérience turinoise.

Cette tentative de passer sans détour de la politique contractuelle qu'incarnent les comités d'entreprise au contrôle ouvrier sur la production, ce projet de sauter, en faisant l'économie de la « forme-parti », du réformisme éclairé qui préside au développement des *commissioni interne*, à une révolution radicale, par en bas, antiautoritaire et antijacobine, ce rêve, enfin, d'un Conseil fonctionnant comme la « première institution du pouvoir prolétarien (4) », s'ils ! "appartiennent pas seulement, comme le soutient Bordiga, aux « mythes syndicalistes et néo-syndicalistes (5) » et constituent d'abord l'expression d'un mouvement réel, laissent effectivement intacts le problème de l'appareil d'État comme violence organisée et celui de la « conquête du pouvoir ». Développer les Conseils sans avoir préalablement détruit cet État, n'est-ce pas seulement, comme le suggère Serrati (6), s'employer à mettre en place un réseau d'organes de collaboration de classe ? Mais, surtout, s'agit-il, comme le demande Bordiga (7), de s'emparer de l'usine ou de prendre le pouvoir ? S'emparer de l'usine, au risque de s'y retrouver isolé, séparé du reste de la classe ouvrière, abandonné ou trahi, comme dans la rêve d'avril 1920 ? S'emparer de l'usine, pour s'y laisser enfermer ou emprisonner ?

1. A. Caracciolo, « Serrati, Bordiga e la polemica gramsciana contro il " blanquismo " o settarismo di partito », in *La Città futura*, éd. cit., pp. 91-114.

2. A. Tasca, *1 Consigli di fabbrica e la rivoluzione mondiale*, Turin, 1921, p. 34.

3. « I comitati di fabbrica », *Comunismo*, 15-31 décembre 1920.

4. « Le mouvement turinois des Conseils d'usine P, juillet 1920, *infra*, pp. 353-365.

5. « Gli astensionisti torinesi e il partito », *Il Soviet*, 3 octobre 1920.

6. « I Sovieti in Italia », *Comunismo*, 1^{er} - 15 mars 1920.

7. « Prendere la fabbrica o prendere il potere ? », *Il Soviet*, 22 février 1920.

ner, comme cela se produira en septembre 1920 ? C'est une erreur, insiste Bordiga, que de « poser la question du pouvoir *dans l'usine* avant de poser la question du pouvoir politique central. Il est aussi du devoir des communistes d'utiliser la tendance du prolétariat à s'emparer du

contrôle de la production, en l'orientant contre l'objectif central, le pouvoir d'État du capitalisme (1)». Dans cette vaste discussion autour des Conseils d'usine, en ces mois qui précèdent la formation du Parti communiste d'Italie, c'est là sans aucun doute le point de vue le plus proche des positions que Lénine rappellera encore devant le IIe Congrès : « Il n'est pas possible de créer artificiellement des Soviets... On ne peut les organiser que pendant la révolution ou bien juste à la veille de la révolution (2).» Mais l'écho inespéré que rencontre en Russie un article de Gramsci du printemps 1920, va contribuer ici à brouiller quelque peu les cartes.

Ce n'est qu'à la fin du mois de juillet 1920 que Gramsci apprendra, grâce aux délégués rentrés de Russie, l'accueil réservé par Lénine à son rapport du mois d'avril au Conseil national du P.S.I., « Pour une rénovation du Parti socialiste (3)». Pleinement d'accord avec ce texte - ne propose-t-il pas de le publier sans tarder dans *l'Internationale Communiste* (4) ? - Lénine le cautionne de toute son autorité devant le IIe Congrès de l'Internationale communiste : « En ce qui concerne le Parti socialiste italien, le IIe Congrès de la IIIe Internationale considère comme juste, quant au fond, la critique de ce parti et les propositions pratiques qui sont développées à titre de propositions à soumettre au Conseil national du Parti socialiste italien, au nom de la section de Turin, dans la revue *L'Ordine Nuovo* du 8 mai 1920, et qui correspondent entièrement aux principes fondamentaux de la IIIe Internationale (5).» Pour qui ne veut retenir du IIe Congrès que la condamnation, toujours du fait de Lénine, de (d')infantilisme doctrinaire de Bordiga (6)», l'aval ainsi donné au groupe de *L'Ordine Nuovo* apparaît décisif, accablant même pour les partisans de Bordiga.

1. « Lo sciopero di Torino », *Il Soviet*, 2 mai 1920.

2. Lénine, « Discours sur le parlementarisme », 2 août 1920, in *Oeuvres*, tome 31, Moscou, 1961, p. 261.

3. Cf. ci-après, pp. 332,338.

4. Note du 5 juillet 1920, publiée pour la première fois en 1970, in *Lenin e l'Italia*, Moscou, 1971, p. 430.

5. Lénine, *Oeuvres*, tome 31, éd. cit., p. 202.

6. P. Togliatti, *op. cit.*, p. 33.

Et de fait, chez Gramsci et ses successeurs, l'importance croissante accordée à ce texte constituera le contrepoint de la rupture avec Bordiga.

Le rapport que sanctionne Lénine devant le IIe Congrès n'apparaît pourtant - les «bordiguistes» le souligneront (1) - nullement représentatif des positions spécifiques du groupe de *L'Ordine Nuovo* et, singulièrement, de Gramsci: le texte ne comporte aucune référence explicite à une stratégie fondée sur le développement des Conseils d'usine, mais reprend, «quant au fond», des thèses que développe depuis longtemps la fraction abstentionniste organisée par Bordiga. Un premier rapprochement entre abstentionnistes et ordinovistes s'est, du reste, opéré à l'occasion du Conseil national de Milan pu mois d'avril, les deux groupes ayant alors bloqué leurs votes contre la direction du P.S.I. Il est vrai aussi que, comme le rappellera Luigi Polano au IIe Congrès, la majorité de la section turinoise du Parti socialiste est formée d'abstentionnistes (2). Mais, surtout, le groupe qui gravite autour de Gramsci a commencé doucement de se désagréger et cesse désormais de présenter des positions unitaires. Le désaccord avec Tasca - le plus connu et le plus exploité - éclate au grand jour au printemps (3), mais l'été voit se développer une autre crise, probablement plus décisive, au terme de laquelle Gramsci, en rupture avec Tasca, Togliatti et Terracini, se retrouve largement isolé et constitue un «Groupe d'éducation communiste» proche des positions abstentionnistes (4). Il en reparlera encore, on l'a dit, dans une lettre à Scoccimarro du 5 janvier 1924.

Il est difficile, enfin, de considérer «Pour une rénovation du Parti socialiste» comme le signe d'une étape irréversible au-delà de laquelle Gramsci se serait voué à la seule construction du Parti communiste. En juillet 1920 encore, alors que mûrit la crise de *L'Ordine Nuovo*, il adresse au Comité exécutif de l'Internationale communiste un rapport sur «Le mouvement communiste à Turin (5)» qui tente une fois de plus de défendre et de justifier la ligne suivie

1. Cf. note 2, p. 377.

2. «Chronique» (9 octobre 1920), *infra*, p. 401.

3. Cf. ci-après la «Chronique P du 12 juin 1920, pp. 351-353 et «Le programme de *L'Ordine Nuovo* à», pp. 367-378.

4. F. Ferri, a La situazione interna della Sezione socialiste torinese nell'estate 1920», *Rinascita*, XV, 4, avril 1958, pp. 259-265.

5. Gramsci (sic), «Le mouvement communiste à Turin», *L'Internationale communiste*, 11, 14, novembre 1920, 2783-2792; ci-après, pp. 355-363, sous le titre : a Le mouvement turinois des Conseils d'usine».

par *L'Ordine Nuovo* depuis sa création: miser sur le « mouvement des masses» et la « défense des Conseils de fabriques». Paru d'abord dans *l'Internationale communiste*, ce texte ne sera publié en Italie qu'en 1921... Il faut en fait attendre un article paru à l'époque de l'occupation des usines -période au cours de laquelle Gramsci est en proie, de son propre aveu, au plus profond pessimisme (1) - pour trouver sous sa plume une déclaration explicite en faveur du parti comme « forme spécifique de la révolution prolétarienne (2)». Et encore cette adhésion à la « forme-parti» ne paraît-elle pas signifier qu'il se soit rallié d'emblée à l'idée de cette scission en faveur de laquelle Bordiga œuvre depuis bientôt deux ans. Le projet, en effet, ne paraît pas abandonné, qui avait été formulé dès le mois de janvier, de « rénover» le Parti socialiste « conquérir la majorité du Parti socialiste italien, [...] transformer le parti [...] en organisme de lutte et de reconstruction révolutionnaire (3)». Davantage, tout comme dans son article du 23 janvier (4), les décisions, combien ambiguës, du Congrès de Bologne d'octobre 1919, apparaissent encore susceptibles de fournir une référence au futur Parti communiste : « cette organisation ne diffère pas du Parti socialiste, elle est la continuation du Congrès de Bologne (5)». Est-ce, comme le suggère Giuseppe Fiori, la publication des « Boniments sur la liberté», de Lénine, qui achève de le gagner aux positions de Bordiga (6) ? - L'article de Lénine n'est publié en fait que le 20 décembre 1920, alors que, dès la conférence d'Imola de la fraction communiste du P.S.I., qui rassemble abstentionnistes, maximalistes de gauche et « ordinovistes», Gramsci se prononce fermement pour la construction d'un parti qui ait « son propre programme, sa propre orientation, sa propre liaison avec les masses (7)».

La création du Parti communiste d'Italie sous la seule responsabilité de Bordiga - avec le plein appui, il est vrai, de Lénine, Zinoviev, Boukharine et Trotski pose au biographe de Gramsci un difficile problème pendant

1. Lettre à Zino Zini, 2 avril 1924, in *Écrits politiques*, II.
2. « Le Parti communiste», 4 septembre 1920, *infra*, p. 394.
3. « La reazione» *Avanti !*, 17 octobre 1920, in *L'Ordine Nuovo 1919-1920*, Turin, 1955, p. 350.
4. « Tout d'abord, rénover la parti», *infra*, pp. 305-309.
5. « La fraction communiste», 24 octobre 1920, *infra*, p. 408.
6. G. Fiori, op. cit., p. 172. Pour l'article de Lénine, cf. *Oeuvres*, tome 31, pp. 391-410,
7. L. Cortesi, *Le origini del P.C.I.*, p. 266. La conférence d'Imola eut lieu les 28 et 29 novembre 1920.

deux ans, en effet, sinon plus, Gramsci paraît jouer pleinement le jeu et, à l'instar de la grande majorité du parti, ne se démarque en rien des positions de Bordiga. Davantage, lui-même racontera comment, invité dès le mois d'octobre 1921 à s'opposer à l'influence de Bordiga et à le remplacer, il a refusé de se prêter à « ce genre d'intrigue (1)». Un an plus tard encore, pressé par Trotski, Zinoviev et Boukharine, de « prendre position contre Bordiga», il leur opposera également un refus (2); et ce, quoique depuis le Congrès de Rome de 1922 il se soit trouvé, à son dire, en désaccord avec Bordiga (3)... Défendant encore, en juin 1923, devant la « Commission italienne» de l'Internationale communiste, les positions de Bordiga, il ne se décide, en fait, à rompre que vers la fin de l'année, au risque de susciter, et ce sera le cas, le désarroi et la réprobation de ses compagnons les plus proches : Togliatti, Terracini, Scoccimarro...

Une première tentative d'explication est fournie dès 1930 par Ruggero Grieco - qui dirige alors le parti aux côtés de Togliatti - dans un article écrit peu après l'exclusion de Bordiga : « Notre parti est né bordiguiste. [...] Même ceux qui sont venus au nouveau Parti communiste avec une autre idéologie plus proche du léninisme, ont subi, dans les premières années d'existence de notre parti, l'influence du bordiguisme (4).» Mais, s'agissant de Gramsci, et en 1937, l'explication par « l'influence» apparaît aussi embarrassante que pauvre. Comment ce bolchevik de la première heure aurait-il accepté de participer à ce que Togliatti stigmatise ici comme une « politique sectaire.» et « antiléniniste»? Comment se serait-il résigné à favoriser ainsi l'avènement du fascisme? Comment aurait-il pu s'accommoder - toujours dans la langue de Togliatti - de « méthodes dignes de la camorra napolitaine»? Comment et pourquoi, au fait, se serait-il obstiné à militer au sein d'un parti transformé, par la volonté de Bordiga, en une « secte de doctrinaires prétentieux», voire en « une espèce de bureau de compagnie (5)»? ?

1. Lettre à Togliatti et à Scoccimarro du 1er mars 1924, in *Écrits politiques*, II.

2. G. Berti, op. cit., p. 38.

3. Lettre à Togliatti et à Scoccimarro du 1er mars 1924.

4. M. Garlandi [R. Grieco], « La situation en Italie et les tâches immédiates du Parti communiste italien», *L'Internationale communiste*, XII, 19-20, 10 juillet 1930, pp. 1319-1338 (Bordiga fut exclu du P.C. d'Italie en mars 1930).

5. P. Togliatti, op. cit., pp. 34-35.

Collaborant avec Bordiga dans la lutte contre les réformistes et les centristes - et n'était-ce pas, après tout, ce à quoi ne cessaient de l'inviter Lénine et les dirigeants de l'Internationale ? - l'erreur de Gramsci, constate Togliatti, a été de ne pas avoir su « mener, à ce moment-là et pendant la première période de la vie du Parti communiste, une lutte sur deux fronts (1)». Dès

1920, en effet, Bordiga, « tout en adhérant à la IIIe Internationale », avait « probablement » l'intention de « créer au sein de l'Internationale une fraction d'extrême gauche avec les ultra-gauches hollandais, allemands, etc. pour mener la lutte contre Lénine et le Parti bolchevique (2) », - ce qui est, bien entendu, pure invention, les divergences de Bordiga avec l'Internationale communiste n'ayant commencé d'apparaître qu'en 1921, à propos des « Thèses sur le front unique », point sur lequel, du reste, Gramsci était alors pleinement d'accord avec lui. Mais c'est que Gramsci, poursuit Togliatti, redoutait alors de « se confondre avec les éléments de droite (3) ». Et c'est là, effectivement, l'argument qu'invoquera Gramsci, dans ses lettres de Vienne de 1924, pour justifier sa passivité et son silence à l'époque du Congrès de Rome de 1922. Mais rien, précisément, dans ses aveux, ne permet de faire remonter « à ce moment-là », c'est-à-dire aux mois qui précèdent la création du Parti communiste d'Italie, et la volonté, de la part de Gramsci, de s'opposer à Bordiga : auquel cas son refus de créer une fraction à l'échelle nationale n'en serait que plus inexplicable, et la crainte de « se confondre avec la droite », qui n'aurait pu être alors qu'imaginaire. Outre le fait que Gramsci s'en est suffisamment démarqué dans sa polémique avec Tasca, la « droite », dans la création du P.C. d'Italie ne joue en effet qu'un rôle assez effacé : c'est ainsi que Tasca ne participe même pas au Congrès de Livourne. Ce n'est, en réalité, qu'après le Congrès de 1922 et la condamnation, du fait de l'Internationale, des *Thèses de Rome* (4), qu'elle commence à faire problème et à représenter un danger : en juin 1923, du reste, l'Internationale communiste finira même par lui confier d'autorité la direction du parti.

1. Togliatti, op. cit., p. 34.

2. *Ibid.*, p. 33.

3. *Ibid.*, p. 34.

4. « Une contribution au projet de Programme du Parti communiste italien », L'internationale communiste, III, 23, octobre-novembre 1922, pp. 24-27, article émanant du Présidium du Comité exécutif de l'I.C.

Togliatti apparaît, en revanche, beaucoup plus convaincant lorsque - toujours dans la « langue de bois » de l'époque - il s'applique à souligner l'importance du séjour de Gramsci en Russie, et pour l'évolution personnelle de ce dernier, et quant à la transformation du caractère profond du P.C.I. . « Son séjour d'un an dans l'Union des Soviets, en 1922-1923, permit à Gramsci de perfectionner sa connaissance du bolchevisme. Il étudia alors à fond l'histoire du Parti bolchevique et de la Révolution russe, il apprit à connaître Lénine et Staline; à l'école de Lénine et de Staline, à l'école du Parti bolchevique et de l'Internationale communiste, il se trempa comme chef de parti. Et c'est à lui que la classe ouvrière italienne doit la création de son parti, du Parti communiste non comme une secte de doctrinaires prétentieux, mais comme une partie, l'avant-garde, de la classe ouvrière, comme un parti de masse, lié à toute la classe, capable d'en sentir et d'en interpréter les besoins, capable de la diriger dans les situations politiques les plus compliquées. C'est Gramsci qui, sur cette voie, nous a fait accomplir les premiers pas décisifs (1).»

S'il n'est pas très disert sur les pressions - de Trotski, de Zinoviev, de Boukharine, voire de personnages mineurs comme Humbert-Droz ou Rákosi - subies par Gramsci lors de son séjour en Russie et se contente ici de l'euphémisme de rigueur : « l'école de Lénine et de Staline », ce texte n'en a pas moins l'avantage d'éclairer le contenu de ce que la postérité désignera comme la « conquête gramscienne » du P.C.I. (2) : il s'agit bel et bien d'un « travail systématique de bolchevisation (3) », soit d'une entreprise qui déborde largement les limites provinciales du seul P.C. italien. C'est ce que soulignait, du reste, un article, paru, il est vrai, en 1934, qui, insistant sur le fait que la « bolchevisation » du P.C.I. avait commencé « sous la direction personnelle du camarade Antonio Gramsci (4) », permettait de replacer l'intervention de Gramsci dans un contexte plus large et plus réel que la théorie des « excep

1. Togliatti, op. cit., p. 34.

2. Cf. par exemple E. Santarelli, *La revisione del marxismo in Italia*, éd. cit., pp. 282-292 (« La conquista gramsciana »), ainsi que mon compte rendu de ce livre in *Le Mouvement social*, no 55, avril-juin 1966, pp. 109-114.

3. P. Togliatti, op. cit., p. 36.

4. C. Roncoli, « Les enseignements fondamentaux de la lutte menée par le P.C. d'Italie contre le fascisme en régime totalitaire », *L'Internationale communiste*, XVI, 19, 5 octobre 1934, pp. 1271-1284.

tionnalités » italiennes bâtie par Togliatti et par Grieco (1); moins fantasmagorique, en tout cas, que l'inlassable tournoi du « réalisme » gramscien contre l' « abstraction bordiguiste ». Mais,

si Togliatti vise ici à signifier ou à souligner le lien qui unit cette « conquête gramscienne» à ce parti de masse, plus « populiste» que « bolchevique», que l'on connaîtra bientôt comme le « parti nouveau (2)», il ne saurait être question désormais d'élargir le discours au champ de l'Internationale et de reconnaître ainsi que la « conquête gramscienne» n'a été en fait que la forme italienne, « exceptionnelle» ou « unique», de la « bolchevisation». Que tel ait été le prix à payer pour parvenir au « parti nouveau» ne pèsera guère : la « bolchevisation» appartient dès à présent au règne de l'inavouable.

Réédité d'abord en 1944, puis deux fois en 1945, et porté par l'autorité accrue que confèrent à son auteur, et le rôle du P.C.I. dans la Résistance, et, plus encore sans doute, la dialectique patiente qui commence de se nouer alors entre le « parti nouveau» et la démocratie chrétienne, le vieux texte de Togliatti de 1937 constitue donc, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le moule où viendront se couler toutes les interprétations autorisées et, par là, dominantes de Gramsci. Hormis, en effet, quelques lectures dissidentes que le P.C.I. pourra se permettre aisément de passer sous silence ou de traiter par le mépris - des articles de Virgilio Verdaro et d'Onorato Damen dans *Prometeo* aux souvenirs d'Angelo Tasca ou à la *Storia del Partito comunista italiano*, de Fulvio Bellini et Giorgio Galli, sans parler des accès de mauvaise humeur de Croce (3) - pendant plus de dix ans une sorte d'unanimité se fera, respectueuse et compréhensive, autour de ce Gramsci officialisé et bientôt en voie de se transformer, nonobstant les dénégations de rigueur, en une « icône inoffensive (4)». Une seule confrontation, en fait, apparaîtra alors inévi

1. Feroci [A. Leonetti], « Dix ans après Livourne-Bordiga », *La lutte de classes*, III, 27, janvier 1931, pp. 21-30.

2. « Le parti nouveau est un parti de la classe ouvrière et du peuple qui ne se limite plus seulement à la critique et à la propagande, mais intervient dans la vie du pays grâce à une activité positive et constructive » (P. Togliatti, « Che cosa è il partito nuovo », *Rinascita*, I, octobre-décembre 1944, p. 35).

3. B. Croce, « Un gioco che ormai dura troppo », *Quaderni della Critica*, 17-18, novembre 1950, pp. 231-232.

4. P. Alatri, « Una noterella su Gramsci e Croce », *Società*, III, 3, novembre-décembre 1947, pp. 678-685 (la formule est bien entendu reprise de *L'État et la Révolution*).

table, dont l'interprétation de Togliatti sortira paradoxalement renforcée : celle du Gramsci des Quaderni, celle du Gramsci écrivain.

On connaissait depuis longtemps le Gramsci écrivain, le journaliste, l'organisateur de culture, comme lui-même aurait dit. Inventeur d'un nouveau type de journalisme socialiste (1), d'un obscur journal de province, le *Grido del Popolo* de Turin, il avait tenté de faire « une petite revue de culture socialiste, animée par les doctrines et la tactique du socialisme révolutionnaire (2) », et déjà Gobetti avait pu voir, dans ces premières chroniques, le germe d'un livre futur (3). Puis était venu *L'Ordine Nuovo*, « unique exemple sérieux », toujours selon Gobetti, de « journalisme révolutionnaire et marxiste (4) » ; *L'Ordine Nuovo* qui avait fait courir un frisson nouveau dans la littérature socialiste : « Je reçois une petite feuille de Turin, *L'Ordine Nuovo*, qui est bien plus intéressante que la *Critica Sociale* », confiera Sorel à un « ami italien », Mario Missiroli, dès la fin décembre 1919 ; « c'est l'expression d'organisations tout à fait neuves qui se sont formées dans les usines métallurgiques ». Et il lui conseillera de « parler de ce type de mouvement ouvrier, qui peut avoir de grandes conséquences (5) ». Un premier projet d'anthologie de *L'Ordine Nuovo* avait même vu le jour, en 1921, au lendemain de la fondation du P.C. d'Italie - preuve, s'il était nécessaire, que l'expérience des Conseils était bel et bien close... Gobetti, qui allait publier peu après son « Histoire des communistes turinois », avait alors soumis à Gramsci le plan d'une anthologie de ses articles de *L'Ordine Nuovo*. Gramsci, toujours réticent et quelque peu sceptique quant aux destinées littéraires de ses écrits, n'avait cessé d'ajourner sa décision et, de guerre lasse, avait emporté le projet de Gobetti à Moscou, où il avait fini par le perdre ou par l'égarer (6). L'affaire de l'anthologie en était donc restée là et il n'en avait plus été question. Puis étaient venus le fascisme, la lutte pour la « bolchevisation » du P.C. d'Italie et, enfin, la prison, le silence. En 1930, sans doute, la publication, dans *Lo*

1. P. Gobetti, « *Storla dei comunisti torinesi scritta da un liberale* » [2 avril 1922], In *Scritti politici*, Turin, 1960, pp. 278-295.

2. « *Il Grido del Popolo* », *Il Grido del Popolo*, 19 octobre 1918, In *Scritti giovanili 1914-1918*, pp. 324-325.

3. P. Gobetti, op. cit., pp. 282-283.

4. Ibid., p. 283.

5. G. Sorel, *Lettere a un amico d'Italia*, Bologne, 1963, p. 268.

6. A. Leonetti, *Note su Gramsci*, Urbino, 1970, p. 86.

Stato Operaio, des « Notes sur la question méridionale », texte resté inachevé auquel travaillait Gramsci à l'époque de son arrestation et dans lequel certains allaient voir « l'écrit le

plus profond de son auteur (1)», avait rappelé la présence de cette oeuvre en sommeil, l'équivalent de six gros volumes, en attente d'un éditeur. Mais, si l'on excepte l'appel par lequel Tasca concluait un article de 1937 : « Que ceux qui possèdent ses écrits de 1919-1926 se hâtent de les publier, afin que la classe ouvrière et le monde sachent ce que l'humanité a perdu avec Gramsci (2)», le problème de l'édition de Gramsci n'allait pas se poser avant la fin de la guerre et la découverte, à travers les Cahiers et les Lettres de prison, d'un Gramsci qui n'avait cessé d'écrire.

Dès 1946 un petit article de Felice Platone sur « l'héritage littéraire de Gramsci » révèle aux lecteurs de *Rinascita* l'existence de ces « trente-deux » cahiers de notes et de réflexions - il y en a en réalité trente-trois - que le lecteur pourra bientôt commencer d'explorer à travers les volumes de l'édition Einaudi : trois mille pages manuscrites, l'équivalent de quatre mille pages dactylographiées, d'une petite écriture appliquée, précise et nette, d'une rigueur presque maniaque, qui paraît ignorer les ratures et les hésitations. Les Cahiers de prison (3)... Sous des titres divers et selon des critères tout autres que philologiques, ils seront livrés au public à partir de 1948, leur publication s'achevant - avec *Passato e Presente* - en 1951. Mais, sans attendre la sortie des Cahiers ou de ce qui en tient lieu, dès l'année suivante Felice Platone et, derrière lui, Togliatti proposent aux lecteurs italiens « un choix, mais un très large choix », des Lettres de prison de Gramsci (4). Ce sera l'événement culturel de l'année : les Lettres obtiendront le Viareggio, le plus important des prix littéraires italiens.

En fait, on le découvrira près de vingt ans après avec la

1. G. Dorso, « La questione meridionale nel pensiero di Antonio Gramsci a [1944], in *La Rivoluzione meridionale*, Turin, 1955, pp. 249-278.

2. A. Tasca, « Una perdita irreparabile : Antonio Gramsci », *Nuovo Avanti* (Paris), 8 mai 1937; republié in *Rivista Storica del Socialismo*, IX, 29, septembre-décembre 1966, pp. 149-156.

3. F. Platone, « Relazione sui quaderni del carcere (L'eredità letteraria di Gramsci. Per una storia degli intellettuali italiani) », *Rinascita*, III, 4, avril 1946, pp. 81-90.

4. Cf. l' « Avertissement » à A. Gramsci, *Lettere dal Carcere*, Turin, 1955 (100 éd.), p. 5. Pour la traduction française de cette édition, et. *Lettres de la prison*, Préface de Palmiro Togliatti, traduction de Jean Noaro, Paris, 1953.

publication de l'anthologie de G. Ferrata et n° Gallo, *Duemila pagine di Gramsci*, et, surtout, celle de l'édition des *Letteres* procurée par Sergio Caprioglio (1), s'il s'agit là bel et bien d'un choix, celui-ci est loin d'être « large » : 218 lettres seulement, contre 428, dont 119 totalement inédites, dans l'édition la plus récente. Mais surtout, alors que le règlement de la prison, en interdisant à Gramsci toute allusion à la réalité politique, l'avait d'ores et déjà contraint à une rigoureuse autocensure, il est évident qu'un contrôle encore plus sévère s'est exercé sur le « large choix » de 1947 et que « ce que n'a pas osé faire le geôlier fasciste, Felice Platone et son " superviseur " autorisé l'ont fait (2) ». Inavouée et, de ce fait, d'autant moins excusable, une censure impitoyable a présidé à un véritable travail de réécriture des textes, procédant par coupes sombres et omissions pures et simples et se risquant même souvent à remanier des phrases entières. En cédant peut-être à ce que Paolo Spriano désigne prudemment comme « des considérations politiques filles d'un certain climat fils du stalinisme (3) », il s'est agi d'abord, il va sans dire, d'exclure toute référence à des livres maudits - de *L'Accumulation du capital d'après Rosa Luxemburg*, de Lucien Laurat aux œuvres de Dmitri Petrovitch Mirski, historien soviétique « liquidé » en 1937 - et de gommer les noms de tous les « déviants » : Trotski, Bordiga, voire Rosa Luxemburg... Mais, au-delà même de ces sacrifices à la démonologie stalinienne, il s'est agi aussi de présenter un Gramsci vierge de toute contamination, aussi insoupçonnable que la femme de César. D'où le silence sur celui que Gramsci, le Gramsci officiel, ne pouvait avoir fréquenté ou connu, même en prison et même si enfermé dans la même cellule : et l'on découvre ici que, derrière les pointillés et les coupures de cette première édition des *Letteres*, Gramsci confiait sa joie de se retrouver avec Bordiga, leur amitié et leurs discussions, le partage de la vie quotidienne, le café bu ensemble ou même, *horresco referens*, les joyeuses parties de *scopone*, sorte de belote napolitaine, avec l'ancien secrétaire du P.C.I.

1. G. Ferrata, n° Gallo, *2000 pagine di Gramsci, Il. Lettere edite e inedite*, Milan, 1964; A. Gramsci, *Lettere dal Carcere*, a cura di S. Caprioglio e E. Fubini, Turin, 1965 (trad. franç. *Lettrés de prison*, Paris, 1971).

2. S. Sechi, « Spunti critici sulle *Lettere dal carcere* di Gramsci P, *Quaderni piacentini*, no 29, janvier 1967, pp. 100-126.

3. P. Spriano, « Le *Lettere dal carcere* di Gramsci », *L'Unità*, XLII, 161, 13 juin 1965.

Introduction 47

Autre zone de silence, dans cette première édition des *Letteres* : tout ce qui concerne les états d'âme autres qu'autorisés par l'imagerie officielle du martyr, tout ce qui évoque l'évolution personnelle de Gramsci tout au long de ces dix années de réclusion. Et ici, il ne s'agit pas seulement d'interdire toutes ces lettres où Gramsci, se plaignant de son isolement ou rêvant de commencer « un nouveau cycle de vie », évoque indirectement le malaise qui plane sur ses

rappports avec le P.C.I. ou ses désaccords avec la politique de ses successeurs, mais bel et bien de taire et de réprimer tout ce qui pourrait évoquer jusqu'à la possibilité d'un changement, tout ce qui pourrait compromettre l'image immuable d'un Gramsci hiératisé par la prison. Poursuite obstinée de l'immobilité qui est probablement aussi l'une des clés de l'édition des *Cahiers* telle qu'elle s'opère à la même époque sous les auspices de Togliatti : en regroupant par thèmes, sous autant de titres de livres qui n'ont jamais été écrits : *Il Risorgimento, Note su Machiavelli, Il Materialismo storico, Gli intellettuali, Letteratura e Vila nazionale, Passato e Presente*, tout ce qui, chez Gramsci, est élaboration patiente et organisation dans la durée, en soumettant à une architectonique, quels qu'en soient les motifs, pédagogiques ou politiques, un discours en train de se faire et de se formuler, il s'est agi aussi, et peut-être d'abord, de figer dans l'immobile de la doctrine constituée et homogène, de constituer en livre, ce qui n'était que projet, pensée en train de se penser et de se dire. Une manière encore de censurer et d'interdire le discours.

Il n'est pas certain cependant - et l'on atteint ici à la zone la plus obscure - que cette mise en place, à travers les *Lettres* et les *Cahiers*, d'une image de l'immobilité n'ait procédé que de motivations politiques immédiates, voire immédiatement politiques. Gommer les noms de Trotski ou de Bordiga, taire le désaccord avec le « tournant » de 1930, étouffer les cris de désespoir, voire oublier ces lettres aux autorités où le prisonnier promet qu'une fois libéré, il s'abstiendra de toute propagande et de toute activité politique (1), il n'y a là rien qui puisse surprendre, rien que de très politique. Mais il s'est moins agi, dirait-on,

1. « Documenti inediti resi noti dall'Archivio centrale di Stato - Gramsci dal carcere e dalla clinica di Formia », *Rinascita*, XXIII, 51, 24 décembre 1966, pp. 15-19.

de dissimuler des divergences ou de masquer ce qui ne saurait être en aucun cas considéré comme une « capitulation », que de prohiber tout ce qui pouvait compromettre l'image de pureté du héros, que de bannir, et jusques et d'abord dans la quotidienneté, toute évocation de l'impur. Et ici la censure n'a pas tant porté sur le politique que sur tout ce qui pouvait évoquer, chez Gramsci, une vie affective, voire tout simplement la vie au jour le jour. C'est ainsi qu'ont disparu de cette première édition des *Lettres* tous les passages où le Prisonnier, s'abandonnant parfois à des aveux déchirants : « Je t'ai fait pleurer, de façon si stupide que c'est maintenant seulement que j'en ressens tout le remords (1) », laisse éclater son désaccord avec sa femme, toutes les formules aussi où transparait l'ambiguïté de ses relations avec Tatiana, sa belle-soeur, tous ces moments de faiblesse, enfin, où le héros parle de pantoufles ou de chemises, réclame du savon à barbe, des lames de rasoir ou de l'aspirine. Et c'est là, dans ces interdits où le grotesque le dispute au tragique, que réside sans doute le secret de cette première édition des *Lettres* : la volonté de se donner et d'imposer, à travers ce personnage libéré des contingences vulgaires, l'exemplarité d'un héros, géant ou fils du peuple, bon époux et bon communiste à la fois, paradigme olympien offert à l'admiration silencieuse des foules.

Dès que paraîtront les *Lettres*, l'unanimité se fera donc, immédiate, et pouvait-il en être autrement en 1947, au sortir du fascisme ? autour de cette image d'un destin exemplaire. Les grands noms de la culture et de la littérature italiennes - Croce, Calvino, Debenedetti, Gatto, Mila, Russo - s'accorderont pour découvrir et exalter cette « œuvre d'une exceptionnelle valeur littéraire (2) ». Un mot : témoignage - traduction pudique de « martyr » - reviendra sous toutes les plumes, soulignant la portée humaine des *Lettres*, leur charge d'exemplarité, leur vocation à l'universel. Et c'est là l'important. Comme le souligne Croce, si Gramsci est communiste, les *Lettres* appartiennent « aussi aux membres des autres partis politiques ou même des partis opposés (3) ». Débordant les cadres du seul Parti communiste pour investir jusqu'aux milieux

1. A. Julia, 11 avril 1932, in *Lettres de prison*, éd. cit., p. 415.

2. A. Gramsci, *Lettere dal carcere*, Rome, 1961, p. 5 (« Note de l'éditeur

3. B. Croce, a *Lettere dal carcere P, Quaderni della Critica*», no 8, juillet 1947, pp. 86-88.

libéraux, le « haut témoignage » des *Lettres* s'affirmera ainsi comme vocation « nationale », aspiration à se constituer en « culture ». C'est ce que soulignera, par exemple, un catholique de gauche comme Felice Balbo, collaborateur du *Politecnico* de Vittorini : « Gramsci représente la première grande ouverture du prolétariat italien dans son effort pour former en Italie une conscience nationale moderne avec toutes ses dimensions politiques et culturelles (1). » Mais le plus caractéristique demeurera, d'évidence, le ralliement des libéraux, des plus grands

quelquefois, tel Croce s'émerveillant de la rencontre (« En lisant tous ses jugements sur les hommes et les livres, j'en suis venu à les accepter presque tous ou peut-être même tous (2)») et invitant les communistes italiens à prendre exemple sur Gramsci; tel Luigi Russo, surtout, confiant à des étudiants son bouleversement : « J'ai lu ces jours derniers les *Lettres de prison* d'Antonio Gramsci [...]. Mais ce Gramsci était donc notre compagnon, bien plus notre frère de travail? Et nous, nous avons pu aussi longtemps n'en avoir qu'une idée aussi vague et aussi imprécise? Et lui, pendant ce temps, au fond de sa prison, demeurait si proche de nous et ce qu'il évoquait avec tant d'amitié et de sympathie, c'était nos écrits, à nous tous (3) !» Mais un tel luxe d'unanimité, et d'aussi glorieux ralliements, ne laisseront pourtant d'embarrasser les héritiers.

Une crainte prévaut, en effet - celle d'une canonisation hâtive. Certes, on ne saurait remettre en question la vocation œcuménique de l'œuvre. C'est ce que rappelle Togliatti dès 1947 : « Gare à nous, communistes, si nous croyions que le patrimoine de Gramsci n'appartient qu'à nous. Non, ce patrimoine appartient à tous, à tous les Sardes, tous les Italiens, tous les travailleurs qui combattent pour leur émancipation, quelle que soit leur religion, quelles que soient leurs croyances politiques (4).» Mais il ne s'agit pas non plus, on l'a dit, de momifier Gramsci, de le transformer en « icône » et, en renonçant à la gestion de son œuvre, d'en oublier le contenu partisan. Gramsci demeure

1. F. Balbo, « Cultura antifascista », *il Politecnico*, no 39, décembre 1947, in *Il Politecnico - Antologia critica* a cura di M. Forti e S. Pautasso, Milan, 1960, pp. 211-215.

2. B. Croce, loc. cit., p. 87.

3. L. Russo, « Scoperta di Antonio Gramsci » [27 avril 1947], in *Il tramonto del letterato*, Bari, 1960, pp. 484-512.

4. P. Togliatti, « Gramsci, la Sardegna, l'Italia » [27 avril 1947], op. cit., p. 59.

homme de parti, tel que le définissait Togliatti en 1937. C'est, du reste, ce que ce dernier va souligner dans un texte où le « léninisme » de Gramsci commence d'assumer ce qui apparaîtra bientôt comme son contenu réel : la « politique de Salerno », la ligne du « parti nouveau », la « voie italienne au socialisme ». Avec Gramsci, souligne Togliatti, le socialisme cesse d'être « un mouvement des classes prolétariennes exploitées », pour se transformer en « mouvement pour la rénovation de toute la société italienne, ... mouvement national progressiste, libérateur ». Et il insistera : c'est là le « noyau » de l'œuvre de Gramsci, « l'aspect le plus neuf et le plus original de l'esprit et de la personnalité politique du Chef de notre parti (1) ». C'est dans l'apparente contradiction entre ce contenu officiellement « national », et tendanciellement universel, de l'œuvre et son caractère étroitement partisan que devra donc se déployer le discours sur Gramsci : dans un espace, au demeurant, moins limité qu'il ne paraît mais, bien plutôt, jalousement délimité par les gardiens de la doctrine.

On en a aussitôt la preuve avec la publication des Cahiers. Déjà, on l'a dit, les modalités mêmes de l'édition telle que l'entend et l'organise Togliatti, tendent à exercer sur l'œuvre un contrôle intérieur. Il s'agit de ne livrer au public que des objets pleinement manufacturés, où l'intervention discrète du fabricant demeure toujours agissante, interdisant au livre toute errance ; il s'agit que ce dernier exclue d'emblée les interprétations dissidentes et demeure en dernier terme - et idéalement - source et producteur de ses commentaires. Le retard, intentionnel ou non, que connaît la publication des écrits proprement politiques, antérieurs à l'incarcération (2), renforce ce contrôle, institue en système l'aséité des Cahiers : privé de ces références essentielles que constituent les écrits de jeunesse, L'Ordine Nuovo ou les articles qui vont de la fondation du P.C.I. à l'arrestation de Gramsci, le lecteur demeurera prisonnier du discours anhistorique, quasi tautologique, que déploient les six volumes de cette première édition. Ultime contrôle, enfin, celui qu'exerce avec plus ou moins de discrétion la

1. P. Togliatti, op. cit., p. 54.

2. L'Ordine Nuovo 1919-1920 est publié en 1954 ; les Scritti giovanili 1914-1918 sortent en 1958 ; Sotto la Mole 1916-1920, deux ans plus tard ; Socialismo e Fascismo - L'Ordine Nuovo 1921-1922, en 1966, et La costruzione del Partito comunista 1923-1926, seulement en 1971. S'y ajoute - initiative extérieure au P.C.I. - la publication en 1968 d'un volume de textes oubliés, Scritti 1915-1921.

presse spécialisée du parti, Rinascita et Società pour l'essentiel, qui fonctionnera, à l'égard de l'œuvre de Gramsci, comme une sorte de vaste service après-vente : la sortie de chaque volume

est ainsi scrupuleusement scandée par une série d'articles et de commentaires officieux ou autorisés, visant à instaurer et quelquefois à rétablir l'interprétation « correcte » de l'oeuvre (1).

En 1951, alors que l'on commémore le trentième anniversaire de la fondation du P.C.I., paraît la première biographie officielle de Gramsci, la Vila di Antonio Gramsci, de Lucio Lombardo Radice et Giuseppe Carbone (2). Rééditée deux fois en 1952, cette biographie, dont le tirage total s'élèvera à 22 000 exemplaires (3), chiffre assez important pour un ouvrage de ce type, constitue la « première version populaire » des positions officielles du P.C.I. sur l'activité et l'oeuvre de Gramsci (4). Dans le droit fil du texte de Togliatti de 1937, on y assiste, une fois de plus, à la transfiguration ou à l'Aufhebung du « jeune rebelle sarde (5) » en « léniniste », homme de parti et inventeur de la « voie nationale ». Mais la pièce essentielle du dossier - qui voit le jour à la même époque - est constituée par une publication appelée à fonctionner pendant quinze ans comme le seul « manuel » d'histoire du P.C.I., le cahier spécial de Rinascita consacré à la commémoration de ce trentième anniversaire, Trenta anni di vita e lotte del P.C.I. (6).

Le texte en est rédigé sous la direction et le contrôle étroit de Togliatti, qui écrira la plupart des articles sans signature qui constituent le tissu conjonctif du cahier. Un « plan », mêlant recommandations et mises en garde, a été publié depuis : il atteste ce contrôle rigoureux exercé par le secrétaire général du P.C.I. sur un texte voué à une diffusion assez large et qui s'adresse, en tout cas, aux cadres moyens et mineurs du parti (7). Apparemment, Trenta anni di vita e

1. R. Alcara, op. cit., p. 35.

2. L. Lombardo Radice, G. Carbone, Vila di Antonio Gramsci, Rome 1951.

3. L. Cortesi, « Introduction » à A. Tasca, I primi dieci anni del P.C.I. éd. cit., p. 30.

4. G. Amendola, « Rileggendo Gramsci », loc. cit., p. 14.

5. L. Lombardo Radice, G. Carbone, op. cit., p. 168.

6. Trenta anni di vita e lotte del P.C.I., Quaderni di Rinascita, 2, Rome, sd [1952], 260 p.

7. « Il piano di Togliatti per il " Quaderno " dedicato al trentesimo del P.C.I. », Rinascita, XXVII, 48, 4 décembre 1970, pp. 17-22,

lotte del P.C.I. n'apporte pourtant rien de bien nouveau quant à l'histoire de ce dernier et constitue surtout une « systématisation » de thèmes déjà développés dans la presse du parti (1) : certains auteurs, tels Giuseppe Berti, iront même jusqu'à reprendre, en se paraphrasant, la substance d'articles parus avant la guerre dans *Lo Stato Operaio* (2). Ainsi que Togliatti s'en explique dans son « plan », il ne saurait être question de présenter un exposé complet de l'histoire du parti : la « préparation nécessaire » fait défaut, l'ouvrage serait trop lourd et « peut-être monotone » ; et, enfin, « pour d'autres motifs », qui ne sont pas précisés davantage.

Insistant sur le caractère « national » de l'histoire du P.C.I. - c'est ainsi qu'à la date de 1939, Togliatti préfère celle de 1940, qui marque l'entrée en guerre de l'Italie (3) - Trenta anni s'efforce surtout de faire et d'exalter l'histoire du nouveau groupe dirigeant qui se constitue autour de Gramsci à partir de 1924 et accède à la tête du parti avec le Congrès de Lyon de 1926. C'est ainsi que, parmi les rares textes de Gramsci publiés dans ce fascicule, on retrouve deux articles des années 1924-1926 : « Le destin de Matteotti » et, surtout, « G. M. Serrati et les générations du socialisme italien », article fondamental, s'il en fut, pour replacer la « conquête gramscienne » dans la longue durée de l'histoire du P.C.I. (4). Davantage, alors que, par exemple, ces mêmes articles de Gramsci seront publiés, vingt ans après, sous le titre « La construction du Parti communiste 5 », la périodisation s'efforce ici de circonscrire aux seules années 1921-1923 la « constitution du Parti communiste ». C'est, au reste, ce que signifie Togliatti aux rédacteurs de ce cahier : « Je crois qu'il est hors de question de discuter la date de 1924 comme fin de la période de constitution du parti et début, peut-on dire, de son action politique pour la conquête de la classe ouvrière et du peuple (6). » Ce « tournant » de 1924 sera, bien entendu, rattaché plus ou moins directement à l'expérience du

1. B. Alcara, op. cit., p. 41.

2. Cf. G. Berti, « Il gruppo del Soviet nella formazione del P.C.I. », *Lo Stato Operaio*, VIII, 12, décembre 1934 et IX, 1, janvier 1935, et, du même, « La natura controrivoluzionaria del bordighismo », *Trenta anni...* pp. 60-63.

3. L. Cortes!, « Introduction », loc. cit., p. 35,

4. Cf. *Écrits politiques*, III.

5. A. Gramsci, *La costruzione del Partito comunista 1923-1926*, Turin, 1971.

6. « Il piano di Togliatti... », loc. cit., p. 18.

groupe de L'Ordine Nuovo, que l'on s'efforcera, surtout, de valoriser en l'opposant au « bordiguisme ».

Un seul article, à vrai dire, concerne de plus ou moins près les années qui vont du Congrès de Livourne à ce « tournant » de 1924, et il s'agit d'un texte volontairement anhistorique et fallacieux, « La nature contre-révolutionnaire du bordiguisme », de Giuseppe Berti. Bordiga, comme on pouvait s'y attendre, en ressort assez malmené : « antiléniniste », « opportuniste », « espion trotskiste », allié objectif du fascisme, - bref, l'anti-héros qui hantait déjà la prose de Togliatti et les pages de *Lo Stato Operaio*. A deux reprises, en effet, Togliatti, toujours dans son « plan », a insisté pour que Berti ne s'embarrasse point des règles fastidieuses de l'objectivité : « Le texte consacré à la critique du bordiguisme [...] ne doit en aucune façon contenir un exposé soi-disant objectif des balourdises bordiguistes, " Thèses de Rome ", etc. » Et encore : « Éviter, naturellement, d'exposer objectivement les trop célèbres positions bordiguistes. Le faire exclusivement de façon critique et destructive (1). » Mais, surtout, la contribution de Berti permet de faire l'économie d'une étude plus circonstanciée de la politique du P.C. d'Italie en 1921-1922 et, partant, d'éviter des problèmes qui ne commenceront d'avoir droit de cité qu'une dizaine d'années après : le rôle de Gramsci dans cette direction « bordiguiste » et, singulièrement, ses rapports avec Bordiga. Il n'est pas indifférent, du reste, qu'aucun texte de cette période n'ait été retenu parmi les quelques écrits de Gramsci publiés dans ce cahier.

Ce n'est évidemment pas par hasard non plus si, de la période de *L'Ordine Nuovo*, ce cahier de *Rinascita* ne retiendra que deux textes : le fameux rapport d'avril 1920, « Pour une rénovation du Parti socialiste », qui a reçu, en son temps, l'aval de Lénine, mais qui, on l'a dit, apparaît assez peu caractéristique des positions de l'hebdomadaire turinois, et, sous le titre « La posizione storica del Partito comunista », un article de l'été 1920, « Le Parti communiste (2) », qui se trouve conclure à la nécessité de « doter le prolétariat italien d'un Parti communiste capable d'organiser l'État ouvrier et de préparer les conditions de l'avènement de la société communiste ». S'il s'agit en effet - et comment pourrait-il en être autrement ? - de rattacher

1. « Il piano di Togliatti... », loc. cit., pp. 18 et 21.

2. a *La Parti communiste*, 4 septembre et 9 octobre 1920, ci-après, pp. 389-400.

la nouvelle direction qui se dégage à partir de 1924 au groupe turinois de L'Ordine Nuovo, il ne saurait être question pourtant, et pas davantage qu'en 1937, de valoriser sans réserve l'expérience ordinoviste et, singulièrement, la problématique des Conseils, d'évidence trop éloignée de celle du parti. C'est ce que rappelle également Togliatti à l'intention de Felice Platone, responsable de cet épineux exposé : il faut, certes, parler de l'expérience turinoise « parce qu'on parle beaucoup de L'Ordine Nuovo, mais que peu de gens savent ce qu'il en fut. La critique peut toucher les points que j'ai indiqués dans le texte écrit à l'occasion de la mort de Gramsci (1) et d'autres points aussi, si l'on veut. Elle ne doit pourtant pas être destructive, mais conclure à un manque d'expérience, une recherche difficile de la juste voie. C'est pourquoi notre parti a continué à L'Ordine Nuovo, en a développé les germes, les parties saines, etc., etc. (2)».

Dans ses grandes lignes, l'article que Felice Platone consacre à L'Ordine Nuovo (3) se démarque effectivement assez peu de la « leçon » de 1937. Sur certains points, même, on pourrait parler de surenchère : qu'il s'agisse d'identifier le groupe turinois aux « deux hommes qui en furent les animateurs », de faire de Gramsci, dès 1914, l'un des dirigeants de la section turinoise du Parti socialiste ou d'en rajouter sur l'attitude de Bordiga au moment de la conférence de Florence de 1917. Mais, dans le détail, il arrive que le texte consente à lever quelque peu le voile d'unanimité dont Togliatti s'était plu à draper ses rapports avec Gramsci : « Dans le choix des alliances, il n'existe probablement pas toujours un accord complet parmi les rédacteurs de L'Ordine Nuovo, ni entre Gramsci et Togliatti (4). » L'auteur n'hésite pas non plus, et c'est là un élément neuf, à exalter la part de la formation néo-hégélienne et de l'œuvre de Croce - de Gentile, il n'est, bien entendu, pas question - dans la rupture avec « la dégénérescence positiviste et déterministe de la doctrine socialiste », voire dans l'acquisition d'une méthode « véritablement... dialectique, propre au marxisme et au léninisme (5) ». Mais les principaux problèmes auxquels achoppait Togliatti dès 1937 ou qu'il préférait taire - le « spontanéisme » de

1. P. Togliatti, Gramsci, éd. cit., pp. 3-45.

2. « Il piano di Togliatti... », loc. cit., p. 21.

3. F. Platone, « L'Ordine Nuovo », Trenta anni..., pp. 35-40.

4. Ibid., p. 39.

(5). Ibid., pp. 36 et 37.

Gramsci, sa répugnance à constituer une fraction, ses atermoiements quant à la rupture avec le vieux parti et, de ce fait, son engagement tardif dans le processus de création du P.C. d'Italie - ne sont pas résolus pour autant, ce qui n'en rend que plus problématiques et le « léninisme » de Gramsci, ce « léninisme » conquis au prix de « quelques coquetteries » avec l'hégélianisme, et là

filiation de L'Ordine Nuovo au « parti nouveau». C'est pourquoi, une fois posé que Gramsci et ses amis ont été les premiers à aborder « en termes concrets le problème de l'unité des classes populaires (1)», force est de souligner que le P.C.I., et a fortiori en 1951, ne constitue en rien une « extension pure et simple» de L'Ordine Nuovo, un Ordine Nuovo « devenu gigantesque grâce à trente ans de luttes (2)» Gramsci lui-même n'a-t-il pas « toujours nié», ainsi que le rappelle F. Platone, « que l'on pût identifier le Parti communiste avec le groupe de l'Ordine Nuovo (3) » ? Deux problèmes majeurs demeureront ainsi en suspens, provisoirement ajournés : celui de cette filiation et des racines ordinovistes de la « conquête gramscienne», et, plus manifeste, la présence, au coeur de l'itinéraire de Gramsci, de cette problématique des Conseils, qui constituera, après la publication des articles de L'Ordine NUOVO (4), l'un des points d'ancrage favoris des premières lectures dissidentes.

C'est en réalité, peu après la parution de ce cahier de Rinascita - en 1953, précisément - que voient le jour les premières remises en question' explicites de l'interprétation officielle de l'histoire du P.C.I. A la différence des articles - restés malheureusement confidentiels - parus dans Prometeo (5), il s'agit cette fois de publications vouées à une diffusion assez large : la Storia del Partito comunista italiano, de Fulvio Bellini et Giorgio Galli, première tentative d'histoire du P.C.I. depuis sa fondation (6), et surtout, publiée dans un grand hebdomadaire, une série de six articles de Tasca consacrés aux dix premières années du

1. F. Platone, « L'Ordine Nuovo», Trenta anni.... p. 35.

2. Ibid., même page.

3. Ibid., p. 40.

4. L'Ordine Nuovo 1919-1920, Turin, 1954.

5. Gatto Mammone [Virgilio Verdaro], « In margine ad un anniversario», Prometeo, I, 5, janvier-février 1947, pp. 214-222; O. Damen, « Premarxismo filosofico di Gramsci», Prometeo, III, 13, août 1949, pp. 607-612.

6. F. Bellini, G. Galli, Storia del Partito comunista italiano, Milan, 1953.

P.C.I. (1). Alors que l'ouvrage de F. Bellini et G. Galli apparaît surtout marqué par le légitime souci de « réhabiliter » Bordiga et de restituer ce que fut effectivement son rôle dans la création du Parti communiste italien, l'intervention de Tasca exprime d'abord une réaction de mauvaise humeur face aux dernières publications du P.C.I. : l'article venimeux qui lui a été consacré dans le cahier de *Rinascita* (2) et, surtout, le *Conversando con Togliatti*, de Marcella et Maurizio Ferrara, tout entier consacré à célébrer les laudes du Migliore et à chanter son amitié avec Gramsci (3).

Mêlant souvenirs et pièces d'archives inédites - la correspondance de Moscou et de Vienne, en particulier (4) - ces *Primi dieci anni* apparaissent surtout dirigés contre cet usage abusif de la tradition de *L'Ordine Nuovo* et de l'héritage de Gramsci. C'est là sans doute ce qui explique que Tasca - apparemment d'accord avec Togliatti sur ce point - fasse tourner son texte autour de la seule expérience turinoise et ne dise rien du rôle joué par Bordiga et *Il Soviet* dans la genèse du P.C. d'Italie. « Livourne, ce fut Bordiga », reconnaîtra-t-il pourtant peu après (5). D'évidence, il ne s'agit pas ici de réécrire l'histoire du P.C.I., mais d'abord de reconstruire un apprentissage; de témoigner, aussi. C'est ainsi que, refaisant l'histoire de l'adhésion de Gramsci au socialisme, Tasca insiste sur la fascination que Mussolini exerçait alors sur la plupart des jeunes socialistes et rappelle les prises de position respectives des futurs rédacteurs de *L'Ordine Nuovo* au moment de la guerre : « Terracini et moi, par exemple, nous sommes prononcés contre l'intervention de l'Italie dans la guerre, Gramsci et Togliatti y furent favorables (6) », ce dernier demeurant, jusqu'à la fin de la guerre, partisan obstiné d'une *pax britannica* (7). Parmi les plus belles, les pages consacrées à *L'Ordine Nuovo* s'emploient également à détruire la légende d'un accord permanent entre Togliatti et Gramsci. Sans dissimuler les divergences qu'il a pu avoir avec ce dernier - « Mon désaccord avec Gramsci commença

1. A. Tasca, *I primi dieci anni del P.C.I.*, déjà cité, publié initialement dans l'hebdomadaire *Il Monda*, du 18 août au 15 septembre 1953.

2. a *Un opportunista marcio* : Angelo Tasca P, déjà cité.

3. M. et M. Ferrara, *Conversando con Togliatti*, Rome, 1953; trad. franç. : Palmiro Togliatti, *Essai biographique*, trad. J. Noaro, Paris, 1954.

4. Cf. *Écrits politiques*, II.

5. A. Tasca, « *Una storia del Partito comunista italiano* », déjà cité, p. 178. Il s'agit d'un compte rendu du livre de F. Bellini et G. Galli.

6. *1 primi dieci anni del P.C.I.*, éd. cit., p. 92.

7. *Ibid.*, p. 96.

en réalité presque aussitôt. Il ne portait pas sur le soutien à accorder aux Conseils d'usine, mais sur leurs rapports avec les syndicats, avec la Bourse du travail (1)» - Tasca nie qu'un « coup d'État rédactionnel», ourdi de concert par Gramsci et ses amis, l'ait exclu de L'Ordine Nuovo, insiste au contraire sur la crise de l'été 1920, rappelle qu'au plus fort de sa polémique avec Gramsci il a été soutenu par Terracini et Togliatti. Mais le texte tranche surtout par son enthousiasme avec les réserves, explicites ou non, émises par Togliatti et F. Platone à l'égard de L'Ordine Nuovo : « Le jour où l'on publiera l'ensemble des articles que Gramsci a écrits en 1919-1920 pour notre hebdomadaire, il sera éclatant que ces textes constituent l'expression la plus originale et la plus puissante de la pensée politique socialiste des cinquante dernières années; et même quelque chose de supérieur, sous certains aspects, aux Essais d'Antonio Labriola (2).»

Poursuivant ses «révélations», Tasca rappelle alors que, dès avant le Congrès de Livourne, Gramsci renonce à ses positions antérieures pour se rallier à Bordiga - dans le manifeste lancé en octobre 1920 par la fraction communiste, on ne retrouve effectivement « aucune trace des idées que Gramsci avait personnellement élaborées dans L'Ordine Nuovo (3)» - et que, Graziadei et lui-même exceptés, pendant deux ans au moins la direction du P.C. d'Italie sera, unanimement, « bordiguiste». L'opposition de Gramsci aux « Thèses de Rome» de 1922 et à la « majorité bordiguiste»? Gramsci, rétorque Tasca, n'a nullement critiqué les positions de Bordiga, mais s'est opposé, au contraire, au « risque d'un élargissement excessif du front unique (4)». Il n'y a pas lieu, du reste, de parier alors de « majorité bordiguiste» : à l'époque du Congrès de Rome, « cette majorité comprenait tout autant le groupe de L'Ordine Nuovo que celui du Soviet; seule une petite minorité restait en dehors (5)...». Petite minorité - il s'agit, bien entendu, de Graziadei et de Tasca lui-même - dont on souligne ici la clairvoyance. En critiquant les modalités de la scission telle qu'elle s'est opérée à Livourne - « trop à gauche», selon la formule de l'époque - et la rupture avec Serrati et les maximalistes, en soutenant, contre la « majo

1. I primi dieci anni del P.C.I., éd. cit., p. 99.

2. Ibid., p. 98.

3. Ibid., pp. 115-116.

4. Ibid., p. 118.

5. Ibid., p. 126.

rité» à laquelle appartient encore Gramsci, la politique de « front unique» adoptée à Moscou et en prônant, toujours en accord avec le Komintern, la fusion entre communistes et maximalistes, en élaborant surtout, pour la conférence de Côme de 1924, « la seule critique des " Thèses de Rome " qui ait jamais été tentée dans le parti (1)», la « minorité», suggère Tasca, n'a fait qu'anticiper le « tournant» qui, amorcé par Gramsci en 1924, débouchera sur le Congrès de Lyon et les « Thèses» de 1926. La « conquête gramscienne», autrement dit, marque d'abord le ralliement de Gramsci aux positions, depuis longtemps, développées par Tasca. C'est, du reste, un « triumvirat» rassemblant Togliatti, Grieco et Tasca qui appliquera, après l'arrestation de Gramsci, la ligne du Congrès de Lyon.

Tasca, précurseur du « parti nouveau»? L'hypothèse, bien entendu, n'en sera pas retenue, même pas examinée. Il suffit, du reste, de citer la réaction exaspérée de Togliatti face à la réhabilitation de Bordiga tentée par F. Bellini et G. Galli pour mesurer l'abîme qui continue de séparer la doctrine officielle de toute interprétation, sinon ouvertement dissidente, du moins simplement objective ou critique, des origines du P.C.I. : « C'est d'une autre grande trouvaille, qui pue étrangement le rance, que les auteurs prétendent faire leur idée de fond. Figurez-vous qu'ils reprennent, et ils le font sérieusement, la polémique en faveur d'un personnage que nous pourrions appeler préhistorique, comme l'iguanodon, à savoir le premier secrétaire du Parti communiste, l'ingénieur Amadeo Bordiga. Celui-ci aurait été le véritable révolutionnaire, qui avait une doctrine, qui savait y faire, etc. [...] L'examen des faits laisse apparaître au contraire que le seul parmi les vieux dirigeants du Parti communiste à l'actif duquel on ne peut mettre ni l'initiative ni le succès d'aucune action politique de masse, c'est précisément l'iguanodon dont on vient de parler (2).» Le mot d'esprit, combien médiocre, au reste, paraît marquer ici un recul par rapport aux calomnies du texte de 1937 ou aux insinuations plus récentes de l'article de Berti sur « la nature contre-révolutionnaire du bordiguisme». Souci de Togliatti de préserver sa nouvelle image de marque? -Sans doute. Déjà, dans la pré

1. I primi dieci anni del P.C.I., éd. cit., p. 137.

2. p. t. [P. Togliatti], « Storia del Partito comunista italiano », Rinascita, X, 7, juillet 1953, pp. 447-448.

paration du cahier de Rinascita, il a préféré rester dans la coulisse et, dépêchant au feu ses plus vieux fantassins, il a laissé planer un doute sur la paternité de certaines notes anonymes... Mais ici, sous le mot d'esprit, le même mécanisme de dénégation continue de fonctionner. Quoi de plus parlant, au reste, que cette image d'un animal préhistorique pour signifier l'inactualité du débat? pour dire aussi que le discours a délibérément élu domicile dans l'ahistoricisme de

l'idéologie? « Ainsi, aurait dit Marx, il y a eu de l'histoire, mais il n'y en a plus (1) ...» Il s'agit bel et bien, cette fois encore, d'interdire le problème, d'en refouler les termes, de faire en sorte que la question posée demeure ou retombe hors du champ de la parole raisonnable. C'est là, peut-être, la marque d'un malaise, d'une contradiction latente, mais c'est aussi le signe que, en dépit de ses faiblesses ou de ses lacunes, le modèle de l'interprétation en vigueur depuis 1937 continue de fonctionner et que, même à vingt ans de distance, il ne saurait être question d'en contester l'hégémonie. Davantage, tout se passe comme s'il n'y avait, pour les lectures dissidentes, aucun espace disponible. Et, de fait, il faudra attendre la crise ouverte par le XXe Congrès du P.C.U.S. et les révolutions de Pologne et de Hongrie, pour que commence un double processus de contestation et de révision de la lecture officielle de Gramsci.

Robert Paris.

1. K. Marx, Misère de la philosophie [1847], in Ouvres, I, Paris, 1965, p. 89.

PREMIÈRE PARTIE

Écrits de jeunesse

1914-1918

NEUTRALITÉ ACTIVE ET AGISSANTE (1)

Le problème concret

En dépit de l'extraordinaire confusion que l'actuelle crise européenne a provoquée dans les consciences et les partis, tout le monde s'accorde sur un point : le moment historique actuel est d'une indicible gravité, ses conséquences peuvent être extrêmement graves, et, puisque l'on a versé tant de sang et détruit tant d'énergies, il faut faire en sorte de résoudre le maximum des questions que le passé a laissées sans solution, afin que l'humanité puisse reprendre sa route sans la voir encore barrée par tant de grisailles, de tristesses et d'injustices, et sans que son avenir puisse être encore prochainement traversé par une nouvelle catastrophe qui exige encore, comme celle-ci, une formidable dépense de vie et d'activité.

Et nous, socialistes italiens, nous posons le problème

« Quel doit être le rôle du Parti socialiste italien (je souligne: pas du prolétariat ou du socialisme en général) dans le moment actuel de la vie italienne? »

Car le Parti socialiste auquel nous consacrons notre activité est aussi italien : c'est cette section de l'Internationale socialiste qui s'est donné pour tâche de gagner à l'Internationale la nation italienne. Cette tâche immédiate, toujours actuelle qui est la sienne, lui confère des caractères spéciaux, nationaux, qui le contraignent à avoir dans la vie italienne un rôle spécifique, une responsabilité propre. C'est un État en puissance, qui mûrit, antagoniste de l'État bourgeois, et qui cherche, dans sa lutte constante avec ce dernier et dans le développement de sa dialectique intérieure, à se doter des organes nécessaires pour le dépasser et pour l'absorber. Et, dans l'accomplissement de cette

fonction, il est *autonome* et ne dépend nullement de l'Internationale, si ce n'est par le but ultime à atteindre et par le caractère de classe que doit toujours présenter cette lutte.

Quant à la *façon* dont cette lutte doit se mener et au *moment où* elle doit culminer dans la révolution, le P.S.I. est seul compétent pour juger, lui qui en vit et qui, seul, en connaît le déroulement.

C'est là la seule façon de légitimer le rire et le mépris avec lesquels nous avons accueilli les insultes de Gustave Hervé (1) et les tentatives d'approche des socialistes allemands (2), tous parlant au nom de l'Internationale dont ils prétendaient être les interprètes autorisés, lorsque le P.S.I. a lancé la formule : « Neutralité absolue ».

Les deux neutralités

Car, attention! ce n'est pas du concept de neutralité que l'on discute (neutralité du prolétariat, bien entendu), mais de la *modalité* de cette neutralité.

La formule « Neutralité absolue » a été très utile lorsque, dans la première période de la crise, les événements nous ont pris à l'improviste, relativement mal préparés que nous étions à leur ampleur : seule, alors, une attitude dogmatique et intransigeante pouvait s'opposer avec vigueur et sans faille au premier déferlement des passions et des intérêts particuliers. Mais, maintenant que la confusion du chaos initial s'est atténuée et que chacun doit prendre ses responsabilités, cette formule n'a de valeur que pour les réformistes, qui disent ne pas vouloir jouer *terne sec* (mais qui laissent aux autres le soin de jouer et de gagner) et qui voudraient que le prolétariat assiste en spectateur impartial aux événements, en les laissant préparer son heure, tandis que ses adversaires, eux, se préparent eux-mêmes leur heure et préparent leur plate-forme pour la lutte de classe.

Mais les révolutionnaires qui conçoivent l'histoire comme une création de leur esprit, faite d'une série ininterrompue de trouées dans les autres forces actives et passives de la société, et qui préparent le maximum de conditions favorables pour la *trouée* définitive (la révolution), ne doivent pas se contenter de la formule provisoire : « Neutralité absolue », mais doivent la transformer en cette autre : « Neutralité active et agissante. » Ce qui signifie

Neutralité active et agissante 65

rendre à la vie de la nation son authentique et franc caractère de lutte de classe : la classe travailleuse oblige la classe qui détient le pouvoir à assumer ses responsabilités, à porter à

l'absolu les présupposés de son existence, à mettre à l'épreuve la préparation au moyen de laquelle elle a tenté de parvenir au but qu'elle disait être le sien, et, ce faisant, elle la contraint (en Italie, dans notre cas) à reconnaître qu'elle a complètement failli à sa tâche, puisqu'elle a conduit la nation, dont elle se proclamait l'unique représentant, dans une impasse dont cette même nation ne pourra sortir qu'en abandonnant à leur destinée toutes les institutions qui sont directement responsables de son affligeante situation présente.

C'est à ce seul prix que sera rétabli le dualisme des classes, que le Parti socialiste se libérera de toutes les incrustations bourgeoises que la peur de la guerre a déposées sur lui (le socialisme n'a jamais eu autant de sympathisants, plus ou moins intéressés, que ces deux derniers mois) et, après avoir fait toucher du doigt au pays (qui, en Italie, étant donné le peu d'intérêt que la grande masse du peuple a toujours témoigné pour la lutte politique, n'est ni entièrement prolétarien ni entièrement bourgeois et peut donc être d'autant plus facilement conquis par ceux qui savent manifester de l'énergie et une vision nette de son destin) comment ceux qui se prétendaient ses mandataires se sont montrés incapables de toute action, pourra préparer le prolétariat à les remplacer, le préparer à accomplir cette grande trouée qui marque le passage d'une forme imparfaite de la société à une forme plus parfaite.

Le cas Mussolini

Aussi me semble-t-il qu'A. T. aurait dû être plus prudent dans l'article qu'il a consacré à Mussolini dans le dernier numéro du *Grido* (1). Il aurait dû distinguer entre ce qui, dans les déclarations du directeur de *l'Avanti !*, venait de l'homme Mussolini, romagnol (on en a parlé aussi), et ce qui venait de Mussolini socialiste *italien*, prendre ce qu'il pouvait y avoir de fondamental dans son attitude et y exercer sa critique, pour l'anéantir ou pour mettre à jour un plan de conciliation entre le formalisme doctrinaire du reste de la direction du parti et le *concrétisme réaliste* du directeur de *l'Avanti !*.

Le mythe de la guerre

Mais c'est dans sa substance que l'article d'A. T. me paraît erroné. Lorsque Mussolini dit à la bourgeoisie italienne : « Allez où *voire* destinée vous appelle », c'est-à-dire : « Si vous considérez qu'il est de *voire* devoir de faire la guerre à l'Autriche, le prolétariat ne sabotera pas votre action », il ne renie nullement son attitude face à la guerre de Libye (1), qui a eu pour résultat ce qu'A. T. nomme « le mythe négatif de la guerre ». Lorsqu'on parle de « votre destinée », on entend ce destin qui, de par la fonction historique de la bourgeoisie, culmine dans la guerre, et celle-ci apparaît donc encore plus intensément après que le prolétariat en eut pris conscience, comme l'antithèse irréductible du destin du prolétariat.

Ce n'est donc pas une embrassade générale que veut Mussolini, pas une fusion de tous les partis dans l'unanimité nationale, car dans ce cas sa position serait anti-socialiste. Ce qu'il voudrait, c'est que le prolétariat prenne clairement conscience de sa force de classe et de son potentiel révolutionnaire, et reconnaisse pour le moment qu'il n'est pas suffisamment mûr pour assumer le timon de l'État (pour faire la [...] * une discipline idéale, pour permettre l'action historique de ces forces que le prolétariat, se sentant incapable de les remplacer, considère comme les plus fortes. Car saboter une machine (et la neutralité absolue n'est ni plus ni moins qu'un sabotage; sabotage qu'accepte du reste avec enthousiasme la classe dirigeante) ne veut certes pas dire que cette machine n'est pas parfaite et ne sert pas à quelque chose.

Et la position mussolinienne n'exclut pas (au contraire, elle le présuppose) que le prolétariat renonce à son attitude antagoniste et puisse, après l'échec ou la démonstration d'impuissance de la classe dirigeante, se débarrasser de celle-ci et s'emparer de la chose publique, si, du moins, j'ai bien interprété ses déclarations un peu confuses et les ai développées comme lui-même l'aurait fait.

Que dira le prolétariat?

Je ne puis imaginer un prolétariat comme un mécanisme qu'on aurait lancé en juillet avec le bouton de la neutralité

* Lacune dans le texte (*N.d.E.*).

absolue et qui, en octobre, ne puisse être arrêté sans se briser.

Il s'agit au contraire d'hommes qui ont démontré, et surtout ces dernières années, qu'ils possédaient une souplesse d'esprit et une fraîcheur de sensibilité que la bourgeoisie amorphe et je-m'en-foutiste est à mille lieues de seulement imaginer. Une masse qui a démontré qu'elle savait fort bien assimiler et vivre les nouvelles valeurs que le Parti socialiste ressuscité a mises en circulation. Ou c'est peut-être que nous nous épouvantons du travail qu'il faudrait accomplir pour lui faire assumer cette nouvelle tâche, qui marquerait peut-être pour lui le commencement de la fin de son statut de pupille de la bourgeoisie?

En tout cas la position commode qu'est la neutralité absolue ne doit pas nous faire oublier la gravité du moment ni nous conduire à nous abandonner, fût-ce un seul instant, à une contemplation trop ingénue et une renonciation bouddhiste à nos droits.

Signé A. Gramsci,

Il Grido del Popolo, 31 octobre 1914.

APRÈS LE CONGRÈS
DU PARTI SOCIALISTE ESPAGNOL (2)

Cosas de España

Nous ne croyons pas que l'Internationale soit vivante uniquement lorsque son *Bureau* fonctionne régulièrement, ni que pour ressusciter il faille qu'elle recommence à signer des déclarations ou à publier des ordres du jour. Pour nous, l'Internationale est un acte de l'esprit, c'est la conscience que les prolétaires ont (quand ils l'ont) de constituer une unité, un faisceau de forces unanimement tourné, fût-ce dans la variété des attitudes nationales, vers un but commun, à savoir la substitution de la civilisation socialiste à celle de la bourgeoisie, la substitution du facteur production au facteur capital dans le dynamisme de l'histoire, l'irruption violente de la classe des prolétaires, jusqu'ici privés d'histoire ou n'ayant d'histoire qu'en puissance dans l'énorme mouvement qui produit la vie de l'univers. Quand cette conscience unitaire manque, il

n'existe pas d'Internationale; et tous les efforts pour la faire renaître sont vains et illusoire alors que, saisis au collet par un conflit qui les contraint à l'action, les prolétaires s'égorge sur les champs de bataille, individus historiques d'une réalité actuelle concrète qui est toutefois le départ nécessaire de la réalité de demain qui pour nous sera plus belle et plus entièrement nôtre.

Mais il faut bien vivre et la vie a besoin d'illusions donnons-nous l'illusion que l'Internationale est vivante même si les socialistes français et anglais, dans leur grande majorité, ne veulent plus en entendre parler, même si les socialistes allemands renient la Conférence de Zimmerwald (1) et ne désavouent pas ceux qui ont parlé de nouvelles annexions et d'empires coloniaux nécessaires au prolétariat germanique. Réfugions-nous dans un coin d'Europe bien tranquille. L'écho nous en parvient à travers une feuille modeste qui, tout humble et provinciale d'aspect qu'elle soit, vibre d'un enthousiasme qui paraît d'une autre époque, tant il est composé et naïf.

Un numéro de El Socialista de Madrid nous fait connaître les résultats du Xe Congrès national du Parti socialiste espagnol (2). C'est le plus important des congrès qui se sont tenus jusqu'ici en Espagne, mais les journaux de la grande presse n'en ont même pas parlé, bien que, par ses résultats, il soit exceptionnellement important pour la vie espagnole, voire internationale, et cela dans un avenir qui peut être assez proche.

Les socialistes espagnols doivent lutter contre des difficultés énormes, contre le mur de granit de traditions séculaires d'apathie et d'absence de tout intérêt politique, contre une décadence économique et un dépeuplement progressif qui remontent à Philippe II, à l'époque où la nation la plus riche du monde, à cause d'un système de lois créées pour protéger l'or, fut transformée peu à peu en cimetière, et privée de toute possibilité d'enfanter un prolétariat moderne et organisé, Donner vie à ce cadavre, renverser toutes les institutions politiques et sociales qui retardent la vie nationale, en faire exploser une vie nouvelle plus riche de promesses et de possibilités, tel est le devoir des camarades espagnols. Et le petit journal nous apporte la nouvelle riche de signification de la fusion du Parti socialiste avec le Parti républicain, fusion qui doit être le prélude d'une action plus énergique contre la monarchie et d'une nouvelle tentative de recréer ce magnifique mouvement de 1909 (3) qui, bien que limité à la Cata

Après le Congrès du Parti socialiste espagnol 69

logne, contraint la Couronne à libérer la nation de quelques-unes des entraves médiévales qui jugulent toute forme de vie libre. Nouvelle d'autant plus riche de signification que le Congrès n'a pas exclu la possibilité d'une grève générale au cas où le gouvernement déciderait - et il semble avoir des velléités en ce sens - d'intervenir au Portugal pour y rétablir l'ordre.

Le Congrès a décidé aussi de se prononcer sur le conflit européen et de prendre clairement position; des déclarations ont été faites où s'exprime une très vive sympathie pour la quadruple alliance, dont la victoire est apparue comme la seule possibilité de rétablir ou de créer des conditions plus favorables au développement du socialisme. Cette attitude est d'autant plus sincère et désintéressée que des actes du Congrès on apprend que dans le sud de la France, et plus particulièrement à Bordeaux, les ouvriers espagnols ont eu pas mal à souffrir au moment où l'on croyait que les sous-marins allemands opérant dans la Manche et dans la mer d'Irlande, se ravitaillaient sur les côtes espagnoles; de violentes bagarres se produisirent alors entre ouvriers français et ouvriers espagnols, et il y eut de nombreux blessés.

Entre autres décisions de moindre importance, on remarquera la décision d'instituer également en Espagne la Semaine rouge, afin d'intensifier le travail de propagande et de recrutement, de faire pression de la manière la plus efficace pour que soit mis fin à l'aventure marocaine qui a déjà soustrait un tel flux de richesse et de jeunesse aux veines épuisées de la nation espagnole et de nommer directeur de l'organe du parti Pablo Iglesias, le camarade qui jouit de la plus grande autorité.

Il ne nous est guère possible d'entrer dans les détails, il nous manque les actes complets du Congrès avec les motivations de chacun et les discussions sur les différents ordres du jour que nous aimerions pourtant beaucoup connaître. Ce qui apparaît clairement, en tout cas, c'est que le Congrès s'est séparé sans vulgarité ni banalité, dans une ambiance d'une tenue morale encourageante. Nous nous sentons comme consolés par ces preuves d'une survivance d'activité purement socialiste en Europe. *Choses d'Espagne*, ricaneront orgueilleusement les petits croquemorts que nous connaissons. Passons. Même les petits mouvements que les grands analystes olympiens et myopes de la politique internationale trouvent négligeables, nous, nous les trouvons grands parce que nous les

reliions avec d'autres que nous sommes seuls à sentir parce que nous les vivons. La conscience de notre force devient Plus grande, plus agissante précisément quand nous sentons plus vivement le lien qui unit ces petits faits d'Espagne ou du Japon ou de France ou des États-Unis ; nous nous sentons molécules agissantes d'un monde en gestation, nous sentons cette marée qui monte lentement mais fatalement, et combien l'infinité des gouttes qui la forment sont fortement unies; nous sentons que dans notre conscience vit vraiment l'Internationale.

Les guerres passent et les réalités nationales s'épuisent dans l'affirmation même de leur victoire. En attendant, un gigantesque polypier humain construit, sûrement, sourdement, mais tenacement, le banc de coraux qui demain explosera à la joie du soleil, même si les pygmées des divers nationalismes croient l'avoir enserré dans leurs mailles à la manière dont les Lilliputiens croyaient tenir Gulliver avec leurs fils d'araignée.

Signé Alfa Gamma, *Il Grido del Popolo*, 13 novembre 1915.

LE « SYLLABUS » ET HEGEL

Dans ce nouvel opuscule *, Mario Missiroli retombe dans les mêmes inepties, les mêmes erreurs qu'on lui avait déjà reprochées clans un de ses précédents travaux, *La monarchia Socialista*, à savoir une conception simpliste, un exposé trop sommaire qui aurait besoin d'être enrichi de faits et documenté pour avoir quelque don de persuasion (1). A la vérité, l'auteur prend les devants en écrivant dans un avertissement préliminaire : « Que le lecteur n'oublie pas que je fais abstraction de tout ce qui n'est pas la pure logique des idées »; mais cette précaution ne diminue en rien sa suffisance. C'est cette logique des idées qu'il utilise pour plier les faits historiques, pour les justifier ou les condamner implicitement, pour tracer des programmes politiques, et tout cela ne peut se faire sans qu'on sente

* *Il Papa in guerra*. Bologne, 1915.

Le « Syllabus » et Hegel 71

la nécessité, en un certain sens, le devoir moral de fonder ses propres élucubrations, Traiter comme problème de culture, abstraitement, une question qui a de profondes racines dans l'histoire et dans les consciences individuelles, c'est pur dilettantisme, byzantinisme, et la vivacité de l'esprit qui peut rendre agréable jusqu'au bavardage le plus vide, ne suffit pas pour justifier cette littérature dans laquelle se sont spécialisés précisément Missiroli et Goffredo Bellonci (1).

Missiroli réduit l'histoire qui se déroule sous nos yeux à un seul problème, le problème religieux, et il soutient la thèse suivante : dans le monde latin une terrible fracture est vécue au niveau des consciences individuelles; la création de l'État laïque qui a sure en opposition à l'autorité ecclésiastique, a jeté l'Europe du Sud dans une crise dont ne peut la sauver qu'une forme sociale plus parfaite à savoir la théocratie, en tant que réalisant une parfaite unité dans la vie entre la pensée et la conscience. Cette unité existe dans le monde germanique. La nation germanique est née d'une crise religieuse, la Réforme protestante, et elle s'est consolidée et transformée grâce au lent travail de la pensée philosophique qui l'a conduite à la création de l'État moderne, dans lequel le citoyen est aussi un croyant, puisque l'idéalisme philosophique, en abolissant tout dualisme, et en plaçant dans la conscience individuelle le facteur de la connaissance et de l'activité créatrice de l'histoire, l'a rendu indépendant de toute autorité, de tout syllabus. Qu'est-il arrivé au contraire en Italie? Le Risorgimento italien a été au contraire un mouvement politique artificiel, sans bases, sans racines dans l'esprit du peuple, parce qu'il n'a pas été précédé par une réforme religieuse; en séparant l'État de l'Église et en en faisant l'antagoniste de l'Église prise comme dépositaire du divin, le libéralisme de Cavour ne commit rien d'autre qu'une grande erreur puisqu'il ne fit que dépouiller l'État de sa valeur absolue. C'est une erreur semblable que commit la démocratie française, puisqu'elle accepta en partie les postulats de l'idéalisme germanique en abolissant violemment le droit divin et la légitimité, mais elle ne réussit pas à dépouiller complètement en elle le vieux dualisme catholique, et elle créa un syllabus maçonnique : la justice absolue supérieure aux contingences historiques et aux forces humaines Perverses, non pas, en somme, création progressive de la volonté, mais divinité assise sur un trône comme le Dieu des catholiques. Voilà pour

quoi, selon Missiroli, dans cette guerre, le pape est en réalité du côté de l'Entente; parce qu'il trouve en elle des conceptions semblables aux siennes, qui ont une source commune (sémitique, diraient les nationalistes) dans la vieille tradition chrétienne; le pape peut se trouver d'accord avec les francs-maçons, mais pas avec les Allemands. Chez les maçons, il existe une possibilité d'absorption, parce qu'ils n'ont rien mis à la place du catholicisme sinon des noms vides; chez les Allemands, au contraire, le pape butte contre la solidité granitique, infrangible, de la conscience de l'identité du divin et de l'humain, de l'idée et de l'acte, de l'esprit et de l'histoire. Hegel a tué toute ossibilité de Syllabus, ce que n'a pas fait Rousseau, et de l'idéalisme germanique ont germé et essaimé toutes les consciences anarchistes qui ont créé le chaos dans la limpide tradition catholique de la latinité.

Il serait un peu trop long et peu conforme au caractère de *Il Grido* de relever et de discuter toutes les erreurs où s'égaré la dialectique facile de Missiroli. Ce qui nous importe ici, c'est de relever seulement ceci : l'unique conclusion à laquelle on peut arriver à partir des prémisses de l'auteur, c'est que le catholicisme est mathématiquement appelé à disparaître. Si cette conclusion est vraie, et si Missiroli la considère comme telle, le développement historique affirmé par Hegel, selon lequel on passe du catholicisme au luthéranisme, de ce dernier au libre examen de l'école de Tübingen, et ensuite à la philosophie pure qui parvient finalement à occuper toute la place qui lui revient dans la conscience humaine, en en chassant le bon vieux dieu qui fait retour au royaume des illusions, pourquoi ce processus devra-t-il se limiter à la seule Allemagne ? Le trouble qui existerait dans les consciences latines ne pourrait-il pas être un stade intermédiaire entre la transcendance catholique et maçonnique et l'immanence idéaliste ? Si cette guerre a vraiment tué une chose, c'est bien la vieille conception de la justice absolue qui s'impose d'elle-même et n'a besoin ni de canons ni de baïonnettes pour triompher. Même si l'Allemagne est vaincue, elle ne le sera pas avant d'avoir imposé à ses adversaires sa conception de l'État, de la justice, de la force ou celle qui s'en rapproche le plus pour maintenir l'équilibre.

Ceux qui sortiront effectivement battus de cette guerre, ce seront le catholicisme et le Syllabus au sens où les entend Missiroli.

Dans cette volonté de s'abstraire de l'histoire, dans

Le « Syllabus » et Hegel 73

cette volonté de conserver sa propre pensée au-dessus des faits, des courants sociaux qui brassent et rénovent continuellement la société, Missiroli croit voir une preuve de force, d'austérité morale admirable et de supériorité intellectuelle. C'est en réalité la faiblesse profonde de la Papauté. Alors que tout se rénove et renaît, la Papauté tranche un par un les liens au réel qui

pourraient encore en faire une force active dans l'histoire. Missiroli ne voit que deux religions : le transcendantisme catholique et l'immanentisme idéaliste qui vient de la Réforme. En réalité, tout homme a, en quelque manière, une religion, une foi qui remplit sa vie et la rend digne d'être vécue.

Ce n'est pas en vain qu'Hegel a vécu et écrit. De même u'on ne nie ni ne dépasse le catholicisme en l'ignorant, de même on ne dépasse pas plus qu'on ne nie l'idéalisme en l'ignorant, ou en le traitant comme une simple question de culture.

Les questions de culture ne sont pas un simple jeu d'idées qu'on pourrait résoudre en faisant abstraction de la réalité. La fonction d'annotateur des encycliques papales, en ce moment d'inconscience et de grandes rêveries politico-religieuses, peut donner de superbes satisfactions intellectuelles par le sentiment qu'on en tire de son propre isolement, de sa propre capacité de pénétrer un problème que les autres ne sentent pas et n'entrevoient même pas, mais tout cela nous fait une belle jambe. On croit trouver une issue dans un élégant dilettantisme philosophique qui n'est pas moins lourd de conséquences ni plus sérieux que l'ignorance et l'incompréhension. Missiroli a été puni par où il a péché : son livre est devenu pour certains une preuve que l'activité catholique et la Papauté retrouvent une nouvelle vogue; alors que si quelqu'un retrouve une nouvelle vogue, c'est Mario Missiroli tout seul, le vrai pape de son catholicisme, le maître infallible d'un credo qui ne pourra jamais avoir de croyants puisqu'il est devenu désormais étranger à l'histoire, jeu de patience d'un esprit astucieux, certes, mais non moins confusionniste pour autant, amplificateur d'aphorismes et d'affirmations que l'histoire a dépassés. Dans la lutte entre le Syllabus et Hegel, c'est Hegel qui a vaincu, parce que Hegel, c'est la vie de la pensée qui ne connaît pas de limites et qui se pose elle-même comme quelque chose de transitoire, de dépassable, quelque chose qui se renouvelle sans cesse comme l'histoire et suivant l'histoire, et que le Syllabus, c'est

la barrière, c'est la mort de la vie intérieure, c'est un problème de culture, non pas un fait historique.

Signé Alfa Gamma,
Il Grido del Popolo, 15 janvier 1916.

SOCIALISME ET CULTURE

Il y a quelque temps, nous est tombé sous les yeux un article dans lequel Enrico Leone (1) répétait, dans ce style contourné et nébuleux qui est trop souvent le sien, quelques lieux communs sur les rapports de la culture et de l'intellectualisme avec le prolétariat, et leur opposait la pratique, le fait historique, grâce auxquels cette classe est en train de bâtir son avenir de ses propres mains. Nous ne croyons pas inutile de revenir sur ce sujet, pourtant déjà traité dans Il Grido, et tout spécialement développé, sous une forme plus doctrinale dans l'Avanguardia des jeunes, à l'occasion de la polémique qui a opposé Bordiga, de Naples, à notre camarade Tasca (2).

Commençons par citer deux textes : le premier est d'un romantique allemand, Novalis, qui vécut de 1772 à 1801; voici ce qu'il dit : « Le problème suprême de la culture est d'arriver à dominer son moi transcendantal, d'être aussi le moi de son propre moi, c'est pourquoi il est peu surprenant que l'on manque de l'intuition et de la compréhension complète d'autrui. Sans une parfaite compréhension de nous-même, nous ne pouvons vraiment connaître autrui.»

L'autre texte, dont voici le résumé, est de G. B. Vico (3). Vico, dans le « Premier corollaire à propos de l'expression par caractères poétiques des premières nations», donne, dans La Scienza Nuova, une interprétation politique de ce fameux dicton de Solon : Connais-loi loi-même que Socrate avait fait sien en l'adaptant à la philosophie. Vico soutient que, par cette maxime, Solon entendait exhorter les plébéiens, qui se croyaient d'origine bestiale alors qu'ils croyaient les nobles de divine origine, à réfléchir sur eux-mêmes, à se reconnaître de commune nature humaine avec les nobles, et à prétendre, en conséquence,

Socialisme et culture 75

être faits leurs égaux en droit civil. Vico reconnaît ensuite dans cette conscience de l'égalité humaine entre plébéiens et nobles, la base et la raison historique de la naissance des républiques démocratiques de l'Antiquité.

Ce n'est pas au hasard que nous avons ainsi rapproché ces deux passages. Il nous semble qu'ils suggèrent, bien que sans entrer dans des détails précis et explicites, les limites et les principes qui doivent servir de base à une juste compréhension du concept de culture, même dans une perspective socialiste.

Il faut perdre l'habitude et cesser de concevoir la culture comme un savoir encyclopédique vis-à-vis duquel l'homme fait seulement figure de récipient à remplir et bourrer de données empiriques, de faits bruts et isolés, qu'il devra ensuite classer soigneusement dans son cerveau comme dans les colonnes d'un dictionnaire, afin d'être en mesure, en toutes occasions, de répondre aux diverses sollicitations du monde extérieur. Une telle forme de culture est véritablement néfaste; en particulier pour le prolétariat. Elle ne sert qu'à créer des déclassés, des gens qui se croient supérieurs au reste de l'humanité, parce qu'ils ont accumulé dans leur mémoire une certaine quantité de faits et de dates, qu'ils dévident à la moindre occasion, comme pour en faire une barrière entre eux et les autres. Elle sert à créer cette espèce d'intellectualisme poussif et incolore que Romain Rolland a si bien fustigé jusqu'au sang, et qui a engendré une pléthore de présomptueux et d'illuminés, plus nocifs à la vie sociale que ne le sont à la beauté du corps et à la santé physique les microbes de la tuberculose ou de la syphilis. Le malheureux étudiant qui sait un peu de latin et d'histoire, l'avocaillon qui est parvenu à arracher un lambeau de diplôme à la nonchalance et au laxisme des professeurs, se croiront différents, et s'estimeront supérieurs au meilleur ouvrier spécialisé qui pourtant affronte dans la vie une tâche bien précise et indispensable, et qui vaut, dans son domaine d'activité, cent fois plus que ces deux autres ne valent dans le leur. Mais ceci n'est pas de la culture, c'est de la pédanterie, ce n'est pas de l'intelligence, c'est de l'intellectualisme, et on a bien raison de réagir en s'y opposant.

La culture est une chose bien différente. Elle est organisation, discipline du véritable moi intérieur; elle est prise de possession de sa propre personnalité, elle est conquête d'une conscience supérieure grâce à laquelle chacun réussit à comprendre sa propre valeur historique,

sa propre fonction dans la vie, ses propres droits et ses propres devoirs... Mais tout ceci ne peut advenir par évolution spontanée, par actions et réactions indépendantes de notre volonté, comme il advient dans le règne animal ou dans le règne végétal où chaque individu se sélectionne et spécifie ses propres organes inconsciemment, conformément à l'ordre fatal des choses. L'homme est surtout esprit, c'est-à-dire création historique, et non nature. Autrement, on n'expliquerait pas pourquoi, puisqu'il a toujours existé des exploités et des exploités, des créateurs de richesse et des consommateurs égoïstes de cette richesse, on n'a pas encore réalisé le socialisme.

Le fait est que ce n'est que par degrés, par strates, que l'humanité a acquis la conscience de sa propre valeur et a conquis son droit à vivre indépendamment des hiérarchies et privilèges des minorités qui s'étaient affirmées historiquement au cours des périodes précédentes. Et une telle conscience s'est formée, non sous l'aiguillon brutal des nécessités physiologiques, mais grâce à la réflexion intelligente, réflexion de quelques-uns d'abord, puis de toute une classe, sur les causes de certains faits, et, sur les meilleurs moyens à adopter pour les transformer, d'occasions d'asservissement, en étendards de rébellion et de rénovation sociale. Cela veut dire que toute révolution a été précédée d'une intense activité de critique, de pénétration culturelle, d'imprégnation d'idées, s'exerçant sur des agrégats d'hommes, au départ réfractaires, et uniquement préoccupés de résoudre, jour après jour, heure par heure, pour leur propre compte, leur problème économique et politique, sans lien de solidarité avec tous ceux qui partageaient leur condition. Le dernier exemple, le plus proche de nous, et par conséquent le moins différent de notre cas, est celui de la Révolution française. La période culturelle antérieure, dite période de la « philosophie des lumières », si décriée par les critiques superficiels de la raison théorique, ne fut pas du tout, ou du moins ne se limita pas à être, ce papillonnement de beaux esprits encyclopédiques qui discouraient de tout et de tous avec une égale imperturbabilité, et croyaient n'être hommes de leur temps qu'après avoir lu la grande *Encyclopédie* de d'Alembert. et de Diderot. En somme, ce ne fut pas seulement un phénomène d'intellectualisme pédant et aride, pareil à celui que nous avons sous les yeux, et qui trouve son déploiement maximum dans les *Universités* populaires de dernier ordre. En soi, ce fut une magnifique

révolution par laquelle, comme le remarque pertinemment De Sanctis dans son *Histoire de la littérature italienne* (1), se forma dans toute l'Europe une sorte de conscience unitaire, une internationale spirituelle bourgeoise, sensible en chacun de ses éléments aux douleurs et aux malheurs communs, et qui constituait la meilleure des préparations à la révolte sanglante qui se réalisa ensuite en France.

En Italie, en France, en Allemagne, on discutait des mêmes choses, des mêmes institutions, des mêmes principes. Chaque nouvelle comédie de Voltaire, chaque nouveau *pamphlet* * *était* une sorte d'étincelle qui courait sur les fils déjà tendus d'État à État, de région à région, et trouvait partout, et au même moment, les mêmes partisans et les mêmes opposants. Les baïonnettes des armées de Napoléon trouvaient la voie déjà aplanie par une armée invisible de livres, d'opuscules, qui avaient essaimé depuis Paris dès la première moitié du XVIIIe siècle et avaient préparé les hommes et les institutions à la rénovation nécessaire. Plus tard, quand les événements de France eurent trempé les consciences, il suffisait d'un mouvement populaire à Paris pour en susciter de semblables à Milan, à Vienne et dans les villes les plus petites. Tout ceci semble naturel, spontané, à ceux qui jugent superficiellement, et serait cependant incompréhensible, si l'on ignorait les facteurs culturels qui contribuèrent à créer ces états d'âme prêts à s'enflammer pour ce qui passait pour la cause commune.

Aujourd'hui, le même phénomène se répète à propos du socialisme. C'est à travers la critique de la civilisation capitaliste que s'est formée ou qu'est en train de se former la conscience unitaire du prolétariat; et *critique* signifie bien culture et non évolution spontanée et naturelle. *Critique* signifie justement cette conscience du moi que Novalis assignait comme fin à la culture. Un moi qui s'oppose aux autres, qui se différencie, et qui, s'étant fixé un but, juge des faits et des événements, non seulement par rapport à lui-même et pour son propre compte, mais aussi en tant que valeur de progrès ou de réaction. Se connaître soi-même signifie être maître de soi, se différencier, se dégager du chaos, être un élément d'ordre, mais un élément de son ordre propre et de sa propre discipline à l'égard d'un idéal. Et tout ceci ne peut s'obtenir sans connaître aussi les autres, leur histoire, la succession

* En français dans le texte (N.d.T.).

des efforts qu'ils ont faits pour être ce qu'ils sont, pour créer la civilisation qu'ils ont Créée, et à laquelle nous voulons substituer la nôtre. Cela veut dire qu'il faut avoir des notions de ce que sont la nature et ses lois pour connaître les lois qui gouvernent l'esprit. Et qu'il faut tout apprendre, sans perdre de vue que le but ultime est de se mieux connaître soi-même à travers les autres, et de mieux connaître les autres à travers soi-même.

S'il est vrai que l'histoire universelle est la chaîne des efforts que l'homme a faits pour se libérer tant des privilèges que des préjugés et des idolâtries, on ne comprend pas pourquoi le prolétariat, qui veut ajouter un nouveau maillon à cette chaîne, ne devrait pas apprendre comment, pourquoi, et par qui il a été précédé, et savoir tout le profit qu'il peut tirer de cette connaissance.

Signé Alfa Gamma,
Il Grido del Popolo, 29 janvier 1916.

LE MIDI ET LA GUERRE

Il ne semble pas que la quatrième guerre du *Risorgimento* italien (1) doive avoir pour les régions méridionales des conséquences différentes de celles qu'ont eues les trois guerres précédentes. A. Labriola (2) l'a fait remarquer à la Chambre lors de la discussion sur la politique économique du cabinet Salandra, mais l'agence de presse Stefani n'a transmis qu'un résumé vague et décoloré des paroles qu'il a prononcées.

Déjà en 1911, dans une publication semi-officielle, patronnée par l'Académie des *Lincci* (3), Francesco Coletti, un économiste sérieux et peu enclin au paradoxe, avait fait remarquer que l'unification des régions italiennes sous un même régime centralisateur, avait eu pour le Sud des conséquences désastreuses, et que l'aveuglement des gouvernants, oublieux du programme économique de Cavour, avait exacerbé l'état de choses qui se trouvait à l'origine de la vénérable et désormais chronique *question méridionale*.

La nouvelle Italie avait trouvé les deux tronçons de

Le Midi et la guerre 79

la péninsule, celui du sud et celui du nord, qui se réunissaient après plus de mille ans, dans des conditions absolument antithétiques. L'invasion lombarde avait définitivement brisé l'unité créée par Rome, et, dans le Nord, les communes avaient donné une impulsion particulière à

l'histoire, tandis que dans le Sud, l'administration des Souabes, des Angevins, des Espagnols et des Bourbons, en avait donné une autre. D'un côté, la tradition d'une relative autonomie avait créé une bourgeoisie audacieuse et pleine d'initiative, et il existait une organisation économique semblable à celle des autres États d'Europe, propice au développement ultérieur du capitalisme et de l'industrie. De l'autre côté, les patriarcales administrations de l'Espagne et des Bourbons n'avaient rien créé : la bourgeoisie n'existait pas, l'agriculture était primitive et ne suffisait même pas à satisfaire le marché local; pas de routes, pas de ports, et aucune utilisation des rares ressources en eau que la région devait à sa configuration géologique particulière.

L'unification mit en contact étroit les deux parties de la péninsule. La centralisation brutale mêla leurs besoins et leurs contraintes, et la conséquence fut que tout l'argent liquide du Sud émigra vers le Nord, à la recherche d'une rentabilité plus grande et plus immédiate dans l'industrie, et que les hommes émigrèrent à l'étranger, à la recherche de ce travail qui commençait à manquer chez eux. Le protectionnisme industriel faisait monter le coût de la vie pour le paysan calabrais sans que le protectionnisme agraire (inutile pour lui qui arrivait tout juste à produire, et encore pas toujours, le peu qui était nécessaire à sa consommation), réussit à rétablir l'équilibre. La politique étrangère de ces trente dernières années réduisit presque à néant les effets bénéfiques de l'émigration. Les guerres d'Érythrée, celle de Libye, conduisirent à l'émission d'emprunts intérieurs qui absorbèrent l'épargne des émigrants. Il est souvent question du manque d'initiative des gens du Midi. C'est une accusation injuste. La vérité, c'est que le capital se tourne toujours vers les formes de placement les plus sûres et les plus rentables, et que le gouvernement a offert avec trop d'insistance la solution des bons quinquennaux. Là où une usine existait déjà, elle a continué à se développer, grâce à l'épargne; mais partout où le capitalisme, sous toutes ses formes, est incertain et aléatoire, l'épargne, accumulée à force de travail et grappillée à coups de privations, manque de confiance

et va s'investir là où elle trouve aussitôt un profit tangible. C'est ainsi que le *latifondo* qui a tendu, à un moment donné, à se morceler spontanément entre les mains des « Américains » rentrés au pays avec quelque argent, restera longtemps encore la plaie de l'économie italienne, alors que les entreprises industrielles du Nord trouvent dans la guerre une série de profits colossaux et que tout le potentiel productif national, tourné vers les industries de guerre, se concentre toujours davantage dans le Piémont, en Lombardie, en Émilie, en Ligurie, ce qui entraîne l'alanguissement du peu de vie qui existait dans les régions du Sud.

Labriola est le seul à avoir soulevé à la Chambre cet effrayant problème. Salandra (1) lui a répondu par de vagues promesses :

a Le pays est en train de s'adapter, certes à travers des souffrances et des difficultés, à ce que l'on appelle une économie de guerre. Des conséquences graves et néfastes ne manqueront pas d'en découler. M. Labriola a fait allusion au déplacement territorial de la richesse qui provient de ce que toute une partie de notre pays, par ses conditions naturelles et par ses précédents historiques, est préparée à l'exercice de l'activité industrielle, tandis que l'autre partie ne l'est pas. Il a eu raison, comme il a eu raison de signaler (et je souscris à ce qu'il a dit là), qu'il faudra qu'on envisage de compenser la chose par une vaste politique agraire qui mette à égalité, dans la mesure du possible, les régions les moins favorisées et celles qui, certes, subissent des dommages du fait de la guerre, mais en tirent aussi d'incalculables avantages.»

Les promesses de M. Salandra seront oubliées, comme toutes celles qui furent faites par le passé. Et parler d'une *politique agraire* ne peut que justifier le plus radical scepticisme. Le Midi n'a besoin ni de lois spéciales, ni de traitements spéciaux. Il a besoin d'une politique générale qui soit, à l'intérieur comme à l'extérieur, inspirée par les besoins généraux du pays et non par le particularisme des tendances politiques ou régionales. Il ne suffit pas de construire une route ou un barrage dans la montagne pour compenser les dommages que certaines régions ont subis à cause de la guerre. Il faut avant tout que les traités commerciaux à venir ne ferment pas les marchés aux produits de ces régions. Et, de ce point de vue, tous les projets de programmes de guerre économique aux Empires centraux ne sont guère rassurants. Il ne faut pas que ce soit, comme d'habitude, les pots de terre qui se brisent contre les pots de fer, à bord de ce navire pris dans la

Contre le féodalisme économique 81

tempête, qui les agite follement. Il faut empêcher que la guerre menée au nom d'une prétendue liberté politique, ait pour conséquence la tyrannie économique qui étiole les forces productives, et que, sous prétexte de punir une Allemagne trop forte et trop bien organisée

industriellement pour redouter les coups du sort, on aille au contraire frapper cette partie de l'Italie, qu'en paroles on dit toujours vouloir affranchir et tirer de la misère.

Signé A.G., *Il Grido del Popolo*, 1er avril 1916.

CONTRE LE FÉODALISME ÉCONOMIQUE (1)

A propos de protectionnisme et d'antiprotectionnisme, aujourd'hui nous voulons reproduire ici un article honnête et sérieux de Luigi Einaudi (2), qui a eu le mérite de mettre dans tous ses états ce terrible ennemi du socialisme et de l'Allemagne qu'est le professeur Colajanni (3).

Celui-ci a écrit qu'avec son article Luigi Einaudi s'est placé au même niveau que les socialistes (4); et cela parce que le professeur de sciences économiques est resté, malgré la guerre et la mode antigermanique, antiprotectionniste et qu'il continue à dénoncer le vieux truc misérable de ce groupe qui, par la guerre économique, voudrait gagner rapidement des fortunes énormes sans prendre de peine et sans rien risquer pour améliorer la technique de ses industries.

Cet article d'Einaudi, publié dans la *Riforma sociale* de juillet 1916, sert de présentation à trois études de problèmes économiques, parues en Angleterre et qu'en raison de leur importance et pour les enseignements que peuvent en tirer les socialistes et les prolétaires, nous résumerons et commenterons dans les prochains numéros.

Sans signature, *Il Grido del Popolo*, 5 août 1916. «Contre le féodalisme économique».

Que l'Angleterre - État qui administre 420 millions d'habitants sur la surface du monde entier -soit devenue l'énorme dépôt de richesse qu'elle est actuellement, en régime de libre-échange, a toujours été une épine dans l'œil des partisans analphabètes de la section du protec

tionnisme italien. C'est donc avec une joie ineffable que les journaux italiens, inféodés aux diverses catégories de producteurs qui aspirent au râtelier de la protection de l'État, rendent compte à grand fracas de toutes les manifestations de ce courant qui en Angleterre, poussé par la haine des Allemands, voudrait bouleverser l'économie traditionnelle du pays. Mais le dernier mot n'a pas encore été dit, et malgré le grand bruit fait depuis quelque temps par les protectionnistes anglais, il n'est pas dit qu'on aboutisse *ipso facto* à un nouveau code douanier.

La *Riforma sociale* de juillet dernier reproduit le mémorandum dans lequel la « Chambre de commerce de Manchester » fait connaître son point de vue (1), et la politique qu'elle se propose d'adopter sur les questions ayant trait au commerce anglais après la guerre. Manchester, dont le simple nom fait naître dans notre esprit l'image d'un creuset gigantesque dont s'écoulent des fleuves de produits textiles, qui ont rendu fameux dans le monde entier les tissus anglais, Manchester a été le berceau du libre-échange. De ses écoles industrielles, de ses usines laborieuses sont issus beaucoup de ces hommes qui, sans battage doctrinaire, mais par un instinct sûr, né de la pratique des affaires, ont toujours soutenu, de leur siège au Parlement ou de la tribune des réunions électorales, que c'est dans la liberté, dans le jeu spontané des forces économiques concurrentielles que se trouve la source la plus sûre de la richesse nationale. Ce mémorandum est le dernier épisode d'une lutte centenaire qui se déroule en Angleterre entre conservateurs et démocrates, et parce qu'il a été élaboré par des industriels qui ont subi le heurt terrible de la concurrence allemande, il a une valeur immense. Se peut-il que ces industriels ne connaissent pas leurs problèmes lorsqu'ils s'opposent à l'intrusion de l'État pour régler leurs affaires, exposés aux embûches de leurs adversaires allemands? Personne assurément ne peut le soutenir. Le fait est qu'ils sont certains que leur industrie, étant le produit d'énergies naturelles, d'intelligence toujours à la recherche de meilleures techniques, n'est exposée aux embûches de personne. Ils sentent que la haine créée par les luttes politiques, par l'exaspération des différents nationalismes est une trop mauvaise conseillère pour l'économie, et ils déplorent que cet élément perturbateur s'insinue dans l'organisme industriel sain et vigoureux de leur pays.

Les protectionnistes anglais tendent : 1. à imposer une barrière douanière à l'importation; 2. à imposer la surveillance

*Contre le féodalisme économique*⁸³

lance et la direction des conditions de concurrence de l'Allemagne et de l'Autriche dans le Royaume et dans l'Empire britannique.

Pour le premier point la chambre de commerce de Manchester se préoccupe des conditions qui seront faites à l'importation des matières premières et aux articles à moitié ouvragés, dont le

bas prix actuel permet à de nombreuses industries de se développer, et elle se préoccupe surtout de la facilité avec laquelle en régime protectionniste tendent à naître des industries artificielles, qui vivent aux frais de la communauté. On envisage, et il ne s'agit pas d'une prophétie, que le seul changement de régime de la liberté au protectionnisme soulèvera tant d'obstacles et de difficultés, qu'il sera nécessaire de recourir à de continuel rajustements et à chercher toujours de nouveaux équilibres et qu'en dernière analyse la première victime de la guerre économique sera le peuple anglais lui-même.

La chambre de commerce de Manchester propose au contraire une série de mesures qui ne sont vexatoires pour personne et qui serviront seulement à mettre tous les concurrents sur un pied d'égalité. Elle fait état de nombreux points faibles dans la préparation professionnelle en Angleterre, et dans la production elle-même, qui n'a pas progressé autant que celle de l'Allemagne, et a par suite souffert de la concurrence. Elle soutient que le succès allemand est dû simplement à l'activité infatigable de ce peuple, et surtout à la patiente application des recherches et des méthodes scientifiques au travail. Il est donc nécessaire, non pas d'obtenir l'aide du gouvernement pour pallier l'insuffisance de la technique industrielle, mais de prendre l'Allemagne comme exemple et comme aiguillon, pour l'améliorer. L'initiative et la force de propulsion doivent venir de l'activité industrielle, l'industrie et le commerce doivent être l'objet de l'entreprise privée, et non du gouvernement.

Ainsi raisonnent ces industriels anglais, sont énergiques et forts et refusent l'aumône de l'État comme ils refusent la ruine des consommateurs. D'autre part le prolétariat anglais qui, dans la dernière campagne électorale, s'est battu avec autant d'acharnement pour son pain quotidien à bon marché, saura encore une fois riposter aux visées cannibalesques de ses nationalistes.

Signé Argiropulos,
Il Grido del Popolo, 12 août 1916.

CONTRE LE FÉODALISME ÉCONOMIQUE
POURQUOI LE LIBRE-ÉCHANGE
N'EST PAS POPULAIRE

Il manque une littérature socialiste qui examine et explique dans tous ses détails, toutes ses conséquences et toutes ses connexions le problème du libre-échange. Et celui-ci s'impose immédiatement à l'attention du prolétariat. La lutte pour la liberté du pain, pour la liberté de consommation dans son ensemble, ne peut plus attendre. Les nationalistes selon leurs visées d'hégémonie, les trafiquants de la disette, selon les visées de leurs intérêts particuliers, travaillent sans répit. On veut au prix du sacrifice et des privations des masses populaires italiennes, ériger la barrière qui servirait demain à enserrer le peuple allemand pour l'exténuer, pour l'arracher de la surface du monde. Il faut donc que le prolétariat se tienne sur ses gardes, qu'il soit prêt à rendre les coups, et pour cela il est nécessaire qu'il ait une conscience claire et nette de la question, pour que son action ait toute sa portée, pour que sa nécessaire intervention soit plus résolue. C'est pour cela que nous avons publié un article de Luigi Einaudi et qu'aujourd'hui nous publions la première partie d'un discours de Lorenzo Michelangelo Billia (1). Aucun des deux n'est socialiste, mais ce sont des chercheurs passionnés (au moins de ce problème). Ils croient que le libre-échange n'est pas seulement un problème économique, mais aussi un problème moral. Et sous cet angle leur parole acquiert une signification universelle qui dépasse les limites de classe. Billia a tenu son discours à l'Académie des sciences de Dijon en 1912, à l'occasion précisément d'une réunion en faveur du libre-échange. Nos lecteurs pourront tirer de la lecture attentive et réfléchie de ce qu'il dit, ce qu'il y a d'utile dans toute conquête de la vérité, quelle que soit la bouche qui l'énonce. Le *Grido* entend faire connaître exactement les données du problème, qui est compliqué et qui demande une attention soutenue. Et pour œuvrer avec profit il faut réfléchir et méditer beaucoup.

Sans signature,

Il Grido del Popolo, 19 août 1916.

Contre le féodalisme économique 85

CONTRE LE FÉODALISME ÉCONOMIQUE
VOIX DU GRENIER

Il y a quelques années Giolitti eut l'occasion de prononcer une de ces phrases qui, précisément parce qu'elles sont vides de tout contenu, ont en Italie un très grand succès : « Les socialistes ont remis Karl Marx au grenier (1). » Les socialistes donnèrent une réponse foudroyante à l'ânerie qui se voulait spirituelle du député de Dronero : ils tranchèrent les

branches mortes qui affaiblissaient leur robuste organisme, et en juin 1914 adoptèrent une attitude qui restera une pierre milliaire dans l'histoire de la lutte du prolétariat italien.

Si l'on avait vraiment remisé quelqu'un au grenier, c'était dans le Parti libéral. Et ce quelqu'un n'était pas le dernier venu, mais Camillo Cavour, du nom duquel les Luzzati (2), Giolitti et Salandra continuaient à se gargariser. Le grand Parti libéral, à force d'être grand et d'accueillir sous ses grandes ailes toutes les idées et toutes les tendances, a fini par n'avoir plus aucune idée et ne plus représenter aucune tendance. Quel programme économique et politique, cohérent, ayant un but précis, ont-ils développé en cinquante ans les successeurs de Cavour? Et pourtant Cavour avait laissé un riche héritage d'idées et d'action. Mais ses héritiers préférèrent toute une politique équivoque de transformisme, de réaction, d'allégeance aux cliques d'affaires véreuses, de cocagne régionaliste, qui vont des scandales bancaires aux désastres abyssiniens [il *manque quelques mois*] de 1898, à l'entreprise libyenne [*trois lignes censurées*] Cavour avait vu clairement que dans la nouvelle Italie issue des guerres du « Risorgimento », le problème le plus urgent du gouvernement était de guérir les plaies internes, de créer un organisme économique national robuste. Et il voyait dans le libre-échange la méthode la plus efficace pour susciter les énergies, pour donner à tout le pays les possibilités de se développer naturellement, sans que les privilèges octroyés au Nord puissent appauvrir le Midi, ou vice versa. Mais les Giolitti, les Luzzati et les Salandra ont préféré remiser Cavour au grenier. Sans pour autant faire taire sa voix, qui a trouvé dans le prolétariat à se faire encore

entendre dans ce qu'il y a de vital, à quoi s'ajoute ce que Cavour ne voulait pas et qu'il cherchait à éloigner. Voici donc quelques pensées du grand homme d'État sur le protectionnisme.

Sans signature,
Il Grido del Popolo, 16 septembre 1916.

ÉVOCATION DES HISTOIRES

DES FILATURES DE COTON ET DE LEURS VICISSITUDES

Mazzonis, Poma, Hofmann, Leumann, Wild, etc. (1)... Ces noms retombent sous nos yeux. Dix ans sont passés. Les organisations ouvrières se sont faites plus robustes, la conscience de classe a transformé le prolétariat. L'ouvrier n'est plus un simple grain de poussière dans le chaos de la société capitaliste; il est le guerrier qui défend une idée, il est le croisé qui s'en va à la conquête d'une Terre promise et sait ce qu'il veut; et il a serré ses rangs, et imposé la reconnaissance de sa propre valeur, et il monte désormais à l'assaut, bien discipliné, bien équipé, décidé à briser toute résistance, décidé à imposer sa volonté. Sa douleur, sa souffrance, est devenue conscience claire d'un droit, elle est devenue un élément de combativité alors qu'il y a peu de temps encore, elle était source d'humilité et de résignation. La grève des ouvrières des filatures de coton le démontre et l'affirme. Dix ans de travail ont produit ces résultats. C'est vrai : Mazzonis, Poma, Hofmann, Leumann, Wild... ces noms retombent sous nos yeux, mais comme leur signification a changé! la conscience patronale aussi a changé. La forteresse médiévale a été en grande partie démantelée par les coups persévérants de l'organisation, le fossé a été comblé, le trône du seigneur féodal s'en est allé pourrir sur le tas d'ordures, et il y a maintenant deux forces en face l'une de l'autre : le capital et le travail, et ce dernier a autant de noblesse, si ce n'est davantage, que l'autre, et ce dernier ne s'humilie plus devant l'autre, mais il est son égal, et son regard n'a rien de servile, mais il a la force de faire baisser les yeux à ces

Évocation des histoires des filatures de coton 87

oiseaux de proie qui lui rongent le foie, qui se nourrissent de son sang vermeil, de son énergie vitale.

L'année 1906 marque la date du réveil des travailleurs du coton. Une fois de plus, le sang a cimenté l'édifice nouveau sur le point de se construire. La grève générale démontre concrètement que chaque catégorie de travailleurs peut et doit trouver dans la classe ouvrière tout entière la

solidarité nécessaire à la victoire. Rappelons les faits. Redonnons des forces à notre conscience en évoquant des souvenirs, en plongeant notre esprit dans le flot de *notre* tradition, de *notre* histoire.

L'organisation ouvrière en est encore à la période critique de la croissance : elle n'est pas reconnue par les patrons. Ces derniers cherchent à la tuer au moment même de sa naissance, en n'en tenant pas compte. Ils veulent conserver intact leur patrimoine de privilèges. Ils sentent à quel point celui-ci repose sur des bases peu solides, et comment le premier gravat qui viendrait à s'en détacher pour s'enfoncer dans l'abîme de l'oubli, serait suivi par d'autres, au risque de faire écrouler tout l'édifice. C'est pourquoi leur résistance est acharnée. Dans la première semaine de janvier 1906, une grève éclate aux établissements Hofmann (dans l'atelier des tisseuses). Une délégation d'ouvriers, dirigée par le camarade Francesco Barberis (1), se présente devant les patrons. On refuse de recevoir Barberis : les ouvriers n'ont, dit-on, qu'à reprendre le travail sans plus attendre : les patrons se réservent le droit de réembaucher ou non les ouvriers, comme ils en jugeront. La grève est étouffée.

A une ouvrière de la filature de Druent (la femme du camarade Pietro Vietti), qui demande un certificat de travail, le directeur répond : « Tu y as droit, mais je ne te le donnerai pas, et je te le refuserais de la même façon même si c'était ton homme, qui est socialiste, qui me le demandait, même si c'étaient les gendarmes. *Pour mériter un certificat de bons services, tu manques de celle soumission que les ouvriers doivent aux patrons.*»

Au début du mois de mars, à l'usine de coton Poma, les ouvrières de l'atelier de dévidage sont avisées que, dorénavant, chacune devra faire fonctionner 50 machines. Les ouvrières font de justes objections. Poma fait alors un test de sélection et licencie toutes celles qui déclarent ne pas pouvoir faire fonctionner au moins 25 dévidoirs.

Pendant ce temps, on essaie de renforcer l'organisation pour être en mesure de répondre dignement aux provo

cations patronales. Et la propagande, dans le journal et au cours de meetings, s'intensifie. Le 28 mars, Luigi Mainardi, secrétaire de la section turinoise de la Confédération nationale des industries textiles, fait une conférence qui a pour thème : « La mission de l'organisation du textile. »

Les patrons prennent des mesures. Pendant la première quinzaine d'avril, les industriels du textile de Turin et des alentours : Wild, Mazzonis, Leumann, Hofmann, licencient et jettent sur le pavé les ouvrières qui avaient fait partie des comités de grève. L'industrie textile avait déjà commencé à connaître un développement extraordinaire : de nouvelles usines surgissaient; celles qui existaient déjà accroissaient leur production. Et, au milieu de cette activité foisonnante, les capitalistes entourent leurs intérêts d'un épais réseau de barbelés : la vie de leurs salariés est un véritable enfer : salaires, conditions de travail, horaires sont scandaleux; les directeurs et les chefs d'atelier sont des gardes-chiourme et des lèche-bottes; la moindre défaillance est suivie d'une amende. Et malheur à qui se plaint, à qui grommelle, même à mi-voix : le licenciement arrive, rapide comme l'éclair. La firme Mazzonis est la plus féroce quant aux représailles et aux abus de pouvoir. Elle s'est rendue tristement célèbre dans la masse ouvrière. En 1904, une grève de ses salariées a mis en lumière à quelle odieuse et infâme exploitation les femmes étaient soumises dans ses usines. Les statistiques publiées alors font frémir. Les salaires dépassent difficilement 1 lire 20 par jour, et cette paie misérable est de plus continuellement menacée par les amendes, les retenues, les licenciements arbitraires. L'annuaire statistique de l'Office d'hygiène donne les chiffres suivants, établis sur mille morts par tuberculose pulmonaire :

ANNÉE	FEMMES AISÉES	MODISTES ET COUTURIÈRES	FILEUSES ET TISSEUSES
1899	57,27	390,95	342,07
1900	47,62	246,45	410,26
1901	35,09	266,36	250,72
1902	52,17	304,76	357,10
1903	50,91	253,97	484,85

Cela veut dire qu'en 1903, sur 1000 morts par phtisie pulmonaire, 484, presque la moitié, étaient des fileuses et des tisseuses. Le développement capitaliste de l'indus

trie textile avait exigé un terrible holocauste de vies de prolétaires.

La firme Poma rivalisait avec la firme Mazzonis. Le nom de la *Grande Baraque* était devenu synonyme de bague, Dans une chanson socialiste en dialecte le nom de la *Grande Baraque* revenait, et revient toujours, dans le refrain *; et il s'est douloureusement ancré dans la mémoire du prolétariat de Turin.

Vers le 15 avril, la firme Mazzonis licencie sans motif valable 25 camarades, celles que leur activité mettait le plus en vue, après leur avoir donné huit jours de préavis. L'Association des industries textiles envoie à la presse socialiste un communiqué qui est à la fois un cri de douleur et une énergique protestation. L'agitation s'intensifie. Du reste, en cette année 1906, l'ensemble du monde prolétaire socialiste turinois est en effervescence. La situation s'est peu à peu envenimée à travers une série d'agitations. Il y a eu la grève des métallurgistes, il y a eu les élections administratives et la victoire d'une minorité socialiste, avec environ 11000 votants, et ces élections ont été précédées par de violentes polémiques contre les journaux et les représentants de la bourgeoisie; il y a eu le procès contre les antimilitaristes, il y a eu le grandiose défilé en l'honneur des victimes de la catastrophe minière de Courrières en France (1). A travers ces événements, dans une atmosphère enflammée par une succession aussi dense d'actions militantes, les consciences se sont raffermies, le sentiment de solidarité est devenu très vif et très pointilleux.

Le 22 avril se tient dans les locaux du Cercle socialiste de Borgo Vittoria une grande réunion pour la défense des victimes et le soutien de l'organisation. L'appel lancé par la section des industries textiles précise que la réunion a pour but « de consolider valablement l'organisation des tisseuses, afin de pouvoir faire front à de probables combats contre l'odieuse méchanceté des patrons tyranniques des usines de tissage, peuplées d'environ dix mille femmes».

Au début de mai, l'agitation se fait menaçante. Dans toutes les usines, les femmes, même les inorganisées, sont solidaires pour demander un traitement plus humain. Leur

* Le refrain disait : « En t'iufficine, n't'iufficine ai manca l'aria/ En t'te suffiette, n't'le suffiette ai manca l'pan. / Custa l'è la vita pruletaria : / Che l'uvriè, che l'uvriè a fa tut l'an.» « Dans les usines, dans les usines on manque d'air / Dans les mansardes, dans les mansardes on manque de pain / C'est ça la vie la du prolétaire / Que l'ouvrier, que l'ouvrier, fait toute l'année.»

principale revendication est la réduction de l'horaire de travail de onze à dix heures, sans diminution de salaire. Les industriels tergiversent, et les autorités ne parviennent pas, en intervenant, à les amener à composition. La grève commence : une à une les usines se vident, cessent de produire. La foule se presse dans les locaux de la Bourse du travail. On déclare la grève générale dans le textile; et elle s'installe. C'est, à vrai dire, un élan irrésistible qui s'empare de toutes les travailleuses, pour la plupart inorganisées. Une affiche de la Bourse du travail finit par ces mots :

« Que les ouvrières apportent dans la lutte la ténacité et la foi de celui qui sait qu'il est du côté de la raison, qu'elles y apportent la ferveur de leur volonté, la palpitation de leur cœur de mères, d'épouses, *décidées à en finir avec un travail homicide!* Derrière elles veille, prêt à accourir à leur aide, le prolétariat de Turin.»

Le dimanche 6 mai, les grévistes font une promenade sur la colline de Cavoretto, en un long cortège qui part du Corso Siccardi. Allasia, Castellano (1), Barberis, prennent la parole. Le lundi, les absences sur les lieux de travail se multiplient, même dans des usines d'autres industries, notamment dans la métallurgie. Des groupes de manifestants traversent la ville en se dirigeant vers le Corso Siccardi, et ce sont alors les premiers incidents avec la force publique qui intervient massivement : la cavalerie se déploie, cherchant à disperser la foule qui s'amasse dans les locaux et aux alentours de la Maison du peuple du Corso Siccardi. Les incidents classiques se produisent. Vers 18 h 30, alors que la foule des enfants vient une fois de plus de s'enfuir devant la cavalerie, une terrible mêlée se produit sous le porche. Une pierre vole. Des policiers en civil s'avancent. L'un d'eux s'élance, le revolver braqué. Les premiers coups partent, d'autres suivent et se font plus fréquents. La foule se réfugie à l'intérieur. Huit blessés. Giovanni Cravero, le plus gravement touché, a eu une partie de la boîte crânienne emportée, la matière cérébrale en bouillie, et il s'en est suivi une terrible hémorragie. Les sept autres sont moins atteints. Ils sont blessés par des balles, des coups d'épée, de dague. La porte cochère est criblée de balles. La Bourse du travail a été envahie, 22 personnes ont été arrêtées. L'immeuble est occupé militairement. Le soir, les représentants du Bureau central de la Chambre syndicale et de nombreux camarades de l'organisation politique se réunissent dans les locaux de

Évocation des histoires des filatures de colon 91

la section Dora, votent la grève générale et rédigent l'affiche qui la proclame. C'est ainsi que le lendemain mardi, la grève a pris des proportions imposantes.

Voilà comment la conquête des dix heures de travail a reçu le baptême du sang. Le lundi qui suivit ces tragiques événements, les industriels se réunirent, et votèrent la décision suivante :

« Dans un souci d'apaisement, les industriels cotonniers, face aux troubles civils, accordent les dix heures de travail, Les établissements seront rouverts demain matin, mardi.» Toutefois, en raison de la grève générale, les ouvrières du textile ne reprirent pas le travail. Et les tractations se prolongèrent tout le mardi, afin que les concessions des industriels soient clairement concrétisées. Ce n'est que très tard, à 23 h 30, que les industriels remirent au maire une déclaration signée Poma, Mazzonis, Wild, Abegg et Bass, par laquelle ils confirmaient à nouveau la réduction des horaires à dix heures, avec l'assurance que cela ne devait entraîner aucune réduction de salaire. Le mercredi, à 12 heures, la grève générale était terminée. Dans la matinée, un énorme cortège, 40 000 personnes, défilait sur les boulevards et se dispersait piazza Vittorio.

Voilà comment les travailleuses ont réussi à conquérir un de leurs droits. Mais le sang sécha sur les pierres du hall d'entrée de la Maison du peuple. Son odeur âcre cessa d'épouvanter les industriels, ces tristes chacals de la spéculation la plus odieuse. Ils essayèrent alors de prendre leur revanche. L'industriel Poma accepta de jouer le rôle d'agent provocateur. La déclaration du 8 mai, par laquelle on assurait que les travailleuses du textile n'auraient pas eu à souffrir de diminution de salaire, trouva dans la bouche de Poma une nouvelle interprétation : selon lui, *pas de diminution* concernait le salaire horaire, et non le salaire journalier. C'est ainsi qu'on chercha à reprendre aux ouvrières une part de leur conquête : on essayait de diminuer d'un dixième leur salaire, déjà si maigre. Poma fut d'une effronterie sans pareille. Ses arguments, ses arguties sont encore là pour témoigner de sa honteuse absence de droiture morale. Mais ses ouvriers avaient changé, l'entraînement de la grève, de la grève de catégorie d'abord, puis de la grève générale, avait produit ses effets : il avait consolidé la conscience de classe. Et ses 200 employés abandonnèrent de nouveau le travail et persistèrent vigoureusement jusqu'à la victoire décisive. Et les autres industriels durent se tenir cois pour ne pas avoir d'autres ennuis. Ce fut une grève de 56 jours; sans faille, malgré l'interven

tion des cléricaux qui organisèrent les « jaunes » et cherchèrent par leur visqueuse propagande à reporter la faveur de l'opinion publique sur le « pauvre industriel ». Mais les grévistes retrouvèrent l'entière solidarité de leurs camarades : 40000 liras de secours furent distribuées, et le spectre de la grève générale fit une nouvelle apparition. Le 18 juillet, les salariées du « cavalière » Anselmo Poma reprenaient leur travail après deux mois de grève, ayant obtenu tout ce qu'elles demandaient.

C'est à travers ces luttes, que les nécessités de l'heure nous empêchent d'évoquer plus longuement, que les ouvrières du textile ont bâti leur solide organisation de classe. Voilà qu'elles se retrouvent, une fois de plus, face à leurs patrons, et nous sommes sûrs que, cette fois encore, ce seront les patrons qui mordront la poussière.

Signé A.G.,

Il Grido *del Popolo*, 9 décembre 1916.

HOMMES OU MACHINES ?

La courte discussion qui s'est déroulée à la dernière séance du conseil municipal entre nos camarades et quelques-uns des représentants de la majorité à propos des programmes de l'enseignement technique, mérite d'être commentée, ne serait-ce que brièvement et sans entrer dans les détails. Les observations du camarade Zini (1) : « Le courant humaniste et le courant professionnel s'opposent encore dans le domaine de l'enseignement de masse : il est indispensable de parvenir à les fondre; mais il ne faut pas oublier qu'avant d'être un ouvrier, un homme est un homme auquel il ne faut pas fermer par avance la possibilité d'embrasser les plus vastes horizons de l'esprit afin de l'asservir dès l'abord à la machine », ces observations, tout comme les protestations du conseiller Sincero contre la philosophie (la philosophie trouve tout particulièrement des adversaires quand elle proclame des vérités qui portent atteinte aux intérêts particuliers), ne sont pas de simples intermèdes polémiques occasionnels; ce sont des affrontements inévitables entre représentants de principes fondamentalement différents.

Hommes ou machines? 93

1. Notre parti ne s'est pas encore prononcé sur un programme scolaire précis qui se différencie des programmes habituels. Nous nous sommes jusqu'à présent contentés d'affirmer le principe général de la nécessité de la culture, tant primaire que technique ou supérieure; et ce principe, nous l'avons développé, nous l'avons défendu, avec vigueur et énergie. Nous pouvons affirmer que la diminution de l'analphabétisme en Italie est due, plus qu'à la loi sur

l'enseignement obligatoire, à cette vie de l'esprit, à cette sensibilisation à certains besoins déterminés de la vie intérieure que la propagande socialiste a réussi à susciter dans les couches prolétariennes du peuple italien. Mais nous n'avons pas dépassé ce stade. En Italie, l'école est restée un organisme purement bourgeois, au pire sens du mot. L'école moyenne et supérieure, qui dépend de l'État, ce qui signifie qu'elle est payée par l'impôt général, donc par les contributions directes versées par le prolétariat, ne peut être fréquentée que par les fils de la bourgeoisie qui jouissent de l'indépendance économique indispensable à la tranquillité des études. Un prolétaire, même s'il est intelligent, même s'il est en possession de tous les atouts nécessaires pour devenir un homme cultivé, est obligé de gâcher ses qualités en exerçant une autre activité, ou bien de devenir un franc-tireur, un autodidacte, c'est-à-dire (à part les inévitables exceptions), une demi-portion, un homme qui ne peut donner tout ce qu'il aurait pu donner si la discipline de l'école était venue le compléter et le fortifier. La culture est un privilège. L'école est un privilège. Et nous ne voulons pas qu'il en soit ainsi. Tous les jeunes devraient être égaux devant la culture. L'État ne doit pas payer l'école avec l'argent de tous pour les seuls fils de nantis, même s'ils sont médiocres ou débiles, tandis qu'en sont exclus ceux qui sont intelligents et capables, mais sont fils de prolétaires. L'école moyenne et supérieure doit être réservée à ceux qui savent faire la preuve qu'ils en sont dignes. S'il est d'intérêt général qu'elle existe, et, à la rigueur, que ce soit l'État qui la régisse et la dirige, il est aussi de l'intérêt général que puissent y accéder tous ceux qui sont intelligents, quel que soit leur niveau économique. Le sacrifice de la collectivité n'est justifié que lorsqu'il profite à qui le mérite. C'est pourquoi le sacrifice de la collectivité doit tout spécialement servir à donner aux individus valables cette indépendance économique indispensable pour qu'ils puissent consacrer

tranquillement tout leur temps à l'étude et progresser sérieusement.

2. Exclu des écoles de niveau moyen et supérieur par l'actuelle organisation sociale qui établit une forme de spécialisation des hommes, spécialisation anormale parce que basée sur autre chose que les différences de capacités, et par conséquent destructrice et corruptrice de la production, le prolétariat doit se déverser dans les écoles parallèles : techniques et professionnelles. Ces écoles techniques, instituées à partir de critères démocratiques par le ministre Casati (1), ont subi, sous le poids des impératifs antidémocratiques du budget de l'État, une transformation qui les a sérieusement dénaturées. Désormais, elles sont devenues en grande partie superfétatoires par rapport aux écoles de type traditionnel, et servent d'exutoire naïf à *l'employomanie* des petits-bourgeois. Les droits d'inscription qui augmentent sans cesse, et les débouchés effectifs qu'elles donnent dans la vie pratique les ont transformées, elles aussi, en privilège, et du reste, le prolétariat en est automatiquement exclu dans sa masse, à cause de la vie aléatoire et pleine d'incertitudes que les salariés sont obligés de mener et qui n'est certes pas la plus propice pour suivre avec fruit un cycle d'études.

3. Ce qui est nécessaire au prolétariat, c'est une école désintéressée. Une école où serait donnée à l'enfant la possibilité de se former, de devenir un homme, d'acquérir ces critères généraux qui servent au développement du caractère. Une école humaniste, en somme, telle que l'entendaient les Anciens, et, plus près de nous, les hommes de la Renaissance. Une école qui n'hypothèque pas l'avenir d'un enfant, et ne contraigne pas sa volonté, son intelligence, sa conscience en formation, à s'engager sur des rails au terminus fixé d'avance. Une école de liberté et de libre initiative, et non point une école d'esclavage et de dressage mécaniste. Les fils de prolétaires, eux aussi, doivent avoir devant eux toutes les possibilités, et tous les champs doivent leur rester libres afin qu'ils puissent réaliser leur personnalité de la meilleure des façons, à savoir de la façon la plus productive, tant pour eux-mêmes que pour la collectivité. L'école professionnelle ne doit pas devenir un incubateur pour petits monstres sèchement instruits en vue d'un métier, dépourvus d'idées générales, de culture générale, d'âme, et n'ayant à leur actif qu'un coup d'œil

Trois principes, trois ordres 95

infaillible et une main sûre. Même à travers la culture professionnelle, il est possible de faire jaillir, à partir de l'enfant, l'homme. A condition que ce soit une culture éducative et non pas seulement une culture informative, que ce ne soit pas une pure pratique manuelle. Lorsqu'il proteste contre la philosophie, le conseiller Sincero, qui est un industriel, n'est qu'un bourgeois par trop mesquin.

Certes, pour les industriels mesquinement bourgeois, il peut être plus utile d'avoir des ouvriers machines plutôt que des ouvriers hommes. Mais les bénéfices des sacrifices auxquels l'entière société se soumet volontairement afin de progresser et de tirer de son sein les hommes les meilleurs, les plus parfaits, ceux qui lui permettront de s'élever encore davantage, doivent être efficacement répartis sur l'ensemble de la collectivité, et non sur une seule catégorie ou sur une seule classe.

C'est un problème de droit et de force. Et le prolétariat doit être sur ses gardes pour ne pas subir une nouvelle frustration qui viendrait s'ajouter à toutes celles qu'il subit déjà.

Sans signature, *Avanti !*, édition piémontaise,
24 décembre 1916.

La Città futura (1)

TROIS PRINCIPES, TROIS ORDRES

L'ordre et le désordre sont les deux mots qui reviennent le plus fréquemment dans les polémiques de caractère politique. Partis de l'ordre, hommes d'ordre, ordre public... Trois mots qu'on rapproche en les plaçant sur un même support : l'ordre, sur lequel les mots se fixent et tournent avec plus ou moins d'aisance en fonction de la forme historique concrète que les hommes, les partis et l'État assument dans la multiplicité des incarnations possibles.

Le mot *ordre* a un pouvoir thaumaturgique; la conservation des institutions politiques est en grande partie confiée à ce pouvoir. L'ordre en vigueur se présente comme quelque chose d'harmonieusement coordonné, de solidement coordonné; et la multitude des citoyens hésite et s'épouvante à l'idée de l'incertitude qu'un changement radical pourrait apporter. Le sens commun, l'infiniment balourd sens commun, prêche couramment qu'il ne faut pas lâcher l'œuf que tu tiens pour une poule que tu auras demain. En fait, le sens commun est un terrible négrier des esprits. D'autant plus, quand, pour avoir la poule, il faut briser la coquille de l'œuf. Il se forme dans les esprits l'image de quelque chose de violemment déchiré; on ne voit pas l'ordre nouveau possible, mieux organisé que l'ancien, plus vital que l'ancien, parce qu'il oppose au dualisme l'unité, à l'immobilité statique de l'inertie la dynamique de la vie qui porte en elle le mouvement. On ne voit que le déchirement violent et l'esprit craintif recule, redoutant de tout perdre, d'avoir devant lui le chaos, le désordre inéluctable. Les prophéties utopistes étaient conçues précisément en fonction de cette peur. L'utopie visait à projeter dans le futur un ensemble bien coordonné, soigneusement poli, propre à faire oublier l'impression du saut dans le noir. Mais les constructions sociales utopiques se sont toutes écroulées parce que, polies comme elles l'étaient et bien rangées, il suffisait de démontrer qu'un détail n'était pas fondé pour faire crouler l'ensemble. Elles n'avaient pas de bases, ces constructions, parce que trop analytiques, parce que fondées sur une infinité de faits, et non sur un principe moral unique. Or les faits concrets dépendent de tant de causes qu'ils finissent par n'avoir plus de cause, et par être imprévisibles. Or, pour agir, l'homme a besoin de pouvoir, au moins en partie, prévoir. On ne conçoit pas une volonté qui ne soit pas concrète, autrement dit qui n'ait pas un but. On ne conçoit pas une volonté collective qui n'ait pas un but universel concret. Mais celui-ci ne peut être un fait singulier ou une série de faits singuliers. Ce ne peut être qu'une idée ou un principe moral. Le défaut organique des utopies est tout là. Croire que la prévision peut être prévision de faits alors qu'elle ne peut l'être que de principes ou de maximes juridiques. Les maximes juridiques (le droit, le jus est la morale mise en pratique) sont la création des hommes comme volonté. Si vous voulez donner à ces volontés une certaine direction, donnez-leur comme but

Trois principes, trois ordres 97

ce qui seul peut l'être ; autrement, après un premier enthousiasme, vous les verrez s'alanguir et disparaître.

Les ordres actuels ont été suscités par la volonté de réaliser totalement un principe juridique. Les révolutionnaires de 89 ne prévoyaient pas l'ordre capitaliste. Ils voulaient mettre en acte les droits de l'homme, ils voulaient que fussent reconnus aux composants de la collectivité des droits déterminés. Ceux-ci, après la fracture initiale de la vieille coquille, s'affirmèrent progressivement, se firent peu à peu plus concrets et, devenus forces capables d'agir sur les faits, ils les modelèrent,

les caractérisèrent et il en sortit la civilisation bourgeoise, la seule qui pouvait naître de là car la bourgeoisie était la seule énergie sociale agissante et dont l'action modifiait réellement le cours de l'histoire. En la circonstance, les utopistes furent encore battus puisque aucune de leurs prévisions particulières ne se réalisa. Ce qui se réalisa, c'est le principe et c'est de lui que fleurirent les institutions actuelles, l'ordre actuel.

Était-il universel le principe qui s'affirmait dans l'histoire à travers la Révolution bourgeoise? Oui, sans aucun doute. Et pourtant, on a coutume de dire que si Jean-Jacques Rousseau pouvait voir quel aboutissement ont eu ses prédications, il est probable qu'il les renierait. C'est là une affirmation paradoxale qui contient une critique implicite du libéralisme. Mais elle est paradoxale en ce sens qu'elle affirme d'une manière qui n'est pas juste une chose qui l'est. Universel ne veut pas dire absolu. En histoire, il n'y a rien d'absolu ni de rigide. Les affirmations du libéralisme sont des idées limites qui, reconnues rationnellement nécessaires, sont devenues des idées forces, se sont réalisées dans l'État bourgeois, ont servi à engendrer l'antithèse de cet État dans le prolétariat, et se sont usées. Universelles pour la bourgeoisie, elles ne le sont pas assez pour le prolétariat. Pour la bourgeoisie, c'étaient des idées limites, pour le prolétariat, ce sont des idées minimales. Et en effet, le programme intégral du libéralisme est devenu le programme minimum du Parti socialiste. Autrement dit, le programme qui nous sert à vivre au jour le jour, en attendant qu'on estime venu le moment favorable.

Comme idée limite, le programme libéral crée l'État éthique, c'est-à-dire un État qui, dans la sphère des idées, se tient au-dessus des compétitions de classe, des divers entremêlements et des affrontements des groupes qui en sont la réalité économique et traditionnelle. Un tel État est une aspiration politique plus qu'une réalité poli

tique; il n'existe que comme modèle utopique, mais c'est précisément le fait qu'il est un mirage qui le rend robuste et en fait une force de conservation. Dans l'espoir qu'il se réalisera un jour dans sa perfection achevée, nombreux sont ceux qui trouvent la force de ne pas le renier, donc de ne pas chercher à le remplacer.

Nous voyons deux de ces modèles qui sont typiques, qui sont la pierre de touche pour ceux qui discutent de théories politiques : l'État anglais et l'État germanique. Tous deux sont devenus grande puissance, tous deux ont réussi à s'affirmer, en recourant à des directives diverses, en tant que solides organismes politiques et économiques, tous deux ayant une silhouette bien définie qui fait qu'ils s'affrontent aujourd'hui et en vertu de laquelle ils ont toujours été impossibles à confondre.

L'idée qui, pour l'Angleterre, a servi de moteur des forces intérieures, parallèles, peut se résumer dans le mot *libérisme*, pour l'Allemagne, dans l'expression *autorité par la raison*.

« Libérisme » est la formule qui comprend toute une histoire de luttes, de mouvements révolutionnaires pour la conquête de libertés déterminées. C'est la *forma mentis* qui s'est peu à peu créée à travers ces mouvements. C'est la conviction qui s'est progressivement formée chez un nombre toujours croissant de citoyens qui vinrent, au travers de ces luttes, participer à l'activité publique, que dans la libre manifestation de ses propres convictions, dans le libre développement des forces productives et législatives du pays, résidait le secret du bonheur. Du bonheur au sens où, bien sûr, tout ce qui arrive de mal ne peut être mis à la charge des individus et que de tout ce qui ne réussit pas, il faut rechercher la raison uniquement dans le fait que les pionniers ne possédaient pas encore la force requise pour imposer victorieusement leur programme.

En ce qui concerne l'Angleterre, pour citer un exemple, le *libérisme* a trouvé avant guerre son champion théorique et pratique en Lloyd George qui, en s'adressant dans un meeting, en tant que ministre d'État, à des ouvriers, et sachant que ses paroles prenaient la signification d'un programme de gouvernement, leur dit à peu près ceci : « Nous sommes socialistes, c'est-à-dire que nous n'en venons pas tout de suite à la socialisation de la production. Mais nous n'avons pas d'opposition de principe contre le socialisme. A chacun son devoir. Si la société est encore

capitaliste, cela veut dire que le capitalisme est encore une force qui n'est pas épuisée historiquement. Vous, socialistes, vous dites que le socialisme est mûr. Prouvez-le. Prouvez que vous êtes la majorité, prouvez que vous êtes, non seulement en puissance, mais aussi dans la pratique immédiate, la force capable de conduire les destinées du pays. Et nous vous laisserons la

place, pacifiquement.» Déclaration qui, à nous qui sommes habitués à voir dans le gouvernement quelque chose qui tient du sphinx, coupe complètement du pays et de tout débat vivant sur des idées et des faits, nous semble époustouflante. Mais qui ne l'est pas et n'est pas non plus discours vide de sens, si on songe que cela fait plus de deux cents ans qu'en Angleterre on dispute des luttes politiques sur la place publique, et que le droit à la libre affirmation de toutes les énergies est un droit conquis, non pas un droit naturel, considéré comme tel en soi et pour soi. Et qu'il suffise de rappeler que le gouvernement radical anglais ôta à la Chambre des lords tout droit de vote pour pouvoir donner réalité effective à l'autonomie irlandaise, et que Lloyd George se proposait avant la guerre de faire voter un projet de loi agraire, selon laquelle, étant posé comme axiome que quiconque possède des moyens de production et ne les fait pas convenablement fructifier, est déchu de ses droits absolus, grand nombre de propriétés privées appartenant à des agrariens leur étaient enlevées et étaient vendues à ceux qui pouvaient les cultiver. Cette forme de socialisme d'État bourgeois, c'est-à-dire socialisme non socialiste, faisait en sorte que le prolétariat ne vît pas d'un mauvais oeil l'État comme gouvernement, et que, persuadé à tort ou à raison d'être sous tutelle, il menât la lutte de classe avec mesure et sans cette exaspération morale qui caractérise le mouvement ouvrier.

La conception de l'État germanique est aux antipodes du type anglais, mais produit des effets identiques. L'État allemand est protectionniste par *forma mentis*. Fichte a donné le code de l'État fermé, de l'État régi par la raison, de l'État qui ne doit pas être laissé à la discrétion des forces libres spontanées des hommes, mais doit en toute chose, dans chacun de ses actes, imprimer le sceau d'une volonté, d'un programme établi, préorganisé par la raison. Et c'est pourquoi en Allemagne, le Parlement n'a pas les mêmes pouvoirs qu'ailleurs. Il est simplement consultatif, et doit être maintenu uniquement parce que, rationnelle

ment, on ne peut admettre l'infailibilité des pouvoirs exécutifs, et que du Parlement, de la discussion peut surgir la vérité. Mais on ne reconnaît pas à la majorité le droit de définir la vérité. Celui qui reste l'arbitre, c'est le Ministère (l'Empereur), qui juge et choisit et n'est remplacé que par la volonté impériale. Mais les classes ont la conviction, une conviction qui n'est pas formelle ni subie, mais qui s'est formée au cours de décennies d'expérience d'une administration exemplaire, d'une rigoureuse justice distributive, que leurs droits à la vie sont pris en charge et que leur activité doit consister à chercher à devenir la majorité, pour ce qui est des socialistes, à conserver leur majorité et à démontrer continuellement leur nécessité historique, pour ce qui est des conservateurs. Un exemple : le vote, qui rallia également les socialistes, du milliard pour couvrir les nouvelles dépenses militaires, en 1913; la majorité des socialistes vota pour, parce que le milliard fut rassemblé non pas en puisant auprès de l'ensemble des contribuables mais par une expropriation (tout au moins apparente) des gros possédants. Cette mesure apparut comme une expérience de socialisme d'État; elle sembla être un *juste principe en soi* destiné à faire payer aux capitalistes les dépenses militaires et on vota des crédits qui allaient au bénéfice exclusif de la bourgeoisie et du parti militaire prussien.

Ces deux types d'ordre constitué sont le modèle de base des partis de l'ordre de l'Italie. Les libéraux et les nationalistes disent (ou disaient) respectivement qu'ils voulaient qu'on créât en Italie quelque chose de semblable à l'État anglais ou à l'État germanique. La polémique contre le socialisme est tout entière tissée sur l'aspiration de cet État éthique potentiel en Italie. Mais, en Italie, la période de développement qui a rendu possibles l'Allemagne et l'Angleterre d'aujourd'hui, a fait complètement défaut. C'est pourquoi si vous portez à leurs dernières conséquences les raisonnements des libéraux et des nationalistes italiens, vous obtenez comme résultat, dans le moment présent, la formule suivante : le *sacrifice de la part du prolétariat*. Sacrifice de ses propres besoins, sacrifice de sa propre personnalité, de sa propre combativité pour que les temps mûrissent, pour permettre que la richesse se multiplie, pour permettre que l'administration se purifie, [*trois lignes censurées*]. Les nationalistes et les libéraux n'en viennent pas au point de soutenir qu'il existe en Italie un ordre quel

Trois principes, trois ordres 101

conque. Ils soutiennent que cet ordre devra exister, pourvu que les socialistes n'entravent pas sa fatale instauration.

Cet état de fait des choses italiennes est pour nous une source plus grande d'énergie de combativité. Quand on pense combien il est difficile de convaincre un homme d'agir s'il n'a pas de raison immédiate de le faire, on comprend combien il est plus difficile de convaincre une multitude dans les États où n'existe pas, comme en Italie, un gouvernement dont le parti pris est

d'étouffer ses aspirations, de rançonner de toutes les façons la patience et la productivité. Dans les pays où les conflits ne se déroulent pas sur la place publique, où on ne voit pas foulées au pied les lois fondamentales de l'État, où on ne voit pas le dominateur être l'arbitre, la lutte de classe perd de son âpreté, l'esprit révolutionnaire perd de son élan et s'étiole. Ce qu'on appelle la loi de l'effort minimum qui n'est autre que la loi des paresseux, et qui n'exprime souvent que le « farniente », devient populaire. Dans de tels pays, la révolution est moins probable. Là où il existe un ordre, il est plus difficile qu'on se décide à le remplacer par un ordre nouveau. *[Une ligne censurée.]*

Les socialistes ne doivent pas substituer un ordre à un ordre. Ils doivent instaurer l'ordre en soi. La maxime juridique qu'ils veulent réaliser est : *possibilité de réalisation intégrale de sa propre personnalité humaine accordée à tous les citoyens*. Si cette maxime se concrétise, tous les privilèges établis tombent du même coup. Elle conduit au maximum de liberté avec un minimum de contrainte. Elle demande que soient règle de la vie et des attributions, la capacité et la productivité, hors de tout schéma traditionnel; que la richesse ne soit pas instrument d'esclavage, mais qu'appartenant à tous impersonnellement, elle donne à tous les moyens d'atteindre à tout le bien-être possible; que l'école éduque les élèves intelligents, quelle que soit leur naissance, et qu'elle ne représente pas la récompense *[quatre lignes censurées]*. C'est de cette maxime que dépendent organiquement tous les autres principes du programme socialiste maximal. Celui-ci, répétons-le, n'est pas une utopie. C'est l'universel concret, il peut être réalisé dans les faits, par la volonté. C'est un principe d'ordre, de l'ordre socialiste. De cet ordre dont nous croyons que l'Italie verra, avant tout autre pays, la première réalisation. *[Quatre lignes censurées.]*

Sans signature,

La Città futura, 11 février 1917.

LES INDIFFÉRENTS

Je hais les indifférents. Je crois comme Friedrich Hebbel que « vivre veut dire être partisan ». On ne peut être seulement *homme*, étranger à la cité. Qui vit vraiment ne peut pas ne pas être citoyen, et partisan. L'indifférence est aboulie, parasitisme, lâcheté; elle n'est pas vie. C'est pourquoi je hais les indifférents.

L'indifférence est le poids mort de l'histoire. C'est le boulet que doit traîner le novateur, c'est la matière inerte en laquelle il n'est pas rare que se noient les plus beaux enthousiasmes, c'est le marais qui entoure la vieille ville et qui la défend mieux que les remparts les plus épais, mieux que les poitrines de ses guerriers, en engloutissant les assaillants dans ses sables mouvants, en les décimant et en les décourageant, et en les faisant parfois renoncer à leur entreprise héroïque.

L'indifférence agit vigoureusement dans l'histoire. Elle agit passivement, mais elle agit. Elle se fait fatalité; elle est ce quelque chose que l'on n'attendait point; ce quelque chose qui bouleverse les programmes, renverse les plans les mieux établis; la matière brute qui se rebelle devant l'intelligence et l'étrangle. Les événements, le mal qui s'abat sur tous, le bien que pourrait engendrer un acte héroïque (de valeur universelle), ne dépendent pas tant de l'initiative du petit nombre qui agit, que de l'indifférence, de l'absentéisme de la multitude. Ce qui arrive ne se produit pas tant parce que quelques-uns le veulent, que parce que la masse des hommes abdique toute volonté, laisse faire, laisse assembler les nœuds que seule l'épée pourra trancher ensuite, laisse promulguer les lois que seule la révolte fera ensuite abroger, laisse s'élever au pouvoir les hommes que seule une révolte pourra renverser par la suite. La fatalité qui semble dominer l'histoire n'est en fait rien d'autre que l'apparence illusoire de cette indifférence, de cet absentéisme. Des événements mûrissent dans l'ombre, quelques mains, sans surveillance et sans contrôle, tissent la toile de la vie collective, et la masse l'ignore, qui ne s'en préoccupe pas. Les destinées d'une époque sont manipulées au gré des visions limitées, des objectifs immédiats, des ambitions et des passions per

Les indifférents 103

sonnelles de petits groupes agissants, et la masse des hommes l'ignore, qui ne s'en préoccupe pas. Mais les événements qui ont mûri finissent par éclater; mais la toile ourdie dans l'ombre est enfin achevée : et il semble alors que ce soit la fatalité qui emporte tout et tous, que l'histoire ne soit qu'un énorme phénomène naturel, une éruption, un tremblement de terre, dont tous sont victimes, qu'on l'ait voulu ou non, qu'on ait été actif ou indifférent. Et l'indifférent s'irrite, il voudrait se soustraire aux conséquences, il voudrait qu'il soit clair qu'il n'a pas voulu cela, qu'il

n'en est pas responsable. Certains pleurnichent pitoyablement, d'autres jurent grossièrement, mais personne ou presque ne se demande : si moi aussi j'avais fait mon devoir, si j'avais essayé de faire prévaloir ma volonté, mon avis, est-ce que cela se serait passé ainsi? Mais personne ou presque ne se reproche d'avoir été indifférent, d'avoir été sceptique, de ne pas avoir offert son aide et son activité à ces groupes de citoyens qui combattaient précisément pour éviter ce mal et s'assignaient, pour objectif, un bien.

Face au fait accompli, la plupart d'entre eux préfèrent, au contraire, parler de faillites des idées, d'échec définitif des programmes et autres balivernes de ce type. Ils recommencent ainsi à se dégager de toute responsabilité. Et ce n'est point qu'ils ne voient pas les choses clairement et qu'ils ne soient capables quelquefois d'ébaucher de magnifiques solutions pour les problèmes les plus urgents ou pour ceux qui, tout en exigeant plus de réflexion et de temps, n'en sont pas moins urgents. Mais ces solutions demeurent magnifiquement stériles, mais cette contribution à la vie collective ne procède d'aucune leur morale; c'est le produit d'une curiosité intellectuelle, non de ce sens impérieux de la responsabilité historique qui veut que tous participent activement à la vie, qui n'admet aucune sorte d'agnosticisme ou d'indifférence.

Mais, si je hais les indifférents, c'est aussi parce que leurs pleurnicheries d'éternels innocents me sont insupportables. Je demande compte à chacun d'entre eux sur la façon dont il a accompli la tâche que la vie lui a assignée et lui assigne quotidiennement, sur ce qu'il a fait et, surtout, ce qu'il n'a pas fait. Et je sens que je puis être inexorable, que je ne dois pas gaspiller ma pitié, que je ne dois pas leur accorder mes larmes. Je suis partisan, je vis, je sens déjà palpiter dans la conscience virile des miens l'activité de la cité future que les miens sont en train de

construire. Et dans cette cité la chaîne sociale ne pèse pas seulement sur quelques-uns, les événements ne sont pas dus au hasard, à la fatalité, mais sont l'œuvre intelligente des citoyens. Elle ne compte personne qui demeure à regarder à sa fenêtre tandis qu'un petit nombre se sacrifie, se saigne dans le sacrifice; personne qui, restant à sa fenêtre, aux aguets, veuille profiter du peu de bien que procure l'activité d'un petit nombre et donne libre cours à sa déception en insultant le sacrifié, celui qui s'est saigné, parce qu'il n'a pas réussi dans son entreprise.

Je vis, je suis partisan. C'est pourquoi je hais qui n'est pas partisan, je hais les indifférents.

Sans signature,
La Città futura, 11 février 1917.

DISCIPLINE ET LIBERTÉ

S'associer à un mouvement veut dire assumer une partie de la responsabilité des événements qui se préparent, devenir les artisans directs de ces mêmes événements. Un jeune qui s'inscrit au Mouvement des jeunesses socialistes accomplit un acte d'indépendance et de libération. Sa discipline, c'est de se rendre indépendant et libre. L'eau est eau pure et libre quand elle coule entre les deux rives d'un ruisseau ou d'un fleuve, non pas quand elle est répandue au hasard sur le sol, ou quand, raréfiée, elle plane dans l'atmosphère. L'homme qui ne suit pas une discipline politique est précisément matière à l'état gazeux ou matière polluée par des éléments étrangers : par conséquent inutile et nuisible. La discipline politique fait précipiter ces impuretés et donne à l'esprit son meilleur métal, à la vie un but, sans lequel la vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue. Tout jeune prolétaire qui sent combien est pesant le fardeau de l'esclavage de classe, doit accomplir l'acte initial de sa libération, en s'inscrivant à la Section des jeunesses socialistes * la plus proche de chez lui.

Sans signature,
La Città futura, 11 février 1917.

* Fascio giovanile socialista (N.d.T.).

Analphabétisme 105

ANALPHABÉTISME

Pourquoi y a-t-il encore en Italie tant d'analphabètes?... Parce qu'en Italie trop de gens limitent leur vie à leur famille, à l'ombre de leur clocher. On n'éprouve pas le besoin d'apprendre la langue italienne, parce que le dialecte suffit à la vie communale et familiale, parce que la conversation en dialecte suffit à exprimer entièrement les relations courantes. Apprendre à lire n'est pas un besoin. c'est pourquoi cela se transforme en supplice, en exigence tyrannique. Pour que cela devienne un besoin, il faudrait que la vie collective soit plus chaleureuse, qu'elle concerne un nombre toujours plus grand de citoyens et fasse ainsi naître, spontanément, le sentiment du besoin, de la nécessité de connaître l'alphabet et la langue. La propagande socialiste a fait davantage pour l'instruction que toutes les lois sur l'enseignement obligatoire. La loi est une contrainte : elle peut vous imposer de fréquenter l'école, elle ne peut vous obliger à apprendre, ni quand vous avez appris, à [ne pas] oublier. La propagande socialiste éveille rapidement le vif sentiment que l'on n'est pas seulement des individus, pris dans le cercle étroit des intérêts immédiats (ceux de la commune et de la famille), mais qu'on est des citoyens d'un monde plus vaste, et qu'avec les autres citoyens de ce monde, il faut échanger des idées, partager des espoirs, des souffrances. La culture, l'alphabet, ont ainsi acquis un but, et tant que ce but est vivant dans les consciences, l'amour du savoir s'affirme impérieusement. C'est une vérité sacro-sainte dont les socialistes peuvent s'enorgueillir : l'analphabétisme ne disparaîtra complètement que lorsque le socialisme l'aura fait disparaître, parce que le socialisme est le seul idéal qui soit capable de transformer en citoyens, au sens le meilleur et le plus complet du mot, tous les Italiens qui, en ce moment, se contentent, pour vivre, de leurs petits intérêts personnels, en hommes qui ne sont venus au monde que pour être des consommateurs de nourriture.

Sans signature, *La Città futura*, 11 février 1917.

LA DISCIPLINE

Dans une des *Nouvelles* de la Jungle, Rudyard Kipling montre en pleine action ce qu'est la discipline d'un État bourgeois fort. Dans l'État bourgeois, tout le monde obéit : les mulets de la batterie au sergent de la batterie, les chevaux aux soldats qui les montent; les soldats au lieutenant, les lieutenants aux colonels des régiments; les régiments à un général de brigade; les brigades au vice-roi des Indes. Le vice-roi à la reine Victoria (encore vivante quand Kipling écrivait). La reine donne un ordre, et le vice-roi, les généraux, les colonels, les lieutenants, les soldats, les animaux, tout le monde se met en route harmonieusement et marche vers la conquête. A un spectateur indigène d'une parade militaire, le héros de la nouvelle dit : « Puisque vous ne savez pas en faire autant, vous êtes nos sujets. » La discipline bourgeoise est la seule force qui maintienne solidement l'agrégat bourgeois. A discipline, il faut opposer discipline. Mais la discipline bourgeoise est une chose mécanique et autoritaire, la discipline socialiste est autonome et spontanée. Quiconque accepte la discipline socialiste, signifie par là qu'il est socialiste ou qu'il veut le devenir plus totalement, en s'inscrivant aux jeunesses socialistes si c'est un jeune. Et quand on est socialiste ou qu'on veut le devenir, on n'obéit pas : on commande à soi-même, on impose une règle de vie à ses caprices, à ses velléités désordonnées. Il serait étrange - alors qu'on obéit trop souvent sans souffler mot à une discipline qu'on ne comprend pas, qu'on ne sent pas -, qu'on ne réussisse pas à agir selon une ligne de conduite que nous contribuons nous-mêmes à tracer et dont nous assurons la cohérence rigoureuse. Car tel est le caractère des disciplines autonomes : c'est d'être la vie elle-même, la pensée même de la personne qui s'y soumet. La discipline que l'État bourgeois impose aux citoyens, fait de ceux-ci des sujets qui se flattent d'influer sur le cours des événements. La discipline du Parti socialiste fait du sujet un citoyen : citoyen maintenant rebelle, précisément parce que ayant acquis la conscience de sa personnalité, il sent que celle-ci est entravée et ne peut s'affirmer librement dans le monde.

Sans signature,

La Città futura, 11 février 1917.

Notes marginales 107

NOTES MARGINALES

1. L'effort accompli pour conquérir une vérité fait que cette vérité vous semble un peu vôtre, même si vous n'avez rien ajouté de vraiment vôtre à sa nouvelle énonciation, même si vous ne lui avez pas donné la moindre coloration personnelle. Voilà pourquoi il arrive souvent que l'on plagie autrui inconsciemment, et que l'on se trouve déçu par la froideur avec laquelle sont

accueillies des affirmations que l'on estimait capables d'émouvoir, d'enthousiasmer. « Mon cher, se répète-t-on alors avec mélancolie, ton œuf n'était que l'œuf de Colomb...» Eh bien, peu m'importe d'être celui qui découvre l'œuf de Colomb ! Je préfère répéter une vérité déjà connue que me tarabuster l'intelligence pour fabriquer des paradoxes brillants, de spirituels jeux de mots, des acrobaties verbales, qui font sourire, mais ne font pas penser.

La bonne soupe de légumes qu'on mange dans le peuple est toujours la plus nourrissante et la plus appétissante, justement parce qu'elle est faite des aliments les plus habituels. J'aime la voir avaler à grandes cuillerées par des hommes vigoureux, aux puissants sucs gastriques, qui ont l'avenir dans la force de leur volonté et de leurs muscles. La vérité la plus rebattue n'a jamais été suffisamment répétée pour se transformer en une maxime et en une raison d'agir valable pour tous les hommes.

2. Lorsque tu discutes avec un adversaire, essaie de te mettre dans sa peau. Tu le comprendras mieux, et tu finiras peut-être par t'apercevoir qu'il a un peu, si ce n'est beaucoup, raison. J'ai suivi pendant quelque temps ce conseil des sages. Mais la peau de mes adversaires était si sale que j'ai conclu : mieux vaut être parfois injuste que d'éprouver à nouveau ce dégoût qui va jusqu'au vertige.

3. Que de nombreux soi-disant intellectuels aient déserté le socialisme, (à propos, intellectuel veut-il toujours dire intelligent?), est devenu pour les jobards la meilleure preuve de la pauvreté morale de notre idéal. Le fait est que des phénomènes semblables se sont produits, et se produisent encore, pour le positivisme, pour le nationalisme, pour le futurisme, et pour tous les autres *ismes*. Il y a tous ceux qui font des crises à répétition, les petites âmes

toujours à la recherche d'un point fixe, qui se jettent sur la première idée venue qui a l'air de pouvoir devenir un idéal, et s'en nourrissent, tant que dure leur effort pour l'assimiler. Arrivés à la fin de cet effort, quand ils s'aperçoivent (ce qui est l'effet de leur manque de profondeur spirituelle, et au fond, de leur peu d'intelligence) que ladite idée ne suffit pas à tout, qu'il y a des problèmes dont la solution (Bi tant est qu'elle existe), échappe à cette idéologie, (mais il se pourrait bien qu'elle lui soit liée sur un plan supérieur), ils se jettent sur quelque chose d'autre qui pourrait bien être une vérité, qui représente encore une inconnue, et offre donc des virtualités de satisfactions nouvelles. Les hommes cherchent toujours la raison de leurs échecs spirituels hors d'eux-mêmes; ils ne veulent pas se convaincre que la cause de ces échecs est toujours et uniquement la petitesse de leur âme, leur manque de caractère et d'intelligence. Il existe des dilettantes de la foi, tout comme il existe des dilettantes du savoir.

Ceci, dans la meilleure des hypothèses. Pour beaucoup la crise de conscience n'est qu'une traite échue, ou le désir d'ouvrir un compte courant.

4. On dit qu'il y a en Italie le pire socialisme de toute l'Europe. Admettons : l'Italie aurait alors le socialisme qu'elle mérite.

5. Le progrès ne consiste en général que dans la participation d'un nombre toujours plus grand d'individus à un bien. L'égoïsme est le collectivisme des appétits et des besoins de l'individu isolé, le collectivisme est l'égoïsme de tous les prolétaires du monde. Les prolétaires ne sont certes pas des altruistes au sens que donnent à ce mot les humanitaristes rassis. Mais, chez les prolétaires, l'égoïsme est ennobli, parce qu'ils ont conscience de ne pouvoir complètement le satisfaire sans que, dans un même temps, l'aient satisfait tous les individus de leur classe. C'est pourquoi l'égoïsme prolétarien crée immédiatement la solidarité de classe.

6. On a dit que le socialisme est mort au moment précis où il a été démontré que cette société future que les socialistes prétendaient être en train de créer, n'était qu'un mythe bon pour les foules. Je crois, moi aussi, que ce mythe s'est dissous dans le néant. Mais sa dissolution était nécessaire. Le mythe s'était formé peu à peu lorsque était encore vivante la superstition scientifique, lorsqu'on avait une foi aveugle en tout ce qui s'assortissait de l'attribut *scientifique*. La réalisation de cette société modèle était un pos

Notes marginales 109

tulat du positivisme philosophique, de la philosophie *scientifique*. Mais cette conception n'était pas scientifique, elle n'était que mécanique, sèchement mécanique. Et, bien que même la *Critica sociale* ne s'appelle plus « Revue du socialisme scientifique », il en reste un souvenir

décoloré dans le réformisme théorique de Claudio Treves (1), ce hochet du fatalisme positiviste qui reconnaît comme déterminantes des énergies sociales coupées de l'homme et de sa volonté, incompréhensibles et absurdes et qui est en somme une forme de mysticisme aride et dépourvu des sursauts de la passion douloureuse. Ce n'est là qu'une vision livresque, une vision de papier de la vie; on voit l'ensemble, l'effet, on ne voit pas la multiplicité, on ne voit pas chacun des hommes dont l'ensemble est la synthèse. Pour ces gens-là la vie est pareille à une avalanche, que l'on observe de loin, dans sa chute irrésistible. « M'est-il possible à moi, de l'arrêter? se demande *l'homunculus* - Non !, donc, elle n'obéit à aucune volonté. Puisque l'avalanche humaine obéit à une logique qui, éventuellement, peut ne pas être ma volonté individuelle, et puisque moi, simple individu, je n'ai pas la force de l'arrêter ou de la faire dévier, je me persuade qu'elle n'a pas de logique interne, mais qu'elle obéit à des lois *naturelles* inviolables.»

La science a subi une *débâcle* *, ou pour mieux dire, elle s'est limitée à s'acquitter de la seule tâche qui lui incombait; et l'on a perdu la confiance aveugle que l'on avait dans ses déductions, ce fut alors le crépuscule du mythe qu'elle avait puissamment contribué à susciter. Mais le prolétariat s'est rénové, aucune désillusion ne parvient à anéantir sa conviction, tout comme aucune gelée blanche ne peut détruire le brin d'herbe gorgé de sucs vitaux. Il a réfléchi sur ses propres forces et sur la quantité de force qui lui est nécessaire pour atteindre ses fins. Il s'est ennoblé davantage en prenant conscience des difficultés toujours grandissantes qu'il affronte maintenant, et en acceptant les sacrifices toujours plus grands qu'il va devoir faire. Il s'est produit un processus d'intériorisation : le facteur de l'histoire est passé de l'extérieur à l'intérieur : à une période d'expansion succède toujours une période d'intensification, à la Loi *naturelle*, au *fatal cours des choses* des pseudo-savants s'est substituée la *volonté tenace de l'homme*. Le socialisme n'est pas mort, parce que, pour lui, ne sont pas morts les hommes de bonne volonté.

* En français dans le texte (N.d.T.).

7. On a raillé et on raille encore la valeur *nombre*, qui ne serait qu'une valeur démocratique et non une valeur révolutionnaire : la fiche, non point la barricade. Mais le *nombre*, la *masse*, ont servi à créer un nouveau mythe : le mythe de l'universalité, le mythe de la marée qui déferle, irrésistible et fracassante, et rasera au sol la cité bourgeoise soutenue par les étais du privilège. Le nombre, la masse (tant d'individus en Allemagne, tant en France, tant en Amérique et tant en Italie, chaque année plus nombreux), ont raffermi la conviction que possède chaque individu de participer à quelque chose de grandiose en train de mûrir et dont chaque nation, chaque parti, chaque section, chaque groupe, chaque individu, est une molécule qui, après l'avoir reçu, restitue, revigoré, ce sue vital dont la circulation enrichit tout l'ensemble du corps socialiste mondial. Les millions d'infusoires qui flottent dans l'océan Pacifique construisent d'immenses bancs de coraux sous les eaux, et puis un tremblement de terre fait affleurer ces bancs, et un nouveau continent se forme. Les millions de socialistes dispersés dans la vastitude du monde travaillent eux aussi à la construction d'un continent nouveau, et le tremblement de terre *[deux lignes censurées]*...

8. Il est plus facile de convaincre celui qui n'a jamais participé à la vie politique que celui qui a déjà appartenu à un parti structuré et riche de traditions. La force que la tradition exerce sur les esprits est immense. Un clérical ou un libéral qui deviennent socialistes sont autant de boîtes à malice qui peuvent à tout moment exploser avec des conséquences fatales pour notre unité. Les hommes de la campagne, avec leurs âmes vierges, quand ils sont convaincus d'une vérité, se sacrifient pour elle, ils font tout ce qui est possible pour la réaliser. Celui qui s'est converti reste toujours un relativiste. Il a expérimenté en lui-même, une fois, déjà, à quel point il était facile de se tromper en choisissant sa propre voie, c'est pourquoi il lui en reste un fond de scepticisme. Qui est sceptique manque du courage nécessaire à l'action.

Je préfère voir un paysan se rapprocher de notre mouvement, plutôt qu'un professeur de faculté. Reste seulement que le paysan devrait essayer d'acquérir autant d'expérience et de largeur de vue que peut en avoir un professeur de faculté, afin de ne pas rendre stériles son action et son éventuel sacrifice.

9. Accélérer l'avenir. Tel est le besoin le plus ressenti dans la masse socialiste. Mais qu'est-ce que l'avenir?

Modèle el réalité Ili

Existe-t-il comme quelque chose de véritablement concret? L'avenir se ramène à la conviction que, dans le futur, le milieu social aura déjà été modifié par ce qui est la volonté d'aujourd'hui. C'est pourquoi accélérer l'avenir peut signifier deux choses : être parvenus à faire partager cette volonté à assez d'hommes pour atteindre le chiffre qu'on estime nécessaire afin que

la volonté porte, d'elle-même, ses fruits, ce serait là un progrès quantitatif, ou bien, avoir réussi à rendre cette volonté si intense au sein de la minorité actuelle que soit possible l'équation : 1 = 1000 000. Et ce serait là un progrès qualitatif. Enflammer sa propre âme et en faire jaillir des myriades d'étincelles, voici qui est nécessaire [*une ligne censurée*]. Attendre d'être devenus la moitié plus un, est le programme des âmes timides qui attendent le socialisme d'un décret royal contresigné par deux ministres.

Sans signature, *La Città futura*, 11 février 1917.

MODÈLE ET RÉALITÉ

Le modèle est le schéma typique d'un phénomène déterminé, d'une loi déterminée. La succession uniforme des faits permet d'en fixer les lois, d'en tracer les schémas, d'en construire les modèles. Pour autant que l'on ne confère pas une valeur absolue à ces abstractions de l'esprit, elles sont d'une grande utilité pédagogique : elles permettent de se placer au centre même de l'acte phénoménique en élaborant toutes ses possibilités, toutes ses tendances finalistes. Et lorsqu'on a réussi à accomplir cet acte initial, le plus gros est fait : l'intelligence est désormais en mesure d'appréhender le devenir du fait, de le comprendre dans sa totalité et donc dans son individualité. Le modèle, la loi, le schéma sont en définitive des expédients méthodologiques qui aident à la connaissance et au savoir exacts.

Construisons l'un de ces modèles. Imaginons la société sous l'aspect du schéma. 100 familles divisées selon les deux classes historiques qui se disputent actuellement l'initiative de la politique, dans la production, dans la distribution. Enfants, vieux, femmes : travailleurs et bourgeois. 75 familles vivent d'un salaire; 10 familles